

---

# PROBLÈMES

---

# D'AMÉRIQUE LATINE

88

Printemps 2013

## Pérou : émergence économique et zones d'ombre

Célia Auquier, César Bedoya,  
Nicole Bernex, Jean-Louis Chaléard,  
Carlos Iván Degregori, Patricia Fuertes,  
Isabel Hurtado, Anaïs Marshall,  
Évelyne Mesclier, María Isabel Remy,  
Jackeline Velazco

### Varia

Individu et néolibéralisme :  
réflexions à partir de l'expérience chilienne

---

# SOMMAIRE

---

## *Pérou : émergence économique et zones d'ombre*

*Coordinateurs :*  
*Isabel HURTADO, Évelyne MESCLIER*

|   |    |
|---|----|
| Introduction<br><i>Isabel HURTADO, Évelyne MESCLIER</i> .....   | 7  |
| Nos élites comprennent la modernité comme une caricature.<br>Entrevue à Carlos Iván Degregori par María Isabel Remy<br><i>Carlos Iván DEGREGORI, María Isabel REMY</i> .....      | 13 |
| Les ménages au Pérou (1999-2009) : transformations en période<br>d'expansion économique<br><i>Patricia FUERTES, Jackeline VELAZCO</i> .....                                       | 25 |
| L'agriculture entrepreneuriale d'exportation : un choix politique<br>aux enjeux complexes<br><i>Évelyne MESCLIER, Anaïs MARSHALL, Jean-Louis CHALÉARD<br/>Célia AUQUIER</i> ..... | 55 |
| Évolution des conflits sociaux et environnementaux au Pérou :<br>Une lecture générale<br><i>César BEDOYA, Isabel HURTADO</i> .....  | 77 |
| L'Amazonie péruvienne entre intégration et dégradation<br><i>Nicole BERNEX</i> .....  | 95 |

DOSSIER

---

**PÉROU : ÉMERGENCE  
ÉCONOMIQUE ET ZONES  
D'OMBRE**

---

*Coordinateurs :*  
*Isabel HURDADO, Évelyne MESCLIER*

---

# INTRODUCTION

---

*Isabel HURTADO\**, *Évelyne MESCLIER\*\**

Le Pérou des années 2010 est très différent de celui de la fin des années 1980, marquées par la pire crise économique et politique qu'ait connu le pays au XX<sup>e</sup> siècle. Pendant les années 1990, les deux principaux mouvements de guérilla armée, Sentier Lumineux et le MRTA (Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru) ont subi des revers dont ils ne se sont pas remis. L'économie s'est progressivement redressée, après un ajustement structurel brutal au début des années 1990 et une libéralisation rapide et radicale de l'économie. Enfin, en 2000, des manifestations massives ont permis le retour à la démocratie, après une décennie marquée par l'autoritarisme croissant d'un Président ayant dissous l'Assemblée en 1992, pris le contrôle des médias, autorisé des exécutions extra-légales, manipulé les élections et tenté de rester au pouvoir pour un troisième mandat consécutif<sup>1</sup>.

En deux décennies, le PIB par habitant est passé de moins de 1700 à plus de 3 000 dollars constants de 2000<sup>2</sup>. Le taux de croissance du PIB est redevenu presque constamment positif ; entre 2004 et 2011, il varie entre 6 et 9 % par an. Seules les années 1998 et 2009, avec des taux de croissance proches de zéro, montrent des ralentissements liés aux évolutions mondiales. En parité de pouvoir d'achat, le PIB par habitant en dollars courants plaçait en 2011 le Pérou dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, à peu près à égalité avec des pays comme l'Afrique du Sud, la Colombie ou la Tunisie, bien au-dessus de ses voisins bolivien ou même équatorien. Le pays, avec 30 millions d'habitants, et une capitale, Lima, de

---

\* Isabel Hurtado Galván est économiste, consultante indépendante et professeure invitée de l'Université *Nacional Mayor de San Marcos*.

\*\* Évelyne Mesclier est géographe, directrice de recherches à l'Institut de Recherche pour le Développement et membre de l'UMR Prodig.

1. L'ex Président Alberto Fujimori est actuellement en prison après avoir été jugé entre autres pour atteinte aux droits de l'homme et pour détournement de fonds publics.

2. Données de la Banque mondiale, site <http://databank.worldbank.org/data>

8 millions d'habitants recensés en 2007<sup>3</sup> – l'agglomération la plus peuplée de la façade ouest de l'Amérique du Sud, servant par ailleurs de plaque-tour-nante pour le trafic aérien de cette région du monde –, peut donc être considéré comme une puissance moyenne émergente à l'échelle du continent. La vigueur et la solidité de son économie ont été reconnues dernièrement tant par les instances internationales, comme le FMI, que par le monde des affaires en général : *The Economist* en janvier 2013 le qualifiait de « véritable star » de l'Amérique latine en termes de performance économique<sup>4</sup>.

Globalement aligné sur les États-Unis, le Pérou a d'abord profité, comme les autres pays andins, du Traité de Préférences andines, dans le cadre de la lutte contre la drogue, avant de signer son deuxième Traité de Libre Échange avec le grand voisin du nord<sup>5</sup>. Le Pérou a ensuite, au cours des années 2000, signé des Traités de libre échange nombreux, avec l'Union Européenne, le Canada, la Chine, le Japon, la Corée du Sud... Cela lui a en particulier permis de diversifier les destinations de ses exportations, principalement minières, également halieutiques et dans une moindre mesure agricoles, qui sont pour beaucoup dans sa croissance économique – le tourisme, avec 2,6 millions de visiteurs en 2011, arrivant en 4<sup>e</sup> position dans la production de devises<sup>6</sup>.

Le Pérou appartient également à l'APEC, la coopération économique Asie-Pacifique, qui, depuis une décennie, lui a permis d'accroître ses échanges scientifiques et commerciaux avec divers pays asiatiques et de l'Océanie. Finalement, au tournant des années 2010, il a formé avec la Colombie, le Mexique et le Chili, l'Alliance du Pacifique, un ensemble de plus de 200 millions d'habitants, concentrant la moitié des échanges de l'Amérique latine avec le reste du monde<sup>7</sup> et le tiers du PIB latino-américain, qui, dans le cadre d'un modèle d'économie ouverte, lie entre eux les marchés de capitaux. Le Pérou appartient également à l'UNASUR, avec l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyana, le Paraguay, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela<sup>8</sup>, dont l'objectif initial était l'intégration physique de toutes ces économies à travers la construction de grandes infrastructures, sous le leadership du Brésil. Cependant, le Pérou ne partage pas les objectifs du Venezuela et de ses alliés, qui tentent d'en faire une plate-forme politique autant que commerciale.

Cette émergence, si elle apporte des bénéfices, n'est pas sans présenter également des côtés plus sombres. Les enjeux, comme dans bien d'autres pays de taille moyenne qui émergent économiquement grâce à l'exploitation de leurs ressources naturelles, tournent bien sûr autour de la redistribution

---

3. Données de l'Institut National de Statistique et Informatique (INEI)

4. <http://www.economist.com/blogs/americasview/2013/01/week-print-3>

5. Le premier Traité avait été signé avec le Chili, pays voisin ayant des forts investissements au Pérou.

6. D'après le World Economic Forum

7. Selon le site de l'Alliance, <http://alianzapacifico.net>

8. Selon le site de l'Unasur, <http://www.unasursg.org>

des richesses créées. Ils sont également liés à des questions de corruption, d'informalité de l'économie et de faible pression fiscale, de répartition du pouvoir et de dégradation de l'environnement. Le modèle économique suivi a également signifié un retrait général de l'État, qui n'est pas sans conséquences pour la plupart des territoires locaux et des secteurs d'activité.

Le modèle économique adopté par le pays depuis vingt ans a été en quelque sorte au centre des débats lors des élections présidentielles de 2011... tout en faisant paradoxalement l'objet d'un consensus au final. Carlos Iván Degregori, anthropologue engagé dans la compréhension des dynamiques les plus profondes du pays, a proposé une analyse aiguisée de l'issue du 1er tour dans une entrevue avec María Isabel Remy. Il rappelait que les résultats d'une élection dépendent non seulement des stratégies électorales des partis mais également des mouvements de la société. Une partie des habitants du pays, tout particulièrement dans les Andes du Sud, ont été exclus des bénéfices du décollage économique comme du récit historique de la victoire de l'État contre la subversion. Par dépit, mais également avec l'espoir d'un changement, ils ont voté massivement pour Ollanta Humala, le candidat nationaliste, proche du « pays profond » par ses origines et sa trajectoire, et qui avait d'abord affirmé qu'il allait modifier l'orientation économique du pays. Cependant, une majorité du Pérou allait opter, au moment du 2<sup>e</sup> tour, pour un Ollanta Humala promettant finalement de ne pas revenir sur le modèle, et faisant alliance avec ses anciens adversaires du centre libéral.

C'est tout d'abord qu'une partie de plus en plus importante de la population tire bénéfice de la croissance économique. Patricia Fuertes et Jacqueline Velasco montrent dans leur analyse des changements dans la composition des ménages qu'ils s'expliquent par l'urbanisation, les évolutions de la relation entre les hommes et les femmes, et plus généralement par l'expansion économique. Ces processus ont favorisé l'autonomie des individus, et l'émergence d'une classe moyenne encore en cours de consolidation. Certes, leur étude confirme que les différents espaces régionaux du pays ne sont pas tous concernés au même chef.

Le secteur agricole est un de ceux qui participent le plus activement à l'émergence économique, et cela concerne une population rurale encore nombreuse. Cependant, bien que de petits agriculteurs produisent pour les marchés mondiaux, en particulier le café et le cacao, le développement des cultures d'exportation a été surtout confié depuis les années 1990 aux moyennes et grandes entreprises, par l'intermédiaire de mesures politiques favorisant leur installation. Meslier *et al.* montrent que le développement de l'agriculture entrepreneuriale d'exportation, basée sur des produits récemment valorisés sur les marchés mondiaux, cultivés surtout dans d'anciens déserts côtiers, transforme profondément les territoires : cela permet aux petits producteurs comme aux populations en général de profiter de quelques retombées économiques, mais crée de nouvelles injustices, autour des conditions de l'emploi comme des ressources en eau, et de nouveaux risques environnementaux. À terme et par divers mécanismes, la petite

agriculture pourrait s'en trouver menacée, alors qu'elle reste au fondement de l'organisation des territoires.

Bien que le traité de libre échange avec les Etats-Unis ait impliqué certaines avancées dans le domaine, comme la création d'un Ministère de l'Environnement, les conflits portant sur l'environnement sont devenus de plus en plus nombreux dans tout le pays, surtout autour des activités minières. Ces dernières ont profité d'un contexte mondial dynamisé par la demande des grands pays émergents, comme l'Inde ou la Chine, les besoins des nouvelles technologies de communication et les stratégies des États pour s'assurer d'un contrôle durable de leur approvisionnement. César Bedoya et Isabel Hurtado montrent que les conflits actuels ne s'inscrivent pas dans la continuité de la violence des années 1980 et 1990. Ils ont leur source dans les années 1990, dans la répression des mouvements sociaux et l'affaiblissement de l'État, qui contribuèrent au sentiment d'injustice relevé aussi par Carlos Iván Degregori. Sur la base de cette marginalisation, dans des espaces souvent ruraux, le retour à la démocratie, mais aussi les enjeux que représentent la coprésence d'acteurs très différents par leur taille et leur nature, et la brusque augmentation de la richesse, fournissent les conditions complexes de la conflictualité actuelle.

Ces conflits sont plus acérés encore dans les régions de plus forte marginalité et de plus grande absence de l'État. Nicole Bernex brosse un panorama dans lequel les ressources naturelles sont fortement exploitées, que ce soit par de grandes entreprises déclarées ou par des acteurs dissimulant leurs activités à l'État. Les premières paient des impôts reversés en partie aux municipalités locales et régionales, mais qui ne sont pas aisées à utiliser ; les seconds ignorent le fisc et les lois et, pour se protéger, font régner la loi des armes, de la corruption et du silence. Si l'exploitation artisanale de l'or est un fléau déjà connu, qui dégrade les milieux de façon accélérée (déboisement, creusement des sols, mercure polluant les cours d'eau), Nicole Bernex apporte à notre connaissance le fait nouveau de la rapide expansion des cultures de coca et de pavot au cœur de l'Amazonie, dans le département de Loreto, alors même que les regards sont encore tournés vers les vallées productrices du versant andin du sud du pays. Les routes bi-océaniques en cours de construction dans le cadre d'accords régionaux peuvent éventuellement générer des déplacements de ces activités, sans les éliminer. Leurs réseaux d'influence et leur rôle économique dépassent largement la seule Amazonie.

D'autres thèmes pourraient être évoqués dans ce dossier, comme la consolidation par le gouvernement de Ollanta Humala des programmes d'inclusion sociale créés par les gouvernements antérieurs, au sein d'un nouveau Ministère du Développement et de l'Inclusion sociale. Ces programmes ont pour cibles la dénutrition chronique infantile, la continuation de l'effort d'équipement dans les campagnes<sup>9</sup> ou encore, depuis 2012, la

---

9. Selon le Ministère de l'Énergie et des Mines, en 1992 48% des ménages disposait de l'énergie électrique ; ce chiffre est passé en 2012 à 87%.

mise en place d'un revenu minimum pour les personnes âgées, qui a touché 168 000 personnes en 2012. Ces systèmes de transfert restent plus limités que dans des pays comme la Colombie, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur, l'Argentine ou le Mexique<sup>10</sup>.

Si certains spécialistes appellent de leurs vœux une économie moins fondée sur les activités primaires<sup>11</sup>, ou moins dépendante de l'extraction des ressources non renouvelables, c'est aussi la fragilité du capital humain qui handicape le pays. En lecture comme en mathématique, les niveaux péruviens sont plus faibles que ceux des autres pays de l'Amérique latine ayant participé à l'enquête PISA<sup>12</sup>, à peu près à égalité avec le Panama. Le syndicat des professeurs, qui s'est souvent montré intransigeant au moment d'adopter des réformes, porte peut-être une partie de la responsabilité de cet échec, mais une autre partie tient certainement à l'abandon dans lequel le secteur public est demeuré du fait de la diminution de la présence de l'État, particulièrement, mais pas uniquement, dans les territoires ruraux. De même, les services de santé restent très limités. Un véritable cercle vicieux s'installe, la marginalité faisant fuir les capacités. Si les niveaux de pauvreté ont considérablement diminué entre les années 1990 et l'actualité, d'environ 50 % à 30 %, ils restent beaucoup plus importants dans les espaces ruraux (61 %) que dans les espaces urbains (de l'ordre de 20 % d'après l'enquête ménage menée par l'INEI en 2013). Enfin, le modèle actuel tend également à mettre en jeu la question des processus de prise de décision à l'échelle du pays et entre l'échelle nationale et l'échelle locale : malgré la décentralisation et la redistribution des budgets, l'équilibre des forces entre les acteurs semble souvent rompu, amenant certains auteurs à s'interroger sur les failles de la représentation démocratique<sup>13</sup>.

Ainsi, le cas péruvien est-il emblématique des succès et des difficultés des pays de taille moyenne, issus de l'ancien Tiers Monde, qui tentent de se faire une place dans le nouvel ordre mondial et ont pour cela des atouts essentiellement liés aux ressources du sous-sol et à des caractéristiques climatiques, tout en restant handicapés par un lourd passé d'inégalités, d'abus et d'exclusions.

---

10. Voir Cecchini Simone y Madariaga Aldo, 2011. Programas de transferencias condicionadas. Balance de la experiencia reciente en América Latina y El Caribe. *Cuadernos de la CEPAL* N° 95. CEPAL - ASDI. Santiago de Chile ; ou encore Maldonado Jorge, Moreno Rocío del Pilar Giraldo, Isabel Barrera Andrea. Los programas de transferencias condicionadas: ¿hacia la inclusión financiera de los pobres en América Latina?. *Serie Análisis Económicos* N° 26. IEP - IDRC. Lima, 2011.

11. Voir par exemple le blog de l'économiste péruvien Efraín Gonzales de Olarte

12. Voir OCDE, base de données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves PISA 2009

13. Voir par exemple Bey, Marguerite, Réformes néolibérales et tensions sur les ressources dans la décentralisation au Pérou et au Mexique. Dans *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 17, n° 3, 2010. Marguerite Bey, qui nous a quittés en novembre 2012, avait entrepris récemment un travail de comparaison entre le Pérou, où elle avait développé ses premières analyses, et le Mexique qu'elle étudiait depuis de nombreuses années. Nous rendons hommage à sa mémoire.



---

# NOS ÉLITES COMPRENNENT LA MODERNITÉ COMME UNE CARICATURE

---

*Entrevue à Carlos Iván DEGREGORI<sup>1</sup>  
par María Isabel REMY<sup>2</sup>*

Publiée dans *Revista Argumentos*, an 5, n.° 3, juillet 2011. Traduite et publiée avec l'aimable autorisation de *Revista Argumentos*<sup>3</sup> et de María Isabel Remy. Annotée par Évelyne Mesclier<sup>4</sup>.

---

1. Carlos Iván Degregori, après un premier cycle universitaire en anthropologie à l'université Nationale San Cristóbal de Huamanga, Ayacucho, poursuit ses études à l'Université nationale Mayor de San Marcos à Lima puis à Brandeis University à Boston aux Etats-Unis, où il a obtenu le titre de Bachelor of Arts cum laude, mention anthropologie. Il était également docteur en anthropologie culturelle de l'Université d'Utrecht. Il a participé à la Commission de la Vérité et Réconciliation, a été directeur de l'École d'anthropologie de l'Université Nationale Mayor de San Marcos et directeur de l'Institut d'Études péruviennes. Parmi ses principales publications figurent : *El surgimiento de Sendero Luminoso. Ayacucho, 1969-1979* (Lima: IEP, 1990); *No hay país más diverso. Manual de antropología peruana* (Lima: IEP, 2000), comme éditeur ; *La década de la antipolítica: auge y huida de Alberto Fujimori y Vladimiro Montesinos* (Lima: IEP, 2000); *Jamás tan cerca arremetió lo lejos. Memoria y violencia política* (Lima: IEP, 2003); *Saberes periféricos: ensayos sobre la antropología en América Latina* (Lima: IEP/ IFEA, 2008), éditeur avec Pablo Sandoval ; en co-auteur avec Pablo Sandoval, *Antropología y antropólogos en el Perú. Modernización neoliberal y la comunidad de ciencias sociales* (Lima: IEP /CLACSO, 2009); *Qué difícil es ser Dios* (Lima : IEP, 2010). Il nous a quitté le 18 mai 2011 au terme d'une longue et douloureuse maladie (note de la revue *Argumentos*)

2. Historienne, chercheuse à l'IEP (note de la revue *Argumentos*)

3. Revue en ligne publiée par l'IEP depuis 2008 à l'adresse <http://www.revistaargumentos.org.pe>

4. La revue *Problèmes d'Amérique latine* souhaite en publiant une traduction de cette entrevue rappeler l'immense apport de Carlos Iván Degregori à l'anthropologie et saluer son engagement permanent aux côtés des victimes de la guerre civile péruvienne. Carlos Iván Degregori a entre autres publié dans *Problèmes d'Amérique latine* : *DEGREGORI Carlos Iván, « Pérou : l'effondrement surprenant du sentier lumineux », Problèmes d'Amérique latine, n° 13, avril-juin 1994.*

Carlos Iván Degregori, anthropologue de grande renommée et membre de l'Institut d'Études Péruviennes (IEP), a formé plusieurs générations d'anthropologues à l'Université Nacional Mayor de San Marcos. Il nous a donné cette entrevue au lendemain du premier tour du scrutin<sup>5</sup> dans sa maison de Barranco, quelques semaines avant son décès. Il n'a pas pu voir les résultats de ces élections, mais il aurait sans aucun doute été satisfait de voir que l'économie n'avait pas pu y subordonner le politique. Carlos Iván, anthropologue, professeur, ami, collègue : sans nul doute une personne exceptionnelle, à laquelle ce numéro de *Argumentos* est dédié.

**¿ Que s'est-il passé durant les élections ? Après huit ou neuf ans de croissance économique soutenue, accompagnée d'un discours très enthousiaste qui soulignait que nous nous rapprochions du « premier monde », un « pays de l'intérieur » s'est soudainement rappelé à nous au travers de son vote. Comment juges-tu ce processus ?**

Pour parler franchement, et cela a déjà été dit ailleurs, c'est le deuxième échec de García<sup>6</sup>. Pendant son premier mandat présidentiel l'échec fut économique, le second est politique et social. Je crois que c'est justement cela qui s'exprime dans les élections, bien que la science politique ne le voit pas ainsi. Je viens de me rendre compte qu'il n'est pas politiquement correct de parler de structures, de parler d'un « pays profond », et qu'il ne faudrait parler que du jeu de la campagne électorale pour comprendre ses résultats. Mais on se pose alors toujours la question, pourquoi tel acteur a-t-il effectué telle ou telle manœuvre pendant la campagne ? Par exemple, pourquoi quelque chose d'aussi moderne que le Twitter devient-il quelque chose d'archaïque au point que soit évoquée la race dans des termes du XVIII<sup>e</sup> siècle ?<sup>7</sup> Je n'ai donc pas d'autre choix que d'être « politiquement incorrect » au regard de la science politique, et je crois que c'est bien de toutes façons un pays doté d'un ordre particulier qui s'exprime. Bien sûr, il y a une campagne mal gérée du côté de ceux qui ont perdu et une campagne bien menée du côté de Humala et de Keiko<sup>8</sup>, mais dans les résultats du premier tour s'exprime aussi toute une série de strates et de sentiments qui relèvent, eux, de la culture, de l'histoire, des structures, qu'on le veuille ou non. On ne peut pas faire comme si cela n'existait pas.

5. Il s'agit des élections présidentielles, qui ont lieu tous les 5 ans. Le vote est universel et obligatoire.

6. Leader du parti actuellement le plus ancien du Pérou, l'APRA Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine, et président du Pérou de 1985 à 1990 puis de 2006 à 2011.

7. Référence à l'emploi de termes renvoyant à des supposées caractéristiques raciales, comme *serrano* ou *cholo*, sur les réseaux sociaux pendant la campagne.

8. Les deux candidats qui ont franchi le premier tour sont Ollanta Humala, officier militaire à la retraite, leader du Parti nationaliste péruvien et à la tête de l'alliance nationaliste « de gauche » Gana Perú, et Keiko Fujimori, fille de l'ex Président Alberto Fujimori condamné pour atteinte aux droits de l'homme, et leader du parti populiste libéral Fuerza 2011.

Pour continuer dans le même sens, je crois que ce que nous sommes en train de voir, c'est l'échec de García II, l'échec politique et social d'une élite qui ne comprend pas les changements sociaux et anthropologiques qui ont eu lieu dans le pays, d'une élite qui veut être moderne, mais qui comprend la modernité presque comme une caricature, presque comme celle de *Al fondo hay sitio*<sup>9</sup>. Une étroitesse de vue très très prononcée, qui la fait vivre dans une bulle paradoxalement plus provinciale et plus retardée que celle du citoyen ordinaire.

Pour paraphraser l'expression qu'un des candidats du premier tour a utilisée pour se référer à la population des Andes, je crois que c'est au cerveau des élites que, pour une raison ou une autre, il ne parvient pas assez d'oxygène<sup>10</sup>, bien que ces termes soient grotesques et ne soient justes pour parler de personne, mais ce sont elles qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, et qui se sont engagées dans une discussion byzantine sur le modèle.

Je crois que dans le roman « Le nom de la rose », il y a un peu de cela. Pour les « nominalistes », la rose a une essence différente de son nom. C'est dans ce monde d'essences que l'on vit donc et on parle du « modèle » comme si le nom, « le modèle », était quelque chose de placé au dessus ou à la marge de comment est ce modèle dans la vie réelle, de comment ce modèle se manifeste dans la réalité, comme s'il était possible de séparer le modèle comme quelque chose d'abstrait de ce qu'en font en réalité ceux qui l'appliquent. Cela ressemble aussi un peu au marxisme-léninisme, qui finissait toujours par dire que ce qui posait question n'était pas le modèle marxiste-léniniste, mais la façon dont l'avait appliqué Staline, la façon dont l'avait appliqué Mao Tse Tung ou n'importe quel autre des grands leaders de l'époque. Les fervents du modèle ressemblent même physiquement à ceux qui apparaissaient sur les couvertures des revues *Pekin Informa* et *China Reconstruye*<sup>11</sup> de ces époques-là, avec les joues bien roses et le regard ingénu, portant aux nues « le modèle » comme s'il était inaccessible, hors de portée, totalement en marge de toute tache qui pourrait provenir de la réalité et, par conséquent, de l'histoire.

---

9. Feuilletton télévisé péruvien qui met en scène les relations de voisinage difficiles entre des familles d'origines sociales et géographiques très différentes. Le titre (« il y a de la place au fond ») provient de l'expression utilisée par les assistants des chauffeurs de minibus urbains pour convaincre les clients de monter à bord de véhicules déjà surchargés de passagers.

10. Allusion à des propos prononcés au cours d'une conférence par le candidat Pedro Pablo Kuczynski, économiste et ancien ministre, leader de l'Alliance pour le Grand Changement, coalition de la droite conservatrice et néolibérale.

11. Revues de propagande diffusées depuis la Chine en plusieurs langues.

**Les secteurs populaires ou les moins favorisés par le modèle se sont exprimés à travers deux options complètement antagoniques. Comment analyses-tu pour ta part ce vote populaire ?**

En premier lieu, je crois que c'est un vote vraiment surprenant, si on l'analyse dans l'esprit de « l'élite qui sait tout ». Il montre un discernement surprenant, un grand pragmatisme. Il a un côté très « étudié », très réfléchi. Et on voit que les gens se rendent bien compte de ce qui se passe et regardent résolument vers l'avenir. C'est-à-dire qu'ils ont déjà attendu dix ans, comme ils avaient attendu pendant dix ans pour voir si les comités populaires de Sentier Lumineux fonctionnaient, et quand ils ont vu que non, ils ont renversé Sentier Lumineux<sup>12</sup>. De nos jours, ils ont attendu au moins une décennie, dans l'attente que ce qui a été appelé « le modèle » se mette à fonctionner, à travers la percolation. Maintenant qu'ils ont vu que cela ne fonctionne pas, ils cherchent autre chose en pensant à leur avenir, et à celui du pays, car ils constituent la majorité, n'est-ce pas ?

**Et comment vois-tu les choses d'un point de vue géographique ? Je veux dire que nous avons de nouveau une espèce de distribution géographique des préférences<sup>13</sup> dans laquelle le centre-sud est plutôt avec Humala et le nord, apparemment avec Keiko. En 2006, cette dernière région a voté pour Alan García.**

Cela concerne pour le moins plus de la moitié des gens. Bien que le terme puisse paraître très gramscien, il y a une sorte d' « hégémonie du néolibéralisme » dans ces zones. On pensait que dix ans de néolibéralisme avaient réussi à convaincre les gens que c'est la seule voie possible, et de fait ils ont été convaincus, mais il semble que cela soit plus vrai dans le nord que dans le sud, de ce que tu m'en dis.

Bien sûr, de toutes façons dans le nord le fonctionnement du modèle a été ressenti plus fortement, et par conséquent Keiko, qui apparaît presque comme la gardienne du modèle dans l'ordre économique, semble une alternative, alors que Humala, qui apparaît plus comme un garde-fou dans l'ordre non seulement économique mais aussi politique et social, apparaît plus comme un vote du sud, là où les choses ont été le plus laissées à l'abandon. D'où ma crainte, qu'une partie des élites et des catégories moyennes et moyennes basses éduquées, parient pour Keiko, sans se préoccuper de

---

12. Mouvement d'inspiration maoïste qui a déclenché des actions terroristes au début des années 1980, et dont le leader, Abimael Guzmán, a été finalement arrêté en 1992, après que les affrontements avec les forces de l'ordre et la violence pratiquée de tous côtés ont entraîné jusqu'à 70 000 morts, d'après la Commission de la Vérité et Réconciliation, principalement dans le monde rural de la cordillère. Des milices paysannes ont participé à la lutte contre Sentier Lumineux.

13. Voir la figure 1 en annexe.

nombreux thèmes comme la démocratie et les droits de l'homme, parce qu'ils pensent avoir à portée de main quelque chose comme la terre promise ; ils pensent que peut-être il ne manque plus qu'un mandat quinquennal présidentiel de plus et qu'il ne faut pas tout faire rater avec un modèle à la Chávez, qui a joué un rôle néfaste dans l'histoire du Pérou des cinq dernières années<sup>14</sup>. Je crois qu'il peut y avoir quelque chose comme cela, qu'ils se disent, attendons ou voyons encore pendant cinq ans, en pariant sur un échange entre libertés et avantages économiques, alors qu'au centre et au sud, cela apparaît plus lointain, plus difficile à atteindre, et là, les électeurs s'expriment donc avec quelque chose qui ressemble à de la rage.

### **De la rage? Pour exprimer quelque chose comme « ça suffit » !...**

Bien sûr ! et comme une réponse un peu plus rageuse si on veut, avec moins d'espoir, quelque chose comme « bon, on va changer tout cela alors, et on verra bien ce qui se passera », et comme le disait un candidat, « ils vont tout risquer ». Devant ceux qui disent « il ne faut pas tout risquer, il ne faut pas sauter dans le vide », eux répondent « on n'a pas d'autre choix que de tout risquer, que de se lancer dans le vide », parce qu'ils ont vu que dans l'autre sens cela ne mène à rien.

**Disons qu'en ce moment nous sommes devant le risque du retour de l'autoritarisme. Pourquoi le pays prend-t-il ce type de risque ? C'est que nous ne pouvons pas nous voir sous un jour plus sympathique ? Comme s'il fallait toujours qu'il y ait un visage fort, dur, pour mettre de l'ordre. Neuf ans après la publication du rapport de la Commission de la Vérité<sup>15</sup>, qu'est-ce que tu en penses ? La Commission n'a pas réussi à imposer de façon nette un « pour que cela ne se répète pas » ?**

Je crois, je le redis, en tombant dans ce péché mortel qui consiste à regarder au delà du jeu électoral, du déroulement de la campagne et du bon travail de tel ou tel conseiller, que l'histoire passée et les structures du pays ont beaucoup à voir avec le résultat. Je crois que les conséquences de la violence sont différentes dans des pays où elle fut un spasme, dans des pays qui avaient déjà avancé dans une certaine mesure dans la construction de la citoyenneté. À grands traits, c'est le cas dans les pays du Cône sud, comme le Chili, l'Argentine et même l'Uruguay, quand bien même s'était imposée dans les années 1980 la « loi de caducité des prétentions punitives

---

14. Hugo Chávez a eu une influence au Pérou à travers son soutien à des candidats comme Humala et à travers les activités de son mouvement international, l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique, ALBA.

15. La Commission de la Vérité et la Réconciliation a été créée en juin 2001. Carlos Iván Degregori a été un de ses membres et a coordonné avec Félix Reátegui le rapport final (CVR, *Informe final (Perú: 1980-2000)*, UNMSM et PUCP, 2004).

de l'État »<sup>16</sup> qui vient d'être abrogée il y a quelques jours. Là l'attitude face au caractère terrible des années de violence est à l'inverse à ce qui prédomine ici, c'est-à-dire que la peur ou le désir de ne pas faire de vagues ont été vraiment prépondérants dans les années 1980, mais maintenant que le temps a passé, la nécessité de faire justice revient et pour cela ils abrogent cette loi. Ici en revanche, ils la feraient passer si c'était possible, donc, je crois que c'est parce que là-bas il y a eu tout d'abord plus d'avancée dans la construction d'un pays de citoyens et la violence apparaît plus comme un spasme terrible, un moment, une conjoncture, une période, sur laquelle on peut revenir, qu'on peut surmonter, ce qui permet de se réconcilier avec son passé.

### **Comme collectif...**

Dans ces pays, on avait avancé comme collectif citoyen, alors qu'ici je crois que, même s'il y a eu des avancées importantes depuis les années vingt, à partir des années cinquante, soixante-dix, celles-ci ont encore été insuffisantes si nous comparons avec le Cône sud. Et, par conséquence, je vois que la « main dure » est toujours une ressource disponible, presque à fleur de peau. Dans tout cela la réforme agraire<sup>17</sup> joue ici un rôle très important, parce que c'était un pays de seigneurs et de serfs, avec très peu de citoyens, surtout dans le Pérou rural. Et donc les « seigneurs et serfs » refont très facilement surface dans la subjectivité collective. Je crois que cela n'était pas aussi présent, par exemple, en Argentine, bien qu'il n'y ait pas eu de réforme agraire. C'était aussi moins marqué au Chili, alors qu'ici c'est encore très fort.

### **Dans tout cela jouent finalement des matrices ethniques différentes ? L'incapacité que nous avons de nous reconnaître comme des égaux ?**

Parmi les pays que j'ai évoqués, nous sommes le seul où le facteur ethnique a joué un rôle central. Et donc, en ce sens, oui, il y a toute une longue trajectoire qu'on ne peut passer par pertes et profits bien qu'il y ait eu d'énormes changements. Je suis de ceux qui prennent en compte le fait que l'ethnicité n'est plus ce qu'elle était il y a trente ou soixante ans. Je me souviens que dans la Commission de la Vérité il y avait tout un courant, mais

---

16. Cette « loi de l'impunité » qui a protégé les militaires et policiers de toute poursuite pour les délits commis pendant la dictature (1973-1985) jusqu'aux années 2000, a été l'objet de débats, de référendums et de projets de loi. Une autre loi, débattue en 2011, année de parution de cet entretien, rétablissait les responsabilités pénales pour ces délits, mais plusieurs de ses articles ont depuis été déclarés anti-constitutionnels.

17. La réforme agraire, après des tentatives infructueuses, s'effectue finalement à partir de 1969 (date de la loi de réforme agraire) et surtout dans les années 1970. Ce fut une des plus radicales du continent, qui entraîna la disparation de pratiquement tous les grands domaines terriens et la distribution de terres à un grand nombre de familles bénéficiaires.

qui fut finalement minoritaire, qui voyait l'ethnicité presque comme la variable qui expliquait tout, et ce n'est pas ainsi. L'ethnicité est un facteur, un des facteurs, très important bien sûr, mais seulement un facteur. Mais en ce moment nous voyons comment ce facteur se manifeste sur Twitter avec une violence énorme et passe au premier plan, je ne dirais pas que juste pour faire du vent, mais juste pour pousser des candidats, et il se manifeste aussi dans des épisodes comme celui de Sentier Lumineux. Alors, comme on dit vulgairement, « *les sale el indio*/l'indien ressort »<sup>18</sup>, le passé refoulé refait surface chez certains, et ce, à mon sens, plus facilement que dans les secteurs populaires. D'où l'incrédulité des secteurs populaires à l'époque de la violence, quand les Forces Armées ont commencé à les attaquer d'une façon terrible ; alors ils se disent « ceux-ci ne sont pas Péruviens, ils sont Argentins ». Et ce mythe du soldat argentin se répand, parce qu'il n'est pas possible qu'un Péruvien fasse tout cela à un autre Péruvien. C'est-à-dire, qu'ils sont plus conscients de ce que c'est qu'être Péruvien, plus que ce que paraît l'être une partie de nos élites.

Je crois que cela se voit par exemple, dans le premier Vargas Llosa, dans *La Casa Verde*. Jum de Urakusa, le cacique<sup>19</sup> Aguajun qui pendant tout le roman dit « *piruanos*<sup>20</sup>, *carajo*... », suspendu à un arbre de *capirona*<sup>21</sup> ou je ne sais plus quel arbre où les autorités locales l'ont suspendu, lesquelles autorités disent « d'où diable cet indien de merde a-t-il appris ces mots, « Péruvien, *carajo*<sup>22</sup> », cela doit lui venir d'un « rouge ». Donc, c'étaient les « rouges » qui enseignaient à dire « Péruviens ».

**Je me souviens de la session de séminaire que tu as organisée avec Orin Starn à l'époque de la violence, avec des membres de comités d'autodéfense et de « rondes »<sup>23</sup>. Un homme de Huanta, qui parlait espagnol avec beaucoup de difficulté, auquel vous aviez même proposé de le traduire mais qui avait refusé, affirmait tout le temps : ce que nous faisons c'est défendre l'État péruvien, nous sommes la défense de l'État péruvien, face aux attaques de Sentier Lumineux qui veut le détruire. Et bien sûr, c'est quelque chose comme cela, comme cette expression de « *peruanos, carajo* ».**

18. Expression teintée de racisme signifiant qu'une nature profonde remonte à la surface.

19. Autorité politique indigène.

20. *Piruanos* est une déformation de *Peruanos*, prononcé par une personne de langue maternelle amérindienne.

21. *Calycophyllum spruceanum*, arbre de l'Amazonie

22. *Carajo* : interjection aux sens multiples, accentuant positivement ou négativement ce qui est dit, à la manière de « *diantre* » ou « *que diable* ».

23. Les « *rondes paysannes* » sont des organisations apparues dans les campagnes du nord du Pérou en 1976, qui avaient d'abord pour but de lutter contre la délinquance et dont les rôles se sont étendus par la suite à tout un ensemble de questions liées à l'administration de la justice. Le terme a été repris par les Forces de l'Ordre pour organiser la résistance à Sentier Lumineux dans la région d'Ayacucho (selon Orin Starn, *Reflexiones sobre rondas campesinas, protesta rural y nuevos movimientos sociales*, IEP, 1991).

Oui bien sûr, c'est la même chose. Je me souviens que vers 1992 ou 1993, à Ayacucho, des paysans de Huanta m'ont montré des grottes, en haut dans la montagne, où se cachaient les troupes de Sentier Lumineux. Alors je leur ai demandé « et l'Armée parvient jusqu'ici ? » et ils se sont pratiquement mis à rire, « L'Armée ? nous oui, nous nous arrivons jusqu'ici ». Là où n'arrivait pas l'Armée, eux parvenaient. Et la fierté de ces membres des rondes paysannes qui avaient tout perdu, qui étaient misérables, dans un Ayacucho qui était dans un état désastreux, avec toutes ces localités détruites, était notoire dans leur façon de marcher. Ils allaient droits, triomphants, ils avaient gagné la guerre. Mais ensuite cela a changé, au fur et à mesure que l'État, que l'armée, se sont refusés à reconnaître ce rôle capital qu'ils avaient joué.

### **L'État les a en quelque sorte exclus du podium des vainqueurs ?**

C'est bien ce qui s'est passé. Et ce n'est pas seulement le rôle des membres des Rondes que l'État n'a pas reconnu, mais c'est aussi, au sein de l'Armée, celui de ses propres hommes. L'État péruvien n'accorde pas de reconnaissance à ses propres soldats. Regardons combien d'entre eux ont participé aux protestations en 2008 et 2009, parce qu'ils manquent de tout appui, les veuves, les orphelins ne touchent aucune pension. C'est un État qui traite très mal ses propres fonctionnaires. C'est une armée basée sur la conscription forcée<sup>24</sup>, dans laquelle les recrutés sont pour leur plupart des analphabètes, des indigènes, et pas des citoyens.

---

<sup>24</sup> Le service militaire était obligatoire au Pérou jusqu'à courant 1999 et concernait surtout les jeunes les plus pauvres, incapables de lui échapper par des moyens financiers ou légaux et parfois embarqués de force. En 2013 le Président finalement élu, Ollanta Humala, a proposé de retourner à un système de tirage au sort pour compenser le manque de vocations, ce qui a suscité l'opposition des institutions comme la Coordination nationale pour les droits de l'homme.

### ANNEXE : LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 2011

C'est finalement Ollanta Humala qui a gagné les élections de 2011. Le Sud contestataire avait joué un rôle essentiel dans les résultats du 1<sup>er</sup> tour (figure 1), résultats totalement inattendus quelques mois auparavant : l'élimination des candidats modérés et le passage au 2<sup>e</sup> tour des deux candidats les plus extrêmes sur l'échiquier politique, Ollanta Humala (le plus « à gauche ») et Keiko Fujimori (la plus « à droite »).

Le second tour (figure 2) a confirmé la très forte préférence du Sud andin pour le candidat Humala, mais celle-ci n'aurait pas été suffisante sans plusieurs facteurs : l'adhésion seulement mitigée des populations du centre et du nord du pays au modèle néolibéral, en particulier dans les campagnes, et la progression du candidat Humala à Lima, où il lui suffisait d'une défaite honorable pour l'emporter au niveau national. Le revirement d'une partie de l'électorat liménien par rapport à 2006, où Alan García l'avait emporté au 2<sup>e</sup> tour face à Ollanta Humala, tient à la modération du discours de ce dernier, d'abord très radical, et au rejet très fort que Keiko Fujimori suscite, parce qu'elle apparaît comme proche de l'élite économique pour les uns, et parce qu'elle est resté solidaire de son père dont le gouvernement a été marqué par des violations des droits de l'homme, pour les autres.

(source : Évelyne Mesclier et Alexis Sierra, Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique, *EchoGéo*, Sur le Vif, mis en ligne le 28 mars 2012)

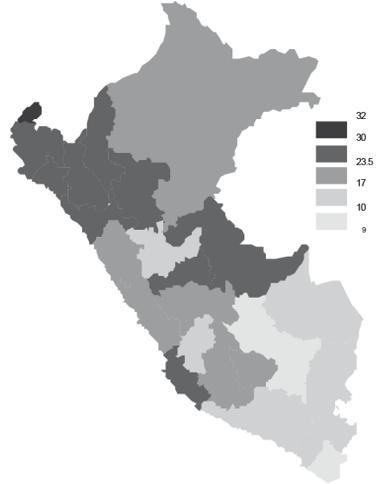
### Figure 1 : Forces et faiblesses géographiques des candidats Ollanta Humala et Keiko Fujimori au 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles de 2011

Pourcentage des votes exprimés, par département (méthode de discrétisation selon écart à la moyenne).

Pour Ollanta Humala



Pour Keiko Fujimori



Source : ONPE. Réalisé par É. Mesclier avec Philcarto, <http://philcarto.free.fr>

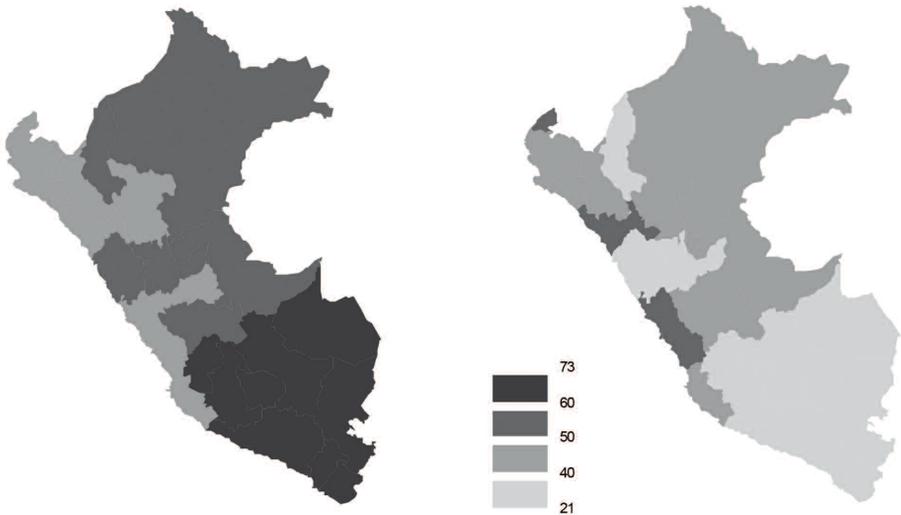
Adapté de Évelyne Mesclier et Alexis Sierra, « Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique », *EchoGéo*, Sur le Vif, mis en ligne le 28 mars 2012, avec l'aimable autorisation de la revue EchoGéo.

**Figure 2 : La répartition géographique du vote entre Ollanta Humala et Keiko Fujimori au 2<sup>e</sup> tour des élections présidentielles de 2011**

Pourcentage des votes exprimés, par département (méthode de discrétisation selon limites arbitraires).

Pour Ollanta Humala

Pour Keiko Fujimori



Source : ONPE. Réalisé par É. Meslier avec Philcarto, <http://philcarto.free.fr>

Adapté de Évelyne Meslier et Alexis Sierra, « Élections présidentielles 2011 au Pérou : le retour inattendu du débat politique », *EchoGéo*, Sur le Vif, mis en ligne le 28 mars 2012, avec l'aimable autorisation de la revue EchoGéo.



---

# LES MÉNAGES AU PÉROU (1999-2009) : TRANSFORMATIONS EN PÉRIODE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

---

*Patricia FUERTES\**, *Jackeline VELAZCO\*\**

## INTRODUCTION

La conception des politiques de réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement repose en grande partie sur des suppositions et des légendes relatives à la question de la composition des ménages et leurs modalités de prise de décision. Certaines de ces légendes ou suppositions se focalisent sur deux types de ménage : la famille nucléaire traditionnelle avec un homme chef de famille, et le ménage monoparental avec une femme comme chef de famille.

Les recherches antérieures en matière d'économie des ménages et de dynamiques sociales démontrent que les ménages sont soumis à des transformations sous l'effet de divers processus sociaux, politiques, environnementaux et économiques, comme la guerre et la reconstruction, les ajustements structurels, l'expansion économique, la mondialisation, le changement climatique, etc. (Sara-Lafosse et Ponce, 1993)<sup>1</sup>. Des tendances et des contre-tendances dans les domaines des rapports hommes-femmes et de l'*empowerment* féminin semblent jouer aussi comme facteurs générateurs de transformations des ménages (Arraigada : 1998)<sup>2</sup>.

---

\* Patricia Fuertes est économiste, consultante indépendante et professeure invitée des Universités *Nacional Mayor de San Marcos* et *Pontificia Universidad Católica del Perú*.

\*\* Jackeline Velazco est économiste, professeure de l'Université *Pontificia Universidad Católica del Perú* et membre du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur les TIC de l'Université Ouverte de Catalogne.

1. Sara-Lafosse, Violeta et Ponce, Ana, 1993 *Evolución de la familia peruana en el corto, mediano y largo plazo*. Dans CEPAL, *Cambios en el perfil de la familia: la experiencia regional*. Santiago de Chile : CEPAL.

2. Arraigada, Irma, *Familias latinoamericanas: convergencias y divergencias de modelos y políticas*. Revue de la CEPALC N° 65. Santiago de Chile : CEPALC, Août 1998.

Les familles nucléaires traditionnelles avec un homme chef de famille demeurent les plus nombreuses, mais elles représentent désormais un type bien particulier de ménage dans la mesure où d'autres types ont augmenté en nombre relatif dans les pays en voie de développement. Ces transformations doivent être prises en compte dans la conception de politiques efficaces en matière de réduction de la pauvreté.

Les ménages avec une femme chef de famille ont attiré une attention particulière dans l'élaboration de politiques sociales de réduction de la pauvreté dans les pays latino-américains ayant connu les réformes et ajustements structurels lors des années 1980 et 1990, dans un contexte de crises économiques et de bouleversements sociaux. On a considéré les ménages avec une femme chef de famille comme étant les plus vulnérables et les plus pauvres. Néanmoins, on en sait peu sur le comportement et les performances de ces ménages en temps d'expansion économique dans le contexte latino-américain actuel.

Quelles transformations majeures ont connu les ménages des pays en voie de développement des deux dernières décennies ? Quels facteurs expliquent ces transformations ? Nous proposons ici de traiter ces questions clé pour le cas du Pérou. On discutera des tendances importantes à la lumière de quelques processus sociaux et économiques significatifs au Pérou.

Les cycles économiques au Pérou apparaissent comme des facteurs importants pour la transformation des ménages. La crise économique d'il y a trente ans a vu l'accroissement du ménage élargi comme un dispositif de survie des personnes concernées (Francke et Ponce : 1989)<sup>3</sup>. Quelles sont les principales transformations associées à l'expansion économique de la dernière décennie ?

Lors de la décennie 1999-2009, la société péruvienne a connu des processus de reconstruction, de démocratisation (2001), et d'expansion économique continue après une période de quinze ans de guerre intérieure (1980-1995), de faillite à la fin des années 1980, et d'une décennie du régime autoritaire et corrompu de Fujimori (1990-2000).

Croissance économique continue, stabilité macroéconomique, intégration à l'économie mondiale sont devenues les aspects marquants de l'économie péruvienne de la dernière décennie. Bien que la pauvreté ait diminué et que le pays ait connu une importante mobilité sociale, avec un accroissement des classes moyennes, le pays souffre encore d'un taux de pauvreté élevé. Plus d'un tiers des Péruviens étaient pauvres, et 13 % très pauvres, en 2009. Comment étaient les ménages péruviens au début de la période d'expansion, et comment se sont-ils transformés dix ans plus tard ?

---

3. Francke, Marfil et Ponce, Ana, 1985. *Hogar y Familia: problemas para el estudio socio-demográfico*. Lima : CISEPA.

Nous traitons la période 1999-2009, une période d'expansion économique au Pérou, pays dans lequel d'importantes enquêtes sur les profils des ménages et des familles ont eu lieu lors des précédentes périodes de crise. Nous présentons ici quelques résultats préliminaires et émettons certaines hypothèses sur les suites à donner en matière de recherches sur la transformation des ménages dans les pays en voie de développement.

Nous nous appuyons sur l'analyse des enquêtes nationales sur les ménages, *La Encuesta Nacional de Hogares (ENAHO)*, menées par l'institut *Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI)* en 1999 et 2009.

Le Pérou se compose de trois régions géographiques : la région côtière, la cordillère (*Sierra*) et la région amazonienne (*Selva*). Ces trois régions se distinguent nettement l'une de l'autre en ce qui concerne leur culture, leur urbanisation, et leur développement économique et social.

La région côtière est surtout urbaine, avec la plus forte population de métis (*mestizos*<sup>4</sup>) et d'hispanophones. Elle dispose du secteur agricole le plus moderne. La côte péruvienne concentre les secteurs industriel et financier, ainsi que la meilleure couverture en termes de services sociaux. La cordillère et la région amazonienne disposent encore de grandes zones rurales. Elles concentrent les groupes les plus significatifs de peuples autochtones, connus sous le terme de « peuples originaires », tels que les Quechuas, les Aymaras, les Ashaninkas ou les Awayun, avec des économies axées sur une petite agriculture<sup>5</sup> de plus en plus intégrée aux marchés intérieurs et extérieurs, ainsi que sur le secteur primaire (exploitations minières et forestières, et pêche). La pauvreté diminue, mais reste concentrée dans les régions rurales de la cordillère et de l'Amazonie, et, de manière plus spécifique, chez les peuples autochtones.

---

4. On trouve parmi les personnes considérées comme métisses des Péruviens dont les origines sont multiples, espagnole et indigène mais également autres.

5. Webb tire deux résultats importants d'une recherche menée dans 176 districts (la plus petite unité de la démarcation politique et administrative) caractérisés par une pauvreté extrême et une forte ruralité. Sa première conclusion est que les revenus ruraux ont augmenté depuis les années 1990. La seconde concerne la densification et l'amélioration des réseaux de routes et de transports en général, la croissance du parc de véhicules, la massification du téléphone portable et d'internet, et la réduction de l'habitat dispersé, en raison des migrations des campagnes vers les bourgs, qui sont maintenant plus dynamiques que les villes. L'amélioration de l'accessibilité a permis une intégration rapide au marché des producteurs ruraux. Selon l'auteur, ce phénomène constitue une transformation de l'économie rurale au Pérou. Webb, Richard. *Conexión y despegue rural*. Lima : Instituto del Perú et USMP, Mars 2013.

La productivité de l'agriculture a augmenté de 5,1 % par an depuis 1995 tandis que les exportations non traditionnelles ont été incorporées avec succès dans la petite agriculture de la cordillère et de la région amazonienne. Voir Richard Webb, *Pérou Rural émergente, Perú Económico*, Volume XXXV/N° 5/Mai 2012, p. 15 et 16.

Notre article s'organise en quatre parties. La première présente un cadre analytique de l'évolution de la famille et des ménages selon des processus sociaux et économiques. La deuxième passe en revue les tendances économiques et sociales du pays pour la période 1980-2009 en mettant l'accent sur les résultats macroéconomiques pour la période 1999-2009. La troisième partie donne quelques éléments sur les transformations des ménages dans les années 1970 et 1980 et explore les principales mutations qu'ont connues les ménages péruviens pendant la période 1999-2009, à la lumière de processus clé comme l'expansion économique, l'urbanisation, et l'*empowerment* des femmes. Il s'agit d'offrir une perspective sur les changements économiques et sociaux en insistant sur les types de ménages ayant connu les plus grandes transformations. Enfin, nous résumerons les principaux résultats de notre travail et présenterons des pistes pour des recherches à venir.

## 1. CADRE CONCEPTUEL

### 1.1. Familles et ménages

La famille et le ménage sont considérés comme des points clé des sociétés en tant qu'unités fondamentales de prise de décision. Selon Ponce et Francke (1985)<sup>6</sup>, les familles sont constituées par des rapports de parenté alors que le concept de ménage implique la coexistence d'individus, avec ou sans lien de parenté, qui partagent un domicile et un budget.

Le ménage implique un ensemble de rapports sociaux et des institutions qui régulent l'interaction entre ses membres. Il est censé protéger et assurer le bien-être de ses membres. Deux questions sont essentielles lorsqu'il s'agit de la prise de décision d'un ménage et de sa dynamique : a) le partage homme-femme du travail (répartition des tâches productives, ménagères, et de soins) ; b) la répartition des bénéfices entre les membres du ménage. Les rapports homme-femme sont au cœur de la prise de décision des ménages.

C'est la dynamique de la prise de décision des ménages qui importe le plus pour ceux qui élaborent les politiques, et celle-ci varie selon la composition du ménage (qui en sont les membres ? combien sont-ils ?) et sa structure (comment est-il structuré pour prendre des décisions ? Qui décide ? Quels sont les rapports de pouvoir ?).

Les ménages diffèrent par leur composition et leur structure. Les statistiques officielles au Pérou sont basées sur la typologie des ménages suivante<sup>7</sup> :

---

6. Francke, Marfil et Ponce, Ana, 1985. *Hogar y Familia: problemas para el estudio socio-demográfico*. Lima : CISEPA.

7. INEI (2010). *Perú: Tipos y ciclos de vida de los hogares, 2007*. Lima : INEI.

*Ménages nucléaires* : ménages composés d'un père et/ou d'une mère et leurs enfants célibataires filles ou garçons. Ces ménages nucléaires peuvent correspondre à plusieurs situations : un couple sans enfant (nucléaire sans enfant), un couple avec un ou plusieurs enfants célibataires (nucléaire avec enfant), un père ou une mère avec un ou plusieurs enfants célibataires (nucléaire monoparental).

*Ménages élargis* : ménages composés d'un noyau familial nucléaire et d'autres personnes apparentées célibataires à l'exception des enfants (par exemple, une tante ou un oncle célibataire ou veuf, une grand-mère ou un grand-père veuf, une marraine ou un parrain veuf, etc.). Il existe aussi des ménages élargis sans enfant, avec enfant, ainsi que des ménages monoparentaux élargis.

*Ménages nucléaires composés* : ménages qui comprennent un noyau familial nucléaire ainsi qu'un ou plusieurs membres non apparentés au chef de ménage, comme par exemple un domestique ou un invité.

*Ménages élargis composés* : ménages qui comprennent un ménage élargi ainsi qu'un ou plusieurs membres non apparentés au chef de ménage, comme par exemple un domestique ou un invité.

*Ménages unipersonnels* : ménages composés d'une personne qui occupe seule un logement, ou bien « une personne qui partage un logement avec d'autres ou qui vit dans une partie spécifique du logement sans faire budget commun avec les autres habitants du logement » (ibid. p. 15).

*Ménages non-nucléaires* : cette catégorie rassemble les ménages correspondant aux situations suivantes : un chef de ménage et une personne apparentée ; un chef de ménage et une personne non apparentée ; un chef de ménage et des personnes apparentées et non apparentées.

## **1.2. Évolution des familles et des ménages**

Familles et ménages ont évolué et se sont transformés à travers divers processus économiques, sociaux, culturels, et historiques. Sara-Lafosse et Ponce (1993)<sup>8</sup> classent les processus sociaux et économiques en fonction de leur temporalité, et selon leur impact sur les systèmes et institutions sociaux et économiques. En reprenant la classification de Sara-Lafosse et Ponce, le tableau 1 montre les processus sociaux et économiques à prendre en compte et leurs impacts probables sur les relations et structures des familles et des ménages.

---

8. *Op. cit.*

**Tableau 1. Processus sociaux et économiques et transformations des ménages au Pérou**

| Temporalité        | Processus  | Systèmes sociaux et économiques pertinents  | Impact sur les familles et les ménages, leurs relations et structures   |
|--------------------|--|---|---|
| <b>Long terme</b>  | Conquête espagnole et colonialisme jusqu'au milieu du XX <sup>e</sup> siècle, modernisation de l'agriculture en région côtière | Patriarcat et machisme<br>Racisme<br>Répartition sexuée du travail, notamment déséquilibre hommes-femmes dans les tâches ménagères et les soins aux personnes | « Ménages dont l'homme est chef de famille »<br>« Ménages dont l'homme assure le revenu »<br>Subordination des femmes et enfants, femmes au foyer qui élèvent les enfants |
| <b>Moyen terme</b> | Évolutions démographiques avec une migration des localités rurales vers les villes, et une modernisation capitaliste           | Urbanisation massive et désorganisée, réseaux de transports publics irrationnels, importantes pertes en termes de bien-être et de temps                       | Isolement et éloignement de membres de la famille du fait des trajets importants, peu ou pas de place à partager. Ménages unipersonnels ou monoparentaux                  |
| <b>Court terme</b> | Évolutions des institutions économiques et politiques du fait de la crise économique due aux cycles économiques                | Intégration massive de femmes au marché du travail  | Redistribution des tâches domestiques parmi les femmes (employées domestiques)<br><i>Empowerment</i> féminin et émergence de nouveaux types de ménages                    |

Source : Élaboration propre à partir de Sara-Lafosse et Ponce "Evolución de la familia peruana en el corto, mediano y largo plazo". Dans : *Cambios en el perfil de la familia: la experiencia regional*. Santiago de Chile : CEPAL, 1993.

Sur le long terme, Sara-Lafosse et Ponce constatent le rôle critique du colonialisme au Pérou dans la mise en place de rapports inégaux entre les sexes et dans les institutions (sexisme, patriarcat), et leurs effets durables sur la structuration des ménages et les rapports entre leurs membres, avec, y compris à l'époque moderne, la subordination des femmes, et un modèle traditionnel de ménage dans lequel l'homme est celui qui fournit les moyens de subsistance.

Sur le moyen terme, les deux auteures soulignent l'importance des évolutions démographiques, des migrations des localités rurales vers les villes, et du processus de modernisation dû à l'intensification du capitalisme dans la production sociale au Pérou. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Pérou était surtout une société rurale, alors qu'à la fin du siècle, deux-tiers de la population vivait en ville.

L'intense processus d'urbanisation qu'a connu le Pérou a eu d'importants impacts culturels, sociaux, et économiques. L'évolution d'un mode de vie rural à un mode urbain est complexe, la vie urbaine exigeant sur un plan général un autre type d'infrastructure sociale et économique, et sur un plan particulier de nouvelles organisations et dynamiques des ménages : de nouveaux types de logements et de quartiers, de nouveaux types d'emploi, de nouveaux horaires, services et modes de transport, etc. Les rôles des membres de la famille et l'utilisation de leur temps ont également évolué et se sont transformés, notamment pour les Péruviennes, avec des retombées sur les valeurs familiales et les perceptions.

Le processus d'urbanisation au Pérou impliquait la modernisation d'une société assez traditionnelle, inégalitaire, et centralisée (Burga et Flores)<sup>9</sup>. L'urbanisation rapide a mis à mal les modestes services publics de base des grandes villes. Jusqu'au siècle actuel, le Pérou a connu un développement centralisé, avec la capitale Lima comme point focal du pouvoir politique et économique. Plus généralement, le pouvoir, la richesse, et le bien-être demeurent très concentrés dans quelques villes côtières. De ce fait, l'urbanisation au Pérou impliquait des conditions de vie précaires pour les migrants ruraux arrivés en ville. La pauvreté urbaine et l'expansion des bidonvilles et des modes de transport informels ont été le mode de développement urbain dominant du pays.

La modernisation et les migrations ont modifié la composition et la structure des familles et des ménages en faisant pression sur les rapports hommes-femmes. Elles ont créé une « diaspora » des membres de la famille dans les villes, qui ont poussé les femmes (et les enfants) hors du foyer et vers le marché. De nouveaux modèles de foyer sont apparus, comme les ménages monoparentaux ou les ménages avec un seul chef de famille et

---

9. Flores, Alberto et Burga, Manuel *Apogeo y crisis de la República Aristocrática*. Lima : Ediciones Rikchay Perú. 5e édition, N° 8, Mai 1991.

tout spécialement avec une femme à leur tête. Selon le recensement de 2007<sup>10</sup>, la part de ménages avec une femme chef de famille au Pérou est plus importante dans les zones urbaines que dans les zones rurales (30,4 % contre 22 %) <sup>11</sup>. Il s'agit de femmes plus instruites. L'instruction a aussi favorisé la planification familiale dans le contexte d'un processus d'*empowerment* des Péruviennes.

Bien que l'*empowerment* des Péruviennes soit inégal, avec un retard chez la plupart des femmes rurales et autochtones, il a amélioré les capacités des femmes en matière de planification de leurs vies et leurs familles. Mariages et naissances plus tardifs, un plus grand accès à l'instruction et aux marchés du travail, ont ouvert des possibilités aux Péruviennes et à d'autres groupes sociaux pour construire de manière plus autonome des projets personnels et familiaux.

Sur le court terme, Sara-Lafosse et Ponce mettent en évidence les effets de la crise économique des années 1980 au Pérou en ce qu'elle a intensifié l'intégration de femmes aux marchés et a imposé un nouveau mode de distribution de tâches ménagères et familiales au sein des ménages, ainsi que la percée de nouvelles régulations sociales. La redistribution de tâches ménagères et familiales se fait moins entre hommes et femmes qu'entre femmes (travailleuses domestiques rémunérées, ou tâches domestiques non rémunérées réalisées par les grand-mères et autres).

Bien que Sara-Lafosse et Ponce n'évoquent pas les cycles économiques, elles insistent sur l'impact des crises économiques sur les structures et composition des ménages. Leur analyse amène à considérer les cycles économiques comme des facteurs importants dans la transformation des ménages. Cette perspective est très pertinente, puisque le Pérou connaît actuellement une croissance économique importante et soutenue.

## 2. PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU PÉROU 1980-2009

Au cours de son histoire, le Pérou avec une économie ouverte de taille modeste, a connu des cycles de crise et de reprise économiques, associées notamment avec les variations des cours sur les marchés internationaux. Un aspect important de l'économie péruvienne est son statut d'exportateur

---

10. INEI (2010). *Perú: Tipos y ciclos de vida de los hogares, 2007*. Dirección Técnica de Demografía e Indicadores Sociales. Lima : INEI.

11. L'augmentation du nombre des ménages avec une femme à leur tête semble marquer principalement les villes dans le cas péruvien. Dans les zones rurales, le pourcentage des ménages menés par une femme était de 20,8% en 1981 et de 22,2% en 2007 selon les recensements nationaux, soit une croissance moindre.

de matières premières et d'importateur de produits manufacturés<sup>12</sup>. Les modèles de développement stratégique sont passés de modèles de diversification des exportations de matières premières, à des modèles d'industrialisation, à la promotion des exportations dites non traditionnelles. De manière générale, ces modèles de développement peuvent se classer comme suit depuis 1950 : a) diversification des exportations de matières premières de 1950 à 1962 et de 1975 à 1990, b) stratégie d'industrialisation par substitution aux importations de 1962 à 1975, et c) promotion de l'exportation non traditionnelle depuis 1990.

Au cours des trois dernières décennies, le Pérou a connu un processus spectaculaire de changement institutionnel et politique, passant d'une économie plutôt dirigée à une économie de marché, avec un renouveau des institutions démocratiques au cours des premières années de notre siècle.

Au cours des années 1980, la société péruvienne a été profondément affectée de manière négative par deux événements et processus significatifs : en premier lieu, les politiques populistes en vigueur à partir de 1985 ont abouti à une crise économique profonde avec une récession et de l'hyperinflation. Deuxièmement, le développement de violences politiques a traversé l'ensemble du pays, et notamment en zone rurale. On estime que plus de 60 000 Péruviens sont morts lors de la guerre déclarée à l'État péruvien par les groupes subversifs, Sentier Lumineux (Sendero Luminoso) et MRTA (Mouvement Révolutionnaire Túpac Amaru), marquée également par l'intervention de groupes paramilitaires et des forces armées péruviennes<sup>13</sup>.

Les pires violences politiques ont eu lieu dans les départements des Andes centrales péruviennes (Ayacucho, Huancavelica, Junín et Pasco), dont 43 % à Ayacucho et 34 % à Junín. Par rapport au statut socio-économique des victimes civiles, 69 % était des paysans<sup>14</sup>. Fuyant la violence, les populations rurales de ces régions se sont réfugiées dans les chefs-lieux de leurs départements et dans d'autres villes, notamment Lima, Huancayo,

---

12. Thorp et Bertram (1978:321) ont proposé une excellente analyse empirique de l'évolution de l'économie péruvienne entre 1890 et 1977. Ils en concluent que la croissance est restée concentrée dans le secteur moderne et sur la côte. Par ailleurs, "avec une croissance économique rythmée par les performances des exportations, l'histoire économique du pays depuis l'indépendance a connu une série de poussées de croissance séparées par des périodes de transition et d'incertitude; ces pannes du modèle exportateur se sont produites en gros tous les cinquante ans, et ont duré chacun environ vingt ans" Thorp, Rosemary et Bertram, Geoffrey. (1978). *Peru, 1890-1977, growth and policy in an open economy*. Columbia : Columbia University Press.

13. Velazco, Jackeline (2000) *Rebuilding the State in Areas Affected by Political Violence: The Case of Rural Communities in Ayacucho, Peru*. Rapport final remis au Robert McNamara Fellowship Program – World Bank.

14. SEPAR, (1992) *Crisis y cronología de la violencia política en la región central del Perú 1980-1991*. Huancayo : SEPAR.

Ica, Huamanga, et Abancay<sup>15</sup>. Selon Coronel (1997), environ 430 075 personnes se sont déplacées du fait des violences politiques<sup>16</sup>.

En ce qui concerne les performances macroéconomiques du pays, les politiques populistes de 1985 à 1990 ont augmenté la demande et les importations, créant un déficit fiscal en 1988-1989 et une crise de balance des paiements engendrant de l'hyperinflation et une récession. Le programme de stabilisation lancé au début des années 1990 par le régime d'Alberto Fujimori, destiné à juguler l'inflation, se basait sur un contrôle restrictif des variables monétaires, un réajustement des prix et tarifs publics, la suppression des subventions, une imposition renforcée, une réduction des dépenses publiques, et la libération des taux de change et d'intérêt.

Ces mesures étaient soutenues par un dispositif de réformes structurelles destinées à une gestion efficace des ressources par la dérégulation des marchés et une libéralisation économique, et une réduction du rôle d'entrepreneur de l'État à travers des privatisations et la fin de certains monopoles<sup>17</sup>.

Le programme de stabilisation et les réformes favorables à l'économie de marché mis en œuvre à partir de 1991, dans le contexte d'un régime autoritaire et de répression politique, ont été accompagnés de conditions favorables sur les marchés internationaux, avec la hausse du cours des matières premières et les investissements massifs du secteur privé. Le résultat a été une reprise de l'économie péruvienne. Depuis 2001, avec la restauration de la démocratie, le Pérou a connu un processus de croissance économique continue. Les politiques gouvernementales mises en œuvre par les présidents Toledo (2001-2006), García (2006-2011), et Humala (actuellement) ont poursuivi les politiques précédentes, pro-économie de marché. L'économie du Pérou est actuellement l'une des plus solides de l'Amérique latine. Elle a connu des taux de croissance du PIB élevés de manière constante (plus de 3 % depuis 2000, et plus de 5 % depuis 2004), avec des indicateurs macroéconomiques favorables. Ces résultats démontrent un changement radical par rapport aux années 1980 et à la période antérieure à celles-ci (INEI, divers exercices).

---

15. Les "déplacés internes" est le terme par lequel on désigne les personnes ayant migré de façon imprévue vers des territoires situés dans le pays. Ils ont été obligés d'abandonner leurs maisons et leurs activités économiques habituelles parce que leur vie, leur sécurité et leur liberté étaient menacées par la violence en général ou des conflits s'exprimant au niveau local.

16. Coronel, José (1997). "Balance por Desplazamiento de la Violencia Política en el Perú, 1980-1997." Communication présentée au Séminaire Permanent de Recherche Agraire (SEPIA VII), Huancayo.

17. León, Juan (1994) Política de Estabilización y Crisis Agraria. Dans Dancourt, O. Mayer, E. et C. Mong (éd.), *Perú: El problema agrario en debate*. Sepia V. Lima : Sepia. Dancourt, O. y W. Mendoza (1994) *Agricultura y Política de Estabilización en el Perú*. Dans Dancourt, O., Mayer, E. y Monge, C. (éd.), *Perú: El problema agrario en debate*. SEPIA V. Lima : SEPIA.

Néanmoins, une caractéristique marquante de l'expérience péruvienne est le fait que malgré la croissance économique, les inégalités et la pauvreté, notamment en zone rurale, demeurent des problèmes sociaux majeurs. Le gouvernement de Ollanta Humala a défini comme priorité l'inclusion sociale comme un moyen de lutter contre la pauvreté. Le principal outil est de proposer des transferts en espèces et en nature vers les populations les plus pauvres, notamment en zone rurale.

Au cours des années 1990, en même temps que la mise en œuvre des programmes de stabilisation économique et d'ajustement structurel, des dispositifs de protection sociale d'urgence ont été déployés pour traiter les crises macroéconomiques. L'approche dominante en matière de politique sociale était de faire de la croissance économique le mécanisme principal de la lutte contre la pauvreté. Ainsi, les politiques sociales s'orientaient vers l'assistance aux populations les plus vulnérables (les pauvres, les personnes âgées, les handicapés) selon un principe de « ciblage ». Par exemple, le fonds de compensation et de développement social (Foncodes) a été mis en place en 1991. Plus tard, en 1996, le Ministère de la Femme et du Développement social (MIMDES) a été créé et a pris progressivement en charge les dispositifs de lutte contre la pauvreté. En plus de ces dispositifs, des programmes d'aide alimentaire, dont le programme national de soutien alimentaire (PRONAA) ont été mis en place, entraînant la reconnaissance officielle des soupes populaires (*comedores populares*) et du programme de petit déjeuner à l'école<sup>18</sup>.

Cela étant, d'importants dispositifs de développement social ont été déployés au Pérou depuis 2001, tels que les programmes de logement *Mi Vivienda* et *Mi Techito*, ainsi que le programme de sécurité sociale intégrale SIS, avec une portée universelle ayant un impact sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration et l'accroissement du marché du logement, ce qui a favorisé l'émergence de la classe moyenne.

Une caractéristique importante de la période actuelle de croissance économique au Pérou est le développement du marché intérieur. Ce qui est nouveau, c'est qu'il ne se limite pas à Lima, où réside un tiers de la population : il est encore plus marqué dans les villes de l'intérieur, principalement de la région côtière et engagées dans des activités d'exportation non-traditionnelle, qui sont devenues les plus actives en matière de création d'emplois et d'expansion économique.

En matière d'emploi, il faut noter que des régimes de travail spécifiques ont été créés pour inciter à l'investissement privé. Cette situation a eu des effets sur les rémunérations, le temps de travail, la sécurité de l'emploi, la compensation en fonction de l'ancienneté, les congés, la sécurité sociale,

---

18. Solimano, Andrés (2005). Reassessing social policies in Latin America: Growth, middle classes and social rights. *Revue de la Cepalc* No. 87.

et les indemnités de licenciement<sup>19</sup>. Une évaluation globale du droit de travail au Pérou montre que malgré la croissance économique et les indicateurs macroéconomiques favorables, il n'y a pas eu d'amélioration significative de ce droit par rapport aux exigences du « travail décent »<sup>20</sup>. Jiménez (2012) suggère que pendant le régime d'Alberto Fujimori (1990-2000), la rémunération réelle moyenne atteignait seulement 37,2% de son niveau de 1987. Cette moyenne a peu évolué entre 2001 et 2009, ce qui implique que la croissance économique récente n'a pas amélioré le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur privé<sup>21</sup>.

L'émergence de la classe moyenne, qui avait été grandement entravée par la période de crise, est l'une des conséquences de l'actuelle croissance économique continue. L'expansion du marché intérieur se fonde sur le pouvoir d'achat accru de cette population. Deux facteurs peuvent expliquer ce résultat. L'un est l'augmentation des opportunités d'emploi, à la fois dans le secteur formel et le secteur informel, comme résultat de l'expansion économique. On peut alors s'attendre à une augmentation du nombre d'adultes actifs par ménage<sup>22</sup>. Le deuxième facteur est associé à l'expansion du crédit aux individus et aux ménages<sup>23</sup>.

La classe moyenne au Pérou se caractérise par un niveau de consommation élevé rendu possible par un accès facile au crédit. Cela lui a permis d'augmenter sa capacité d'acheter des voitures, des maisons, d'accéder à la technologie avancée ainsi qu'aux services de santé et à l'enseignement privé. Elle a même pu intégrer dans sa consommation courante des activités de loisirs et vacances.

Un autre aspect important est que l'on peut percevoir une vulnérabilité de la classe moyenne du fait des changements économiques et politiques du pays. Cette vulnérabilité est le résultat d'un processus complexe impliquant plusieurs facteurs. D'abord, l'activité économique informelle de la classe moyenne entraîne une volatilité accrue des revenus, dans un

---

19. On peut citer, par exemple, la loi de Promotion de l'Agriculture n° 27360, qui cherche à attirer les investissements privés dans ce secteur.

20. Balbín, Edgardo (2010). *Trabajo decente: diagnóstico nacional del Perú*. Lima : PLADES.

21. Jiménez, Félix (2012). Empleo y mercado interno en el modelo neoliberal. Dans Garavito, Cecilia et Muñoz Ismael (éd.). *Empleo y Protección Social*. Lima : Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú.

22. Des estimations réalisées par les auteurs à partir de l'enquête ENAHO montrent que le nombre moyen d'actifs occupés par ménage est passé au niveau national de 1,99 en 1997 à 2,07 en 2004 et 2,28 en 2010.

23. Par exemple, Shuldt (2004) relève la disponibilité toujours plus grande des possibilités de paiement à crédit dans les centres commerciaux de Lima. De même, le pourcentage de achats à crédit est passé de 26 % en 1998 à 35 % en 2003. Schuldt, J. (2004). *Bonanza macroeconómica y malestar microeconómico*. Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico, Lima.

contexte d'absence de protection sociale. Ensuite, le processus de retrait de l'État - qui a abandonné les politiques sociales universelles pour se concentrer sur la lutte contre la pauvreté - a ignoré les classes moyennes en tant que groupe devant bénéficier de politiques sociales<sup>24</sup>.

### **3. PRINCIPALES TRANSFORMATIONS : TYPOLOGIE DES MÉNAGES AU PÉROU 1999-2009**

Dans cette partie nous analysons les principales transformations des ménages péruviens lors de la période 1999-2009, à partir des données de l'enquête nationale sur les ménages (ENAHO) des années 1999 et 2009. Il s'agit d'échantillons représentatifs de la population nationale, avec respectivement 4 061 et 22 640 ménages. Les enquêtes comprennent un module de fiches permettant une estimation de la typologie des ménages indiquée ci-dessus<sup>25</sup>.

Les données ont été analysées selon les variables suivantes : a) régions géographiques : région côtière, cordillère, région amazonienne ; b) niveau de pauvreté : très pauvre, pauvre, et non-pauvre ; c) cycle de vie du ménage. On a également passé en revue des analyses du contexte des ménages péruviens des années 1980.

L'enquête ENAHO utilise un échantillon de taille différente selon l'année de réalisation (1999 et 2009), ce qui limite les possibilités de procéder à une analyse plus désagrégée. Un problème de l'enquête 1999 est qu'en raison de sa taille réduite, l'analyse croisée des régions et des zones, rurales ou urbaines, de résidence n'est pas représentative sur un plan national. On a donc préféré présenter les données agrégées par région géographique (région côtière, cordillère, région amazonienne), ce qui de fait est un choix pertinent pour une analyse de la société péruvienne, comme nous le montrons plus loin.

#### **3.1. Les ménages péruviens dans les années 1980**

À quoi ressemblaient les ménages péruviens avant la période qui nous concerne ? À partir de données du recensement, le tableau 2 montre que les ménages élargis et les ménages unipersonnels ont augmenté leur part dans les ménages du pays. La famille nucléaire continue à dominer, alors que les ménages composés sont en déclin.

---

24. Avanzini, Diego (2012). Clase media y política fiscal en América Latina. *Serie Macroeconomía del Desarrollo* No. 123. Santiago de Chile : CEPAL.

25. Nous avons également analysé les années 2010 et 2011, qui montrent les mêmes tendances de transformation des ménages que 2009.

**Tableau 2. Évolution de la typologie des ménages d'après les données des recensements nationaux du Pérou 1972-2007**

| Type de ménage | 1972* | 1981* | 1993* | 2007* |
|----------------|-------|-------|-------|-------|
| Unipersonnels  | 10,5  | 9,0   | 10,1  | 12,5  |
| Nucléaires     | 52,4  | 53,8  | 56,5  | 56,3  |
| Élargis        | 22,0  | 24,4  | 26,0  | 26,7  |
| Composés**     | 15,1  | 12,8  | 7,4   | 4,5   |
| Total          | 100   | 100   | 100   | 100   |

Source : Recensements nationaux de population et logement 1972, 1981, 1993 et 2007, INEI et Francke et Ponce (1985)

\*Les Informations disponibles pour 1972 et 1981 ne comprennent pas le type de ménage non-nucléaire. Cette catégorie ne figure donc pas au tableau 2.

\*\*Catégorie comprenant à la fois des ménages nucléaires et élargis.

Francke et Ponce (1985)<sup>26</sup> ont étudié les ménages péruviens au cours des années 1980 à partir des données des différents recensements. En ce qui concerne la part importante de ménages élargis au cours des années de grandes crises économiques et politiques (1981-1992), ils ont insisté sur l'interprétation suivante : « la présence de ménages élargis est explicable quand les caractéristiques démographiques des membres du ménage limitent les possibilités d'autonomie de logement pour le noyau familial nucléaire (par exemple lorsque les parents sont trop âgés, ou ne peuvent vivre seul suite au décès du conjoint, ou lorsqu'une fille devient mère célibataire, etc.) ou quand des conditions socio-économiques adverses ne permettent pas aux jeunes ménages de s'installer dans un logement à part. C'est ainsi que nous pouvons comprendre la présence plus importante de ménages élargis dans les zones urbaines, ainsi que la tendance à la hausse du phénomène. »

Au cours des années 1980, l'offre de logement était très limitée au Pérou, car il n'y avait pas d'options de financement du fait de l'hyperinflation, alors même que les revenus avaient diminué des deux tiers par rapport à leur niveau des années 1970.

26. *Op. cit.*

En ce qui concerne les migrations, Francke et Ponce proposent des éléments d'explication importants pour comprendre l'augmentation de la part des ménages élargis : « un autre facteur d'explication à prendre en compte est l'organisation sociale de la migration des zones rurales vers les villes, qui a permis aux migrants de loger chez des parents alors qu'ils s'intégraient à la vie urbaine, du moins les premières années. De ce fait, le pourcentage de ménages élargis dans l'agglomération de Lima est de 26 % en 1981, un peu plus élevé que la moyenne nationale » (ibid p. 16).

Francke et Ponce font également référence à une autre tendance significative en temps de crise économique : « le renforcement des formes nucléaires et élargies, au détriment des ménages unipersonnels et composés ». Selon eux, « il est probable que les effets de la crise économique ont porté atteinte aux possibilités d'une autonomie en matière de logement pour les personnes n'ayant pas formé une famille ou celles dont le groupe nucléaire d'origine a disparu (veufs et orphelins) ».

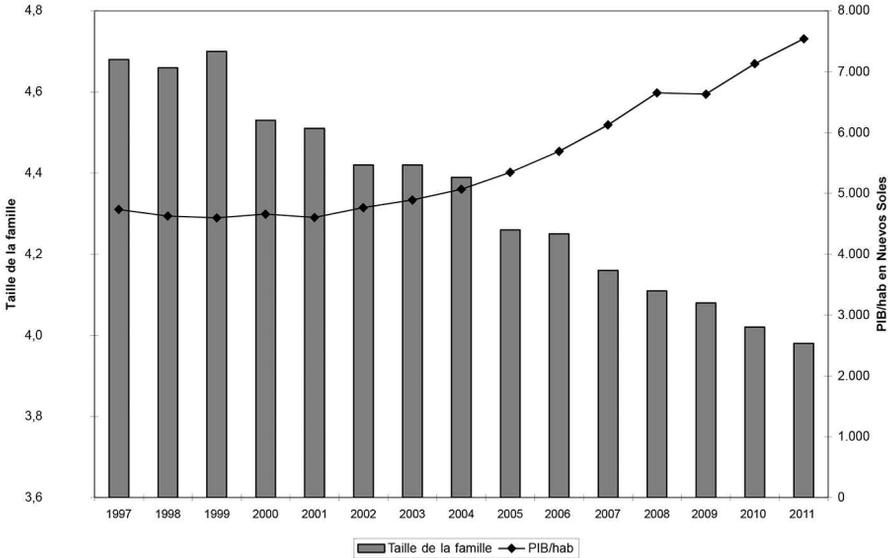
Comme déjà indiqué plus haut, des études ont souligné l'importance des cycles économiques dans la transformation de la composition et de la structure des ménages. Dans cette optique, une autre question fondamentale est de savoir jusqu'à quel point le cycle économique affecte la taille des familles. Le graphique 1 montre l'évolution du PIB par habitant et de la taille moyenne des familles pour la période 1997-2011. Le coefficient de corrélation entre le PIB par habitant et la taille moyenne des familles était négative (-0,93). Ceci suggère qu'au cours de la phase d'expansion de l'économie péruvienne, la taille moyenne des familles a connu une tendance constante à la baisse. Pour le comprendre, il faut souligner le fait que le Pérou a connu une transformation socio-économique spectaculaire au cours du XX<sup>e</sup> siècle. La distribution géographique de la population a beaucoup changé. En 1940 la population du Pérou était surtout rurale (65%) et habitait la cordillère. En revanche, en 2007, les villes rassemblaient la majorité de la population (77 %), avec la région côtière comme principal foyer d'installation de peuplement (58 %).

Ainsi, le Pérou a connu un déclin spectaculaire du pourcentage de la population rurale, une urbanisation rapide, et une augmentation de l'accès à l'instruction et à la mobilité géographique et sociale. L'espérance de vie à la naissance est passée de 48 ans en 1960 à 74 ans en 2010, et le taux brut de natalité a baissé de 47,5 à 20,3 pour mille pour ces mêmes années<sup>27</sup>. Et par ailleurs, le pays a connu un déclin du taux de mortalité, et notamment de mortalité infantile, un plus large accès à la contraception, et des améliorations dans l'accès à la santé, à l'instruction, et dans les taux d'alphabétisation des femmes.

---

27. Données de l'INEI, page web : [www.inei.gob.pe](http://www.inei.gob.pe)

**Graphique 1 : Évolution de la taille moyenne des familles (échelle de gauche) et du PIB par habitant (1994=100, échelle de droite)**



Source : Élaboration propre à partir du site internet de la Banque Centrale de Réserve du Pérou ([www.bcrp.gob.pe](http://www.bcrp.gob.pe)) et ENAHO 1997-2011.

L'évolution de la taille des familles au Pérou (graphique 1) pourrait aussi refléter les effets de *l'empowerment* des femmes et l'impact des politiques publiques en matière de santé de la reproduction et des progrès de l'instruction sur la capacité des femmes à planifier leurs familles, réduisant ainsi les taux de fertilité.

Le taux de fertilité globale au Pérou était estimé à 6,85 en 1965, avant de baisser à 6,56 en 1965-70, 6,00 en 1970-75, 5,30 en 1975-80, 4,65 en 1980-85, et 4,00 en 1985-90. La baisse du taux de fertilité a montré des écarts en termes d'intensité et de calendrier selon les régions<sup>28</sup>. Des études empiriques à partir de l'enquête démographique de santé ont analysé les déterminants de la fertilité dans les aires rurales avant et après l'instauration en 1985 de la politique nationale de population. Les résultats indiquent que ce dispositif aurait permis de réduire la fertilité à partir de 1985<sup>29</sup>. En

28. Ferrando, Delicia et Aramburú, Carlos (1992). La transición de la fecundidad en Perú. *Notas de Población*. 20(56):173-202.

exploitant des données longitudinales de la même enquête, une autre étude a montré que le niveau d'instruction et l'âge sont associés de manière négative avec la fertilité. En plus, le fait de vivre en ville (et non à la campagne) prédit une fertilité moindre<sup>30</sup>. En ce qui concerne la forte relation entre l'éducation et les comportements démographiques, une autre étude a indiqué que chaque augmentation du niveau d'instruction est associée à une baisse du taux de mariage, une augmentation de l'utilisation de contraceptifs, et une réduction de la fertilité<sup>31</sup>.

### **3.2. Évolution des ménages entre 1999 et 2009 par région géographique et zone de résidence**

Le Pérou est une société fortement différenciée, en partie en fonction de régions géographiques qui montrent des différences culturelles, ethniques et économiques. Le processus d'urbanisation a été intense dans les trois grandes régions classiquement distinguées dans les statistiques, mais plus particulièrement encore dans la région côtière.

Ainsi une analyse géographique par régions (région côtière, cordillère, région amazonienne) est pertinente pour le cas du Pérou. Comme indiqué ci-dessus, la cordillère et la région amazonienne ont une population rurale plus importante que la région côtière, avec une prédominance de paysans et de groupes autochtones. En même temps, la région côtière a attiré depuis des années une migration rurale venant de la cordillère et de la région amazonienne.

Le tableau 3 montre l'évolution des ménages par région géographique. Selon les données disponibles, la part des ménages élargis a diminué dans toutes les régions géographiques du Pérou. La baisse la plus importante se trouve dans la région côtière et l'agglomération de Lima. Cette tendance est associée à l'urbanisation intense connue par la société péruvienne<sup>32</sup> et

---

29. Angeles G, Guilkey, DK. et Mroz, TA (2005). The determinants of fertility in rural Peru: Program effects in the early years of the national family planning program. *Journal of Population Economics*. 18 : 367-389. Il est important de signaler que pendant les années 1990, les femmes en situation de pauvreté ont été la cible d'un programme brutal de "planification familiale". Suite à des accusations, l'emploi de méthodes coercitives de stérilisation dans des zones rurales et des quartiers urbains pauvres a été démontré. Une analyse détaillée de la question figure dans Boesten, Jelke (2010). *Intersecting inequalities*. Pennsylvania: The Pennsylvania State University Press.

30. White, Michael; Moreno, Lorenzo et Guo Shenyang (1995). The Interrelation of Fertility and Geographic Mobility in Peru: A Hazards Model Analysis. *International Migration Review*. Vol. 29, No. 2, p. 492-514.

31. Heaton, Tim et Forste, Renata (1998). Education as policy: The impact of education on marriage, contraception, and fertility in Colombia, Peru, and Bolivia. *Biodemography and Social Biology*. Vol. 45, 3-4.

32. Entre 1972 et 2007, la population urbaine du Pérou est passée de 59.5 % à 75.9 %. (INEI, Recensements nationaux de population et logement, 1972 et 2007).

les bouleversements culturels qui l'ont accompagnée. La région côtière du Pérou est la région la plus urbanisée du pays.

La diminution du pourcentage des ménages élargis va de pair avec la progression du modèle politique et économique mis en œuvre au Pérou au début des années 1990, basé sur le libre marché. L'urbanisation et le modèle libéral de développement sont des processus sociaux qui misent sur l'autonomie et l'individu, par rapport aux formes relationnelles basées sur la coopération et la parenté qui caractérisent les sociétés rurales.

La baisse de la part des ménages élargis entre 1999 et 2009 se retrouve dans l'agglomération de Lima, et, dans une moindre mesure, dans la cordillère et la région amazonienne. Ces deux dernières régions ont encore une proportion importante de population rurale. Selon Yamada (2012), les migrations des campagnes vers la ville ont diminué au Pérou au cours de la dernière décennie, ce qui peut expliquer la tendance à la baisse de la part des ménages élargis constatée en 2009<sup>33</sup>. En effet, comme mentionné plus haut, les migrants ruraux ont recours à leurs parents déjà installés en ville, en particulier pour la mise en commun des logements et des budgets. Cela renforce la place des ménages élargis. Avec la diminution de ces migrations, c'est une tendance opposée qui se met en place.

Une autre tendance marquante de la période 1999-2009 concerne les ménages unipersonnels. Les ménages composés d'une seule personne ont connu une augmentation importante dans toutes les régions du Pérou. Cette évolution est analysée plus longuement dans les sous-parties 3.4 et 3.5.

Les ménages non-nucléaires ont également augmenté dans l'agglomération de Lima et dans la région amazonienne, peut-être comme conséquence du vieillissement de la population, les personnes âgées tendant à être accompagnées de personnel domestique. Cela s'explique peut-être aussi par de nouveaux modes de vie dans les sociétés modernes et urbanisées, où des célibataires vivent éventuellement avec des amis ou d'autres personnes sans lien de parenté.

---

33. Yamada, Gustavo, 2012: *Patrones de migración interna en el Perú reciente*. Dans Garavito Cecilia y Muñoz, Ismael (éd.) *Empleo y protección social*. Lima : PUCP Fondo Editorial.

**Tableau 3. Pérou : Évolution des ménages par région géographique, 1999 – 2009 (en %)**

| Type de ménage    | Pérou |       | Agglomération de Lima |       | Région côtière* |       | Cordillère |       | Région amazonienne |       |
|-------------------|-------|-------|-----------------------|-------|-----------------|-------|------------|-------|--------------------|-------|
|                   | 1999  | 2009  | 1999                  | 2009  | 1999            | 2009  | 1999       | 2009  | 1999               | 2009  |
| Nucléaire         | 56,6  | 55,7  | 53,3                  | 52,9  | 57,3            | 56,2  | 59,3       | 58,4  | 55,5               | 54,0  |
| Élargi            | 25,9  | 22,9  | 25,4                  | 23,0  | 29,1            | 24,9  | 24,2       | 20,8  | 26,0               | 25,1  |
| Nucléaire composé | 4,2   | 4,5   | 6,6                   | 6,5   | 2,6             | 3,5   | 3,2        | 3,3   | 3,9                | 5,4   |
| Élargi composé    | 3,2   | 2,4   | 4,9                   | 2,9   | 1,7             | 2,2   | 1,8        | 1,4   | 5,6                | 4,3   |
| Unipersonnel      | 5,6   | 9,6   | 5,1                   | 8,5   | 4,7             | 8,9   | 6,6        | 11,8  | 5,4                | 7,3   |
| Non-nucléaire     | 4,7   | 4,9   | 4,7                   | 6,3   | 4,7             | 4,3   | 5,0        | 4,4   | 3,7                | 4,0   |
| Total             | 100,0 | 100,0 | 100,0                 | 100,0 | 100,0           | 100,0 | 100,0      | 100,0 | 100,0              | 100,0 |

\*L'agglomération de Lima n'est pas comprise.

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Un autre aspect géographique est la zone de résidence, rurale ou urbaine, de la population. Il est alors intéressant de savoir si vivre en milieu rural ou en milieu urbain engendre une différence en matière de transformation des ménages. Le tableau 4 indique que, malgré la prédominance des ménages nucléaires, suivis par les ménages élargis, on peut remarquer des tendances marquantes. À la fin des années 1990, 62,1 % des ménages en milieu rural étaient nucléaires, alors que la part de ces ménages en milieu urbain était de 54 %. Une décennie plus tard, l'écart diminue du fait d'une chute importante en milieu rural, à 58,7 %. En plus, se confirme le déclin des ménages élargis dans les deux types de milieu, et une augmentation des ménages unipersonnels, dont la part en milieu rural passe devant celle du même type de ménage en milieu urbain.

Ces résultats peuvent suggérer que les transformations des ménages pourraient accompagner la croissance économique continue dans sa version rurale, et son impact sur les revenus des ménages ruraux. Ce nouveau dynamisme de l'économie rurale a été analysé par Webb (2013). L'auteur a entrepris une analyse à long terme du revenu par habitant en milieu rural en 1900, 1994, et 2011. Ses estimations montrent que le taux de croissance du revenu annuel moyen était de 1,4 % pour la période 1900-1994 et de 7,2 % pour la période 1994-2011. On peut s'attendre à ce que le processus de prise de décision des ménages en milieu rural puisse être directement influencé par ce scénario, provoquant par la suite des transformations des ménages.

**Tableau 4. Pérou : Évolution des ménages par zone de résidence, 1999 – 2009 (en %)**

| Type de ménage       | Zone de résidence |       |             |       |
|----------------------|-------------------|-------|-------------|-------|
|                      | Zone urbaine      |       | Zone rurale |       |
|                      | 1999              | 2009  | 1999        | 2009  |
| Nucléaire            | 54,0              | 54,5  | 62,1        | 58,7  |
| Élargi               | 25,7              | 23,3  | 26,3        | 22,0  |
| Nucléaire composé    | 5,0               | 5,1   | 2,3         | 3,1   |
| Élargi composé       | 3,7               | 2,7   | 2,0         | 1,6   |
| Ménage unipersonnel  | 6,1               | 9,1   | 4,3         | 10,8  |
| Ménage non-nucléaire | 5,5               | 5,3   | 3,0         | 3,7   |
| Total                | 100,0             | 100,0 | 100,0       | 100,0 |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

### 3.3. Transformation des ménages selon les niveaux de pauvreté

Le Pérou est l'un des pays andins dans lesquels s'est réduite la pauvreté au cours des dernières décennies. En 2007, 42 % de la population péruvienne vivait en dessous du seuil de pauvreté, alors qu'en 2011, le pourcentage n'était plus que de 27,8 %<sup>34</sup>.

Pour la période 1999-2009, on ne trouve pas de modèle simple de transformation des ménages en fonction de la pauvreté (tableau 5). Alors que la part des ménages nucléaires a diminué chez les très pauvres et les non pauvres, elle a augmenté pour les ménages pauvres. C'est aussi parmi les ménages pauvres qu'on trouve la plus grande diminution de la part des ménages élargis, alors que ce type de ménage ne montre pas de changement significatif chez les très pauvres et les non pauvres.

Les ménages unipersonnels ont augmenté pour tous les niveaux de pauvreté, mais ont particulièrement augmenté chez les très pauvres et les non pauvres. Ces modifications peuvent être en rapport avec le cycle de vie des ménages : par exemple, les groupes des très pauvres et des non pauvres étaient peut-être composés surtout, en début de période, de chefs de famille déjà âgés, qui en fin de période sont devenus des personnes âgées et veuves, vivant seules.

34. Données de l'INEI, page web: [www.inei.gob.pe](http://www.inei.gob.pe)

**Tableau 5. Pérou : Évolution des ménages selon leur niveau de pauvreté, 1999-2009 (en %)**

| Niveau de pauvreté | 1999 | 2009 |
|--------------------|------|------|
| <b>Très pauvre</b> |      |      |
| Nucléaire          | 65,1 | 60,4 |
| Élargi             | 27,5 | 26,4 |
| Nucléaire composé  | 1,3  | 2,1  |
| Élargi composé     | 1,8  | 1,6  |
| Unipersonnel       | 1,9  | 6,1  |
| Non-nucléaire      | 2,4  | 3,4  |
| Total              | 100  | 100  |
| <b>Pauvre</b>      |      |      |
| Nucléaire          | 55,6 | 60,0 |
| Élargi             | 34,9 | 26,9 |
| Nucléaire composé  | 3,2  | 3,5  |
| Élargi composé     | 2,1  | 2,7  |
| Unipersonnel       | 2,0  | 3,9  |
| Non-nucléaire      | 2,2  | 3,1  |
| Total              | 100  | 100  |
| <b>Non pauvre</b>  |      |      |
| Nucléaire          | 55,0 | 53,9 |
| Élargi             | 21,8 | 21,3 |
| Nucléaire composé  | 5,2  | 5,1  |
| Élargi composé     | 3,9  | 2,4  |
| Unipersonnel       | 7,9  | 11,6 |
| Non-nucléaire      | 6,3  | 5,6  |
| Total              | 100  | 100  |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Les cycles de vie et l'expansion économique peuvent également expliquer des modifications chez les ménages pauvres. Les ménages nucléaires ont beaucoup augmenté pour ce groupe, alors que la part des ménages élargis a baissé, comme au niveau national. En début de période, ces ménages peuvent avoir été composés principalement de jeunes chefs de famille qui étaient dans de meilleures conditions que les très pauvres pour profiter des opportunités de l'expansion économique, grâce à des capacités liées à leur niveau d'instruction et en s'appuyant sur des facteurs comme l'amélioration du marché de l'emploi.

De façon remarquable, les transformations des ménages pauvres au Pérou dans la période 1999-2009 sont similaires à celles qu'ont connu les pays développés. Le chemin du développement se caractérise en effet par une augmentation des ménages nucléaires.

Une étude sur l'évolution des organisations familiales parmi les personnes âgées en Corée du Sud pour la période 1970-1980 a démontré un déclin des ménages élargis pour les personnes de 60 ans et plus. Ce résultat, retrouvé également dans d'autres sociétés de l'Asie orientale, est cohérent avec une théorie de la modernisation qui interprète la diminution des modes de vie multi-générationnels comme un résultat du développement. Cette analyse empirique éclaire l'importance des modifications structurelles qui expliquent cette tendance. Il s'agit surtout de migrations de jeunes vers les villes et des modifications des structures d'âge à la campagne<sup>35</sup>.

### 3.4. Ménages et cycles de vie

Dans une perspective dynamique, les ménages doivent faire face à des modifications profondes qui influent sur leur composition et leur fonctionnement. L'approche basée sur les cycles de vie permet d'identifier de telles modifications. Comme nous l'avons signalé ci-dessus, les différentes étapes du cycle de vie des familles sont des critères importants à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'expliquer les caractéristiques des transformations des ménages. Le cycle de vie familial fait référence aux différentes étapes traversées par les membres d'une famille en vieillissant et en se développant sur un plan émotionnel et intellectuel en tant qu'individus et en tant que groupe (ménage). Ces étapes font que les individus acquièrent des compétences diverses<sup>36</sup> leur permettant de connaître une vie heureuse et saine. Selon la CEPALC<sup>37</sup>, les cycles de vie familiaux sont définis surtout par l'âge des femmes et des enfants<sup>38</sup>.

Les tableaux 6 et 7 montrent l'évolution des ménages péruviens par cycle de vie pour la période 1999-2009. Il y a un accroissement des ménages sans enfant. Les couples sans enfant ont augmenté notamment dans les ménages nucléaires et élargis (tableau 6). Les ménages unipersonnels sont plus nombreux pour ce qui est des adultes âgés.

35. De Vos, Susan and Lee, Yean-Ju (1993). Change in extended family living among elderly in South Korea, 1970-1980. *Economic Development and Cultural Change*. 41(2) p. 377-393.

36. Utha Education Network web page. *Lessons on family's life cycle*. Consulté le 10 juin 2013. <http://www.uen.org>

37. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL en espagnol). Voir à ce sujet INEI *Tipos de hogar y ciclos de vida 2007*. Lima: INEI, Mars 2010.

38. Les étapes du cycle de vie sont d'après l'INEI: *Couple sans enfant*: de jeunes adultes décident de se mettre en couple et prennent des décisions sur le fait d'avoir des enfants ; *Initial* : familles élevant des jeunes enfants, âgés de 0 à 5 ans ; *Expansion* : familles élevant des enfants âgés de 6 à 12 ans ; *Consolidation* : familles élevant des enfants âgés de 12 à 17 ans ; *Stabilisation* : familles dont les enfants les plus âgés ont plus de 18 ans et qui ont d'autres enfants plus jeunes ; *Départ* : familles dont de jeunes adultes se séparent ; *Postparental* : les enfants ont quitté le foyer ; *Dissolution ou retraite* : les adultes âgés prennent leur retraite. Il y a aussi des adultes qui décident de ne pas se mettre en couple, ils constituent des ménages unipersonnels puis des ménages unipersonnels âgés. (INEI : 2010, p.19).

**Tableau 6. Pérou : Ménages sans enfant par cycle de vie, 1999 – 2009 (en %)**

| Type de ménage par cycle de vie                              | 1999 | 2009 |
|--|------|------|
| <b>Nucléaire sans enfant</b>                                 |      |      |
| Couple sans enfant   | 11,3 | 15,2 |
| Couple postparental  | 88,7 | 84,8 |
| Total  | 100  | 100  |
| <b>Élargi sans enfant</b>                                    |      |      |
| Couple sans enfant   | 5,3  | 12,6 |
| Couple postparental  | 94,7 | 87,4 |
| Total  | 100  | 100  |
| <b>Élargi sans enfant avec des personnes non apparentées</b> |      |      |
| Couple sans enfant   | 12,8 | 12,6 |
| Couple postparental  | 87,2 | 87,4 |
| Total  | 100  | 100  |
| <b>Unipersonnel</b>  |      |      |
| Adulte   | 54,9 | 49,9 |
| Adulte âgé   | 45,1 | 50,1 |
| Total  | 100  | 100  |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Une tendance que connaissent tous les types de ménages est leur participation croissante à la phase du cycle de vie caractérisée par la dissolution de la famille avec enfants (tableau 7). Il est fait référence ici aux ménages dont l'enfant le plus jeune est âgé de plus de 18 ans. Cette tendance pourrait refléter une modification dans la pyramide des âges, avec une diminution de la population jeune et une augmentation de la population âgée.

### 3.5. Évolution de la part des femmes chef de famille

Le Pérou a connu une augmentation remarquable et soutenue du nombre de ménages avec une femme chef de famille. Selon les données du recensement de la période 1993-2007, les ménages avec une femme chef de famille représentaient 23,3% des ménages du pays en 1993 et 28,5% en 2007. Cette augmentation est encore plus forte en milieu urbain. En 1993 les ménages urbains avec une femme chef de famille représentaient 25%, et 30% en 2007, à comparer avec les ménages ruraux pour lesquels ces chiffres étaient de 20,1% en 1993 et 22% en 2007.

**Tableau 7. Pérou : Ménages avec enfants par cycle de vie, 1999 – 2009 (en %)**

| Type de ménage par cycle de vie                                       | 1999 | 2009 |
|---|------|------|
| <b>Nucléaire avec enfants</b>   |      |      |
| Initial   | 11,8 | 11,0 |
| Expansion   | 23,7 | 19,7 |
| Consolidation   | 29,8 | 30,6 |
| Stabilisation   | 24,4 | 22,1 |
| Postparental  | 10,3 | 16,6 |
| Total   | 100  | 100  |
| <b>Élargi avec enfants</b>  |      |      |
| Initial   | 5,7  | 4,8  |
| Expansion   | 13,5 | 7,3  |
| Consolidation   | 11,6 | 10,0 |
| Stabilisation   | 33,7 | 31,7 |
| Postparental  | 35,5 | 46,2 |
| Total   | 100  | 100  |
| <b>Nucléaire avec enfants et avec d'autres membres non apparentés</b> |      |      |
| Initial   | 25,8 | 14,0 |
| Expansion   | 16,4 | 22,3 |
| Consolidation   | 22,2 | 22,5 |
| Stabilisation   | 22,0 | 21,5 |
| Postparental  | 13,5 | 19,6 |
| Total   | 100  | 100  |
| <b>Élargi avec enfants et avec d'autres membres non apparentés</b>    |      |      |
| Initial   | 4,0  | 11,0 |
| Expansion   | 12,0 | 10,8 |
| Consolidation   | 17,9 | 11,0 |
| Stabilisation   | 25,7 | 22,1 |
| Postparental  | 40,5 | 45,2 |
| Total   | 100  | 100  |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Au cours de la période d'expansion économique (1999-2009) cette tendance s'est confirmée (tableaux 8 et 9). Cette caractéristique importante de la transformation des ménages péruviens doit probablement être liée à une plus grande autonomie et un plus grand *empowerment* des femmes, en réponse aux effets du conflit interne et aux processus migratoires, au cours desquels les hommes ont quitté leurs foyers, mais également au plus grand accès à l'instruction et aux marchés du travail que nous avons déjà noté.

Les années d'expansion économique ont impliqué une intégration plus forte des femmes aux différents marchés. *L'empowerment* économique des femmes est au cœur de ce phénomène, avec 69% des femmes chef de fa-

mille travaillant en 1999, et 71% en 2009. Des femmes plus instruites se trouvent également plus à même de faire face à une séparation ou à un divorce, ou de choisir le célibat. C'est ainsi que l'augmentation du nombre de ménages avec une femme à leur tête (dans presque tous les types de ménage) semble être une tendance à long terme de la société péruvienne.

**Tableau 8. Pérou : Évolution des ménages selon le sexe du chef de famille, 1999 - 2009 (en %)**

| Type de ménage    | 1999                |                      |       | 2009                |                      |       |
|-------------------|---------------------|----------------------|-------|---------------------|----------------------|-------|
|                   | Dirigé par un homme | Dirigé par une femme | Total | Dirigé par un homme | Dirigé par une femme | Total |
| Nucléaire         | 86,4                | 13,6                 | 100   | 84,0                | 16,0                 | 100   |
| Élargi            | 74,8                | 25,2                 | 100   | 70,4                | 29,6                 | 100   |
| Nucléaire composé | 87,5                | 12,5                 | 100   | 89,8                | 10,2                 | 100   |
| Élargi composé    | 84,6                | 15,4                 | 100   | 78,1                | 21,9                 | 100   |
| Unipersonnel      | 64,3                | 35,7                 | 100   | 58,9                | 41,1                 | 100   |
| Non-nucléaire     | 48,8                | 51,2                 | 100   | 42,8                | 57,2                 | 100   |
| Total             | 80,4                | 19,6                 | 100   | 76,6                | 23,4                 | 100   |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Le tableau 9 montre que les ménages nucléaires et élargis sont les plus nombreux parmi ceux dirigés par une femme, mais dans une moindre mesure que pour ceux dirigés par un homme. Il y a eu une augmentation importante de la part des ménages unipersonnels à la fois pour les hommes et pour les femmes, mais la croissance est plus importante dans le cas des femmes. Les ménages élargis sont plus représentés dans les ménages dirigés par une femme que par un homme. La proportion des ménages élargis a diminué à la fois dans le total des ménages dirigés par un homme et par une femme.

### 3.6. Profil des ménages unipersonnels

Comment vivent les ménages unipersonnels, de plus en plus nombreux ? Le tableau 10 présente l'évolution du profil social et économique de ces ménages pour la période étudiée. Les ménages unipersonnels avec un jeune adulte (âgé de 36 à 50 ans) à leur tête ont augmenté lors de la période 1999-2009, le même phénomène se produisant aussi pour les adultes plus âgés (plus de 60 ans).

**Tableau 9. Pérou : Évolution de la composition des ménages selon le sexe du chef de famille, 1999 – 2009 (en %)**

| Type de ménage    | Dirigé par une femme |       | Dirigé par un homme |       |
|-------------------|----------------------|-------|---------------------|-------|
|                   | 1999                 | 2009  | 1999                | 2009  |
| Nucléaire         | 39,3                 | 38,1  | 60,8                | 61,1  |
| Élargi            | 33,2                 | 28,9  | 24,1                | 21,1  |
| Nucléaire composé | 2,6                  | 2,0   | 4,5                 | 5,3   |
| Élargi composé    | 2,5                  | 2,2   | 3,3                 | 2,4   |
| Unipersonnel      | 10,1                 | 16,9  | 4,4                 | 7,4   |
| Non-nucléaire     | 12,3                 | 11,9  | 2,8                 | 2,7   |
| Total             | 100,0                | 100,0 | 100,0               | 100,0 |

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

Une part de plus en plus importante des ménages unipersonnels ont à leur tête une femme (tableau 10). Il semble que les hommes ont tendance à vivre seuls lorsqu'ils sont jeunes, une situation qui évolue lorsqu'ils vieillissent, alors que les femmes continuent à vivre seules. Ces tendances pourraient s'expliquer par le fait que les hommes ont moins l'habitude de s'occuper d'eux-mêmes. Il semble donc qu'il y ait une question de genre dans la vie moderne, ou postmoderne, au Pérou.

Célibataire, divorcée, et veuve sont les statuts prédominants chez les ménages unipersonnels avec une femme chef de famille. Au cours de la période étudiée, ces catégories ont également connu une augmentation significative.

La majorité des personnes vivant seuls ont fait des études primaires ou secondaires, mais pas loin d'un quart ont atteint un cycle d'éducation du supérieur, universitaire ou non universitaire. La plupart des ménages unipersonnels au Pérou (deux tiers) sont considérés comme non pauvres. Ils ont un emploi dans une très grande majorité des cas, cette caractéristique s'étant beaucoup accentuée au cours de la période étudiée.

La majorité des ménages unipersonnels vivent en milieu urbain, mais les zones rurales représentent maintenant une plus forte part de cette catégorie. Pour ce qui est de la région géographique, presque la moitié des ménages unipersonnels vit en région côtière (47%), surtout à Lima. La cordillère représente néanmoins une part très significative de ces ménages unipersonnels (43%).

**Tableau 10. Pérou : Évolution de la composition de la population vivant dans un ménage unipersonnel, Pérou, 1999 et 2009 (%)**

|   | 1999 | 2009 | Ecart<br>(2009 par rapport à 1999) |
|---|------|------|------------------------------------|
| Âge :   |      |      |                                    |
| 16-35   | 24,5 | 18,0 | -6,5                               |
| 36-50   | 15,7 | 17,9 | 2,2                                |
| 51-65   | 26,5 | 24,6 | -1,9                               |
| Plus de 65                                    | 33,3 | 39,5 | 6,2                                |
| Sexe  |      |      |                                    |
| Homme   | 64,3 | 58,9 | -5,4                               |
| Femme   | 35,7 | 41,1 | 5,4                                |
| Situation matrimoniale et sexe <sup>1</sup> : |      |      |                                    |
| Hommes célibataires                           | 39,8 | 34,8 | -5                                 |
| Hommes mariés                                 | 24,5 | 24,1 | -0,4                               |
| Femmes célibataires                           | 27,8 | 32,9 | 5,1                                |
| Femmes mariées                                | 7,9  | 8,3  | 0,4                                |
| Niveau d'instruction                          |      |      |                                    |
| Aucun   | 14,1 | 19,2 | 5,1                                |
| Niveau primaire                               | 34,8 | 32,1 | -2,7                               |
| Niveau secondaire                             | 27,9 | 25,9 | -2                                 |
| Supérieur hors université                     | 7,2  | 9,8  | 2,6                                |
| Supérieur université                          | 15,9 | 13,0 | -2,9                               |
| Situation d'emploi                            |      |      |                                    |
| Employé                                       | 71,7 | 77,9 | 6,2                                |
| Chômeur                                       | 4,4  | 3,9  | -0,5                               |
| Non actif <sup>2</sup>                        | 23,9 | 18,2 | -5,7                               |
| Pauvreté                                      |      |      |                                    |
| Très pauvre                                   | 4,8  | 6,0  | 1,2                                |
| Pauvre  | 9,1  | 8,0  | -1,1                               |
| Non pauvre                                    | 86,1 | 86,0 | -0,1                               |
| Lieu de résidence                             |      |      |                                    |
| Milieu urbain                                 | 75,2 | 67,4 | -7,8                               |
| Milieu rural                                  | 24,8 | 32,6 | 7,8                                |
| Régions                                       |      |      |                                    |
| Région côtière                                | 19,1 | 21,2 | 2,1                                |
| Agglomération de Lima                         | 27,5 | 26,1 | -1,4                               |
| Cordillère                                    | 41,3 | 43,7 | 2,4                                |
| Région amazonienne                            | 12,1 | 8,9  | -3,2                               |

1. Les personnes mariées sont dans ce cas les membres de couples séparés ; les « célibataires » incluent ici également les personnes divorcées et veuves.

2. Au sens d'activité économique.

Source : Élaboration propre à partir des données ENAHO 1999 et ENAHO 2009 (INEI)

#### 4. CONCLUSIONS RELATIVES AUX EFFETS DES PROCESSUS À LONG TERME ET DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

L'analyse empirique démontre qu'au cours de la période 1999-2009, les ménages péruviens ont connu d'importantes transformations, et qu'ils sont de moins en moins élargis. Cela veut dire que les ménages unipersonnels, les ménages sans enfant, et les ménages non-nucléaires occupent aujourd'hui une plus grande part dans les ménages péruviens. Dans certaines régions géographiques, ces évolutions sont encore plus prononcées, par exemple dans la région côtière et la cordillère.

Alors que les ménages élargis représentent encore une part importante des ménages péruviens, celle-ci a globalement baissé. Plus surprenant, les ménages unipersonnels ont augmenté dans toutes les régions géographiques et pour tous les niveaux de pauvreté.

Ces résultats suggèrent que les ménages pauvres et les ménages tant urbains que ruraux du Pérou ont connu d'importantes évolutions lors de la période 1999-2009, semblables à celles connues dans les pays développés. Cela implique que le chemin vers le développement se caractérise par une nucléarisation des ménages.

Les modifications constatées chez les ménages péruviens semblent se rapporter à trois processus multidimensionnels se déroulant au Pérou au cours des décennies récentes : a) évolutions culturelles dues à une urbanisation intense ; b) *empowerment* des femmes et modification des rapports hommes-femmes ; c) effets de l'expansion économique. Ces processus peuvent avoir facilité l'émergence de projets personnels et familiaux plus autonomes au sein de la société péruvienne.

Associée à l'*empowerment* féminin, l'émergence d'autres types de ménages au Pérou (ménages avec des femmes à leur tête, augmentation de la place des ménages sans enfant, des ménages unipersonnels, et des ménages non-nucléaires) reflètent les effets d'une capacité accrue de femmes mieux instruites à planifier leurs familles.

Ces conclusions vont à l'encontre de celles qu'ont mises en lumière des études du profil des ménages de même type dans les décennies passées, notamment les années 1980. La différence la plus remarquable entre ces études et la nôtre est celle concernant le cycle économique du pays. Les études antérieures ont analysé les évolutions des ménages dans un contexte de crise économique, alors que la nôtre traite d'une période d'expansion économique. Ainsi, il semble clair que les cycles économiques sont des facteurs majeurs dans la transformation des ménages.

Les cycles économiques dans le cas péruvien semblent des facteurs importants en ce qui concerne l'évolution des ménages. Il y a trente ans, la crise économique au Pérou avait abouti à l'augmentation de la part des ménages élargis, éléments d'une stratégie de survie, alors que l'expansion économique de la dernière décennie se caractérise par une prédominance

des ménages nucléaires, nucléaires sans enfant, et unipersonnels, un reflet des stratégies des Péruviens pour atteindre une plus grande prospérité économique, dans le cadre de modifications sociales et culturelles complexes.

Les possibilités offertes à l'élaboration de projets de vie plus autonomes dans la période 1999-2009 peuvent se rapporter aux effets de l'expansion économique du Pérou, notamment du fait d'un niveau d'emploi accru et du développement de marchés clé comme ceux de l'immobilier et de la finance qui ont mené à la création de plus de logements depuis 2001. Le développement de marchés et de services financiers au Pérou peuvent également être liés à ces évolutions.

En résumé, nos résultats suggèrent que l'expansion économique a produit des effets contraires à ceux de la crise économique des années 1980.

*Traduit de l'anglais par Marc Naimark*



---

# L'AGRICULTURE ENTREPRENARIALE D'EXPORTATION : UN CHOIX POLITIQUE AUX ENJEUX COMPLEXES

---

*Évelyne MESCLIER<sup>1</sup>, Anaïs MARSHALL<sup>2</sup>,  
Jean-Louis CHALÉARD<sup>3</sup>, Célia AUQUIER<sup>4</sup>*

L'agriculture péruvienne a considérablement changé de cap entre les années 1980 et les années 2010. Le processus de réforme agraire commencé en 1969 avait démantelé les grands domaines, lesquels fournissaient jusqu'alors les deux principaux produits agricoles d'exportation en termes de volume, le coton et le sucre<sup>5</sup>. En matière d'agriculture, le pays devint une terre de petits producteurs<sup>6</sup> alimentant surtout, à l'exception notable des caféiculteurs, les marchés internes. Ces derniers étaient en pleine croissance, dans un contexte de transition démographique et urbaine, et absorbaient une proportion de plus en plus grande de la production. En 1988, Lajo affirmait que « [...] le Pérou [était] sur le point de cesser d'être exportateur de produits agricoles » (Lajo, 1988, 22).

---

1. IRD, UMR Prodig.

2. Université Paris13-Nord, UMR Prodig.

3. Université Paris1-Panthéon-Sorbonne, UMR Prodig.

4. Etudiante ISTOM en stage à l'UMR Prodig dans le cadre du projet Périmarge (2013-2015), financé par le programme INEG de l'Agence Nationale de la Recherche française.

5. Voir sur les évolutions de ces cultures juste avant la réforme agraire, Thorp et Bertram, 1985.

6. A l'exception des coopératives sucrières et des sociétés agricoles d'intérêt social, qui avaient échappé à la parcellisation fréquente des coopératives depuis la fin des années 1970.

Cependant, une décennie plus tard, le Pérou redevenait un pays exportateur agricole, marquant progressivement sa présence sur les marchés mondiaux autour de produits nouveaux comme les asperges, les piments ou les mangues. Il était également en train de redevenir un pays de grandes exploitations agricoles, du moins dans certaines régions. Pendant ses deux mandats présidentiels, Alberto Fujimori (1990-2000) avait imposé une politique volontariste pour ne pas dire brutale, accompagnée d'un discours vantant un modèle de grandes entreprises privées modernes, employant des travailleurs qualifiés dans des environnements aseptisés garantissant à la fois leur sécurité et la qualité des produits exportés. L'orientation de la politique agricole n'a que peu changé par la suite, Alan García (2006-2011) rappelant par exemple clairement que les institutions agraires dénommées « communautés paysannes » devaient céder leurs terres à des acteurs plus productifs<sup>7</sup>.

Alors même que les petits producteurs agricoles du Pérou sont de plus en plus nombreux : le recensement agricole de 2012 enregistre une augmentation de 30 % du nombre des exploitations agricoles par rapport à 1994 (INEI, 2012) ; et que trois-quarts de la population vit en ville (INEI, 2007), un tel modèle pose question. La terre, mais également, dans le cas du Pérou, l'eau, étant des ressources rares, les employer pour acquérir des devises est-il plus pertinent que de les utiliser pour alimenter les citadins ? Quels sont les effets d'un tel choix pour les sociétés locales et pour leurs milieux ? Les nombreux petits producteurs du pays peuvent-ils en tirer bénéfice ou s'en trouvent-ils exclus, voire menacés dans leur activité ? La crise de 2008 a-t-elle eu un impact sur les grandes tendances ? Le gouvernement de Ollanta Humala (2011 - ) a-t-il repris à son compte ou bien modifié les politiques antérieures ?

Nous décrirons tout d'abord l'ampleur du décollage des exportations agricoles, son ancrage dans un modèle néolibéral, qui a favorisé l'implantation des entreprises dans la production, et sa place dans l'économie générale du pays. Nous passerons ensuite à une réflexion sur les implications de ce processus pour les sociétés locales et régionales et leurs territoires, en prenant appui sur des études de cas que nous avons réalisées dans différents contextes et à des périodes distinctes. Nous nous interrogerons finalement sur la politique du gouvernement actuel.

#### L'AGRICULTURE D'EXPORTATION : UN PAN SPÉCIFIQUE D'UNE LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE ACCELÉRÉE

Depuis les années 1990, les exportations agricoles péruviennes<sup>8</sup> ont crû de façon rapide et pratiquement ininterrompue. Cette croissance s'inscrit

7. C'est le discours dit du « chien de l'horticulteur » (*el perro del hortelano*), qui n'utilisant pas les fruits et légumes à sa portée, ne laisse pas non plus d'autres en profiter, publié le 28 octobre 2007 dans le journal *El Comercio*.

8. Nous laisserons en dehors de l'analyse le cas de la coca et des produits de sa transformation, cas par nature très spécifique et qui doit être abordé par d'autres méthodes, les chiffres officiels ne rendant pas compte de l'ensemble de l'activité.

dans une réorientation générale de la politique économique du pays, marquée par l'ouverture des frontières après une période de protectionnisme, la privatisation des moyens de production et les efforts pour attirer les investissements. Mais les exportations agricoles présentent aussi des spécificités par rapport à l'extraction des produits miniers et des hydrocarbures qui constituent aujourd'hui les principaux secteurs d'exportation du Pérou.

### *L'accélération de la croissance des exportations agricoles*

À partir des années 1990, la croissance en volume et en valeur des exportations agricoles devient considérable, aussi bien en termes de tonnages que de millions de dollars FOB<sup>9</sup>. Ces indicateurs sont bien sûr sensibles à des variables comme le caractère pondéreux des denrées et le cours relatif des monnaies, mais l'évolution globale n'en reste pas moins très significative.

L'accélération actuelle de la croissance des exportations agricoles est tout d'abord remarquable eu égard à leur comportement dans les décennies 1970 et 1980 : durant ces dernières années, leur valeur était restée relativement stable, variant selon les années autour de 200 à 400 millions de dollars FOB (selon les chiffres de Webb et Fernández-Baca, 1990, 838-840), avec des périodes de hausse ou de diminution modérées.

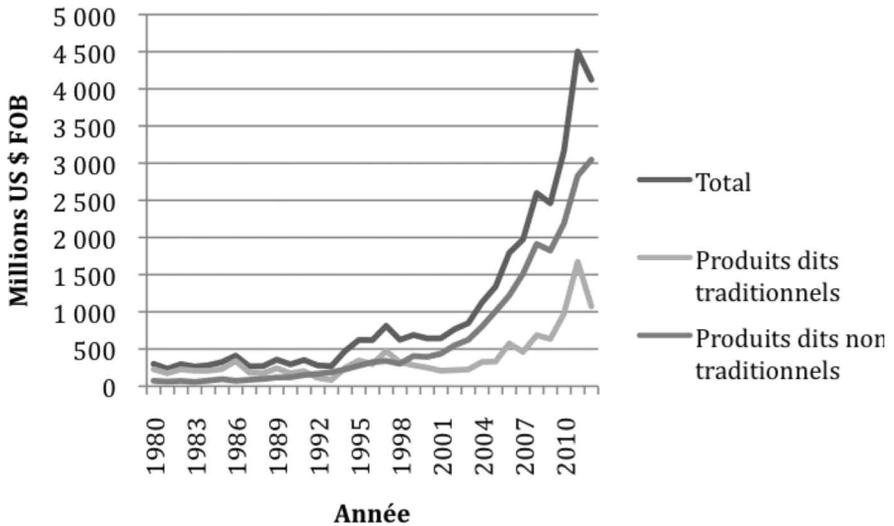
Le rythme actuel de la croissance est remarquable également par rapport à la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle. La valeur des exportations agricoles avait d'abord doublé, se stabilisant à la fin des années 1990 autour de 600 à 700 millions de dollars. La courbe montre ensuite une accélération de la croissance (figure 1) : dans les années 2000, la valeur des exportations agricoles fait plus que doubler non plus tous les dix ans mais tous les 5 ou 6 ans : elle passe de 779 millions de dollars FOB en 2000, à un peu plus de 2 milliards en 2006 et à un record historique de 4,5 milliards en 2011 d'après la Banque Centrale de Réserve.

La croissance de ces exportations est importante en volume – plus de 2,3 millions de tonnes de produits en 2011 (Minag, 2011) contre un peu plus de 600 000 tonnes en 2002 (Minag, 2003), mais plus encore en valeur, ce qui dénote à la fois une amélioration des prix de certaines denrées au cours des années 2000, et une diversification vers des produits à forte valeur unitaire : fruits, légumes en particulier. Le café non torréfié est toujours en tête des exportations agricoles en 2012 en termes de volume et sa valeur à la tonne reste aujourd'hui élevée (3 840 dollars américains FOB) malgré une diminution sensible par rapport à 2011<sup>10</sup>. Parmi les denrées

---

9. Expression normalisée (« Free on board ») utilisée dans le commerce maritime, signifiant en l'occurrence que la valeur est enregistrée après chargement sur le navire désigné par l'acquéreur, hors coûts de transport et d'assurance internationaux.

10. D'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture, décembre 2012 (Minag, 2012a).

**Figure 1 : Evolution des exportations agricoles, 1980-2012.**

Source : BCRP, <http://www.bcrp.gob.pe/estadisticas.html>

Élaboration propre

qui participent le plus aux exportations, on trouve d'autres produits dont le prix de vente à la tonne se situe entre 2 000 et 3 000 dollars/tonne, comme les asperges, les raisins, les artichauts, les piments paprika. Le prix à la tonne des mangues et des avocats se situe en revanche entre 1 000 et 2 000 dollars. Tous ces produits, à l'exception du café, supposent des techniques culturales intensives.

Dans ce panorama, les produits anciennement commercialisés sur les marchés mondiaux et à plus faible valeur unitaire, comme les bananes, et les produits peu sophistiqués comme les préparations pour l'alimentation animale, les unes et les autres à moins de 800 US \$ FOB la tonne, occupent une place plus réduite. Le Pérou, dont la superficie cultivable aujourd'hui facilement accessible est relativement limitée, compte tenu du relief andin et de l'aridité du piémont pacifique, n'est pas en bonne situation pour concurrencer le Brésil ou l'Argentine dans des productions à grande échelle comme le soja. Il peut en revanche offrir sur les marchés des Nords des fruits et légumes de contre-saison, grâce à sa localisation dans l'hémisphère sud et à des variations annuelles de température modérées (Dollfus et Bourliaud, 1997 ; Eguren, 2003).

*Une composante spécifique d'une politique plus générale*

L'augmentation des exportations agricoles est due tout d'abord à la réorientation de la politique économique générale du pays. L'ouverture des frontières et la libéralisation de l'économie ont lieu surtout à partir de la mise en œuvre de l'ajustement structurel de 1990, qui vise un modèle économique basé sur « [...] une croissance substantielle des exportations et un régime d'accumulation soutenu par l'épargne et l'investissement privés » (Gonzales de Olarte, 1998 : 43). En particulier, plusieurs mesures ont permis de réduire le coût des importations, avec la réduction des taxes – ce qui dans le domaine agricole a facilité l'importation de fertilisants, semences, machines et systèmes d'irrigation sophistiqués –, et d'attirer les capitaux étrangers en permettant leur libre entrée (*ibid.*, 50-51). Les exportations péruviennes ont simultanément été favorisées par les accords passés avec les États-Unis dans le cadre de la lutte contre la drogue. Le Traité de Préférences Andines (*Andean Trade Preference Act*), qui créait un marché préférentiel aux États-Unis pour la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, a été en vigueur au Pérou jusqu'à février 2009. Il a alors été remplacé par un traité de libre échange. Les exportations agricoles ont bénéficié de ce contexte général.

Les années 1990 ont également été marquées par des modifications du droit du travail. À une période de forte protection du travailleur dans le secteur formel – qui aurait contribué à la croissance du secteur informel dans les années 1980, ont succédé au cours des années 1990 des mesures de flexibilisation : réduction des coûts de licenciement, multiplication des types de contrats temporaires, contrats « jeunes » moins coûteux en cotisations, moindre intervention de l'État dans les négociations collectives et introduction des négociations au niveau de chaque entreprise, autorisation de la multiplication des syndicats dans chaque entreprise, modification des systèmes de pension (Saavedra et Maruyama, 2000 : 6). Ce nouveau contexte est particulièrement important pour les entreprises agricoles, puisque les tâches à réaliser sont distribuées de façon inégale au cours de l'année, pour des raisons agronomiques et commerciales.

D'autres mesures plus spécifiques ont favorisé l'arrivée de nouveaux acteurs, à capitaux péruviens ou étrangers, dans le secteur agricole. Les réformes foncières des années 1990 ont tout d'abord mis fin à la réforme agraire et aux limitations qu'elle imposait sur la superficie et le mode de faire-valoir des exploitations agricoles. Cela a par exemple permis l'acquisition par des entrepreneurs de lots de plusieurs milliers d'hectares – assortis de droits d'accès à l'eau – dans le nouveau périmètre irrigué de la région de Trujillo, créé sur fonds publics dans le cadre d'un projet datant des années 1980, le projet Chavimochic<sup>11</sup>. Le règlement de la loi dite « de promotion des investissements dans le secteur agraire » de 1991<sup>12</sup> prévoit

---

11. Le nom est tiré des premières lettres du toponyme des vallées de Chao, Virú, Moche et Chicama, auxquelles l'eau est apportée depuis une cinquième vallée située plus au sud.

12. Texte reproduit dans Berrío, 1998.

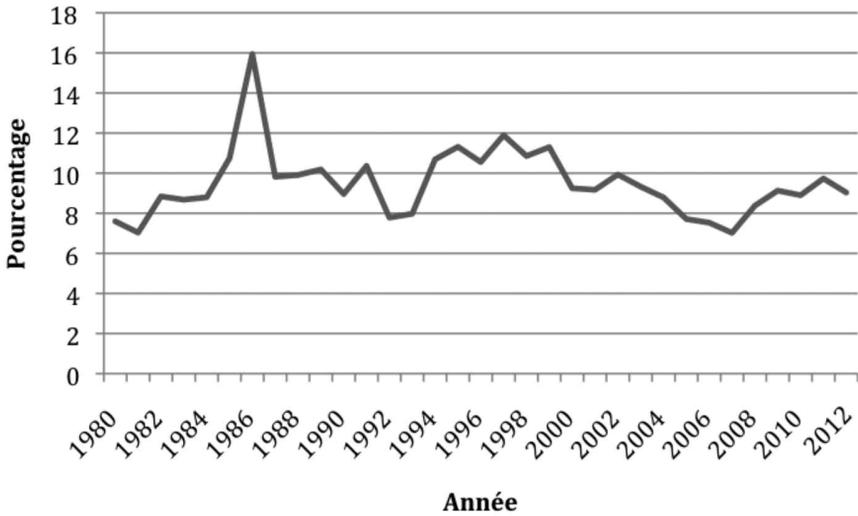
aussi les modalités de vente par l'État de terres considérées comme « en friche », sur présentation d'une demande argumentée. Ainsi, l'État a vendu dans la *pampa* désertique de Villacuri, dans la région de Ica, des parcelles dont les limites ont été fixées directement par les acquéreurs. La même loi précise que les acquisitions ne sont pas limitées pour les étrangers, sauf à proximité immédiate des frontières. De fait, les entreprises qui ont acquis des terres dans les deux exemples cités appartiennent à des investisseurs péruviens mais aussi latino-américains, ou encore européens, notamment norvégiens, allemands ou espagnols (Marshall, 2012 : 1954). De grands groupes et des entrepreneurs individuels, péruviens et étrangers, ont également acquis des actions dans les anciennes coopératives sucrières créées par la réforme agraire et transformées en sociétés anonymes à la fin des années 1990. Enfin, des entreprises agricoles ont pu s'installer sur des terres appartenant légalement à des communautés paysannes, en profitant d'un ensemble de dispositions incluses dans le programme de titrage des terres (Mesclier, 2009).

Dans la mesure où les entrepreneurs de l'agro-exportation s'installent surtout sur le piémont aride des Andes, la législation portant sur les ressources hydriques revêt également une importance particulière. Le Code de l'Eau de l'époque de la réforme agraire avait mis fin à l'appropriation de l'eau par les grands domaines terriens (Oré, 1998 : 289), en stipulant que l'Etat devenait son propriétaire et administrateur ; à partir de 1979 sont créées les Associations des Usagers et les Commissions d'irrigants. Le tournant libéral des années 1990 a modifié plusieurs aspects importants avec notamment la consolidation du transfert de nombreuses fonctions de l'Etat vers les organisations d'irrigants, la garantie accordée aux personnes ayant construit des puits de pouvoir utiliser l'eau, et la création d'autorités autonomes de bassins hydrographiques (Eguren, 2004 : 48). À partir de 1994, l'INADE (Institut National de Développement), chargé des grands projets hydrauliques du pays, est habilité à céder en concession au secteur privé l'exploitation de leur infrastructure (*ibid.*). Par la suite, dans le contexte du processus de décentralisation des années 2000, la gestion de l'eau est transférée aux gouvernements régionaux, dans des conditions qui ne garantissent pas un véritable contrôle de la ressource (Oré, 2009).

### ***Un secteur dynamique dans un contexte d'émergence économique***

En raison de ces évolutions, l'agriculture péruvienne a conservé sa place relative à la fois dans les exportations nationales et dans l'économie du pays, dans un contexte de forte croissance générale : le record des exportations agricoles de 2011 coïncide avec un record historique des exportations en général. Les exportations agricoles représentent un peu moins de 10 % des exportations totales du pays à cette date, qui atteignent plus de 46 milliards de dollars FOB (SUNAT, 2011) et sont très largement dominées par le secteur minier (27, 5 milliards de dollars FOB).

**Figure 2 : Pourcentage des exportations agricoles dans les exportations totales 1980-2012.**



Source : BCRP, <http://www.bcrp.gob.pe/estadisticas.html>

Élaboration propre.

L'agriculture est loin de retrouver l'importance qu'elle avait dans les exportations du Pérou au début des années 1950, lorsqu'elle en constituait une bonne moitié selon les statistiques de la BCRP. Mais elle conserve sa place par rapport aux années 1980. Cette place est loin d'être négligeable si on la compare aux performances des autres secteurs de l'économie nationale. En dehors, en effet, des minerais et des hydrocarbures, seuls la pêche et dans une moindre mesure le textile participent de façon importante aux exportations péruviennes au début des années 2010, d'après les chiffres de la SUNAT.

Les exportations agricoles sont par ailleurs en tête des exportations dites « non traditionnelles » du pays, c'est-à-dire des ventes de produits qui ne faisaient pas partie du commerce international au cours du XX<sup>e</sup> siècle. En l'occurrence, cela souligne la grande diversité des produits agricoles exportés, qui vont des plus « traditionnels » sur le marché mondial, comme le café, à toute une série de produits d'origines diverses, proposés par le Pérou sur les marchés mondiaux, modestement depuis les années 1970, et de plus en plus fortement depuis les années 2000. On y trouve aussi bien des cultures pré-hispaniques comme l'avocat, des cultures dont des variétés sont depuis longtemps cultivées au Pérou sans en être originaires, comme la mangue ou le raisin, et des cultures qui ont été adoptées dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle à des fins d'adaptation à la demande des marchés mondiaux, comme les asperges ou les artichauts. Certaines, pourtant originaires des Andes, ne sont exportés par le Pérou que depuis quelques années, comme par exemple le coqueret, *Physalis peruviana* (selon le site Agronegociosperú.org). La di-

versification est liée aux possibilités qu'offrent les caractéristiques physiques du pays, mais également à l'évolution des marchés mondiaux eux-mêmes, les supermarchés des Nord's cherchant d'une part à proposer de façon permanente dans l'année des denrées auxquelles leurs acheteurs sont habitués, d'autre part à enrichir leur offre en fruits et légumes exotiques.

En vertu de ce développement, la participation du secteur agricole dans l'économie péruvienne s'est maintenue stable, autour de 7 à 8 % de la production intérieure brute – elle était de 9,8 % en 2001. C'est une performance notoire, dans la mesure où le pays vit une période de très forte croissance économique, avec un taux annuel pratiquement toujours supérieur à 5 %, sauf entre 1998 et 2001 et en 2009<sup>13</sup>. Cette participation, comme le rappellent Velazco et Velazco, reste très inférieure à la contribution du secteur à la Population Économiquement Active. Elle serait cependant beaucoup plus limitée sans les cultures d'exportation, qui ont représenté d'après ces mêmes auteurs 38 % de la valeur brute ajoutée de la production agricole du pays (Velazco et Velazco, 2012 : 166).

Si les exportations ont fortement augmenté, les importations ont suivi à peu près le même rythme. En 2011, les importations agricoles ont été de 4 163 millions de dollars CIF<sup>14</sup> d'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture (Minag, 2012a). La balance commerciale agricole du pays est donc très positive, avec plus de 900 millions de solde. Mais en 2012 les importations ont atteint 4 515 millions : la balance reste positive, mais à un niveau bien moindre, autour de 200 millions. En 2008, lorsque les prix des denrées alimentaires ont flambé sur les marchés internationaux, la balance agricole du Pérou a été négative.

Les produits qui viennent en tête des importations du pays n'ont pas beaucoup changé par rapport aux années 1980, ce qui semblerait dénoter que la hausse des importations provient plus d'un simple effet de la croissance démographique que de la substitution de certaines cultures alimentaires par des cultures d'exportation. Les importations de soja ont néanmoins atteint la troisième place en volume et la première en valeur, en lien avec le développement des élevages industriels de poulet, une des principales composantes de l'alimentation. Les importations de maïs dur sont en tête pour les volumes, alors qu'elles étaient en seconde position dans les années 1980 (Lajo, 1988). Le blé, dont on importait 800 000 tonnes dans les années 1980, reste la deuxième importation en volume avec 1,7 million de tonnes mais pour une valeur de moins de 600 millions de dollars américains CIF. Lajo évoquait déjà dans les années 1980 le fait que les industries alimentaires utilisaient du blé importé (1988).

La FAO souligne qu'une balance commerciale agricole déficitaire ne représente pas en elle-même un problème, dans la mesure où cela peut être

---

13. D'après les indicateurs publiés par l'INEI sur son site internet, <http://www.inei.gob.pe>

14. Expression normalisée " *Cost Insurance Freight* " (coût, assurance et fret) utilisée dans le commerce maritime, indiquant que les coûts d'acheminement (transport et assurance) sont pris en compte dans le calcul.

le signe d'une diversification de l'économie vers des produits de plus forte valeur ajoutée (www.fao.org). Le cas du Pérou est néanmoins différent, puisque ce sont essentiellement des produits primaires qui fournissent les devises nécessaires à l'achat d'aliments. À la différence de produits plus industrialisés, ces produits primaires sont sujets à de rapides variations des prix sur les marchés internationaux. Les choix qu'a fait le Pérou lui permettent néanmoins de ne pas dépendre d'un seul type de produit primaire.

## **LES ENJEUX LOCAUX ET RÉGIONAUX DE L'IMPLANTATION DES GRANDES ENTREPRISES AGRICOLES**

L'orientation actuelle du secteur agricole vers les exportations et l'installation de grandes entreprises a pu être saluée comme un gage de développement pour les régions du pays (de Althaus, 2007). Néanmoins, les travaux de terrain que nous avons pu mener au cours des dix dernières années<sup>15</sup> démontrent la complexité des enjeux pour les territoires.

### ***Une installation souvent génératrice de tensions***

L'activité agro-exportatrice concerne plus ou moins directement un grand nombre de régions du pays. Ainsi, l'artichaut, l'avocat, entre autres, sont en partie produits dans la cordillère. Le piémont oriental des Andes contribue de façon décisive aux exportations de café. La principale entreprise exportatrice de produits agricoles du pays est en 2012 Perales Huancaruna S.A. avec 258 millions de dollars US FOB (SUNAT), qui acquiert le café essentiellement sur le piémont amazonien. Cependant, dans ces régions, les entreprises n'interviennent que marginalement dans la production elle-même. Nous centrerons donc ici l'analyse sur le piémont côtier, où se sont installées les entreprises contribuant aujourd'hui majoritairement à ces productions agricoles dites « non traditionnelles » qui sont devenues principales dans les exportations du pays. Ainsi, parmi les toutes premières entreprises d'exportation du pays, Camposol S.A., qui a vendu à l'international pour près de 150 millions de dollars US FOB en 2012 d'après la SUNAT, a acheté ses premières terres à Chavimochic en 1997 et produit aujourd'hui asperges, piments, avocats, mangues, raisins, mandarines, entre autres, sur 25 000 hectares répartis entre les départements côtiers de la Libertad et Piura, d'après le site de l'entreprise<sup>16</sup>. On peut citer également l'entreprise Agrícola Virú S.A., fondée en 1994 avec 150 hectares d'asperges et qui cultive aujourd'hui plus de 5 000 hectares dans les départements de la Libertad au nord et d'Ica au sud<sup>17</sup>. Ou encore Sunshine

---

15. Ces recherches ont été menées dans le cadre de plusieurs programmes entre 2000 et 2013 : UMR ENS-IRD Temps - Territoires et mondialisation dans les pays des Suds ; UR095 IRD Régulations foncières et logiques d'acteurs ; projet Périsud, UMR Prodig, financé par l'ANR Les Suds ; projet Périmarge, UMR Prodig, financé par l'ANR Ineg : Métamorphose des sociétés. Inégalités, inégalité.

16. <http://www.camposol.com.pe>

17. <http://www.viru.com.pe>

Export SAC, qui a planté plus d'une centaine d'hectares de mangues dans le département de Piura et celui de Lambayeque, également côtier, et conditionne et exporte des mangues venant de nombreuses exploitations.

L'installation de ces entreprises qui participent elles-mêmes à la production a dans un premier temps créé un certain nombre de conflits autour des droits d'accès aux ressources productives. Elles ont certes généralement acquis des terres soit dans le nouveau périmètre irrigué de Chavimochic, soit aux marges des oasis anciennes, aussi bien dans le sud que dans le nord du pays, en installant des puits tubés pour mettre en culture des terres auparavant faiblement exploitées (pâturages d'appoint, végétation sèche fournissant du bois...). Leur installation a donc rarement entraîné, du moins directement, le départ d'exploitants agricoles, sauf exceptions : on note ainsi l'acquisition par une entreprise des terres d'une vingtaine de petits exploitants travaillant au sein d'une coopérative née de la réforme agraire, dans la *pampa* de Villacuri (Marshall, 2009 : 221-225).

Certaines implantations, comme celle de Sunshine qui a acquis une centaine d'hectares aux marges de l'oasis de Motupe<sup>18</sup>, n'ont pas provoqué de conflit avec les propriétaires antérieurs des terres (Aldana *et al.*, 2006 : 262). D'autres cas sont plus conflictuels. Ainsi, au cours de la réalisation du projet Chavimochic, l'État a employé la méthode forte pour intégrer au nouveau périmètre irrigué des terres d'interfluve dont une association d'agriculteurs avait obtenu la possession au cours de la réforme agraire : au terme de l'affrontement, les agriculteurs, s'appuyant sur une décision de justice, ont pu conserver 50 hectares, mais ils n'ont pas accès à l'eau du canal (Marshall, 2009). Aux marges de la vallée, une communauté paysanne, San José Virú, reconnue officiellement en 1962 avec 520 familles, a quant à elle disparu, une fois ses terres intégrées au domaine des entreprises (Velasquez, 2001 : 231 ; Marshall, 2009 : 233-240). Les conflits fonciers ont ainsi marqué la seconde moitié des années 1990 : des affrontements, dont certains ont fait des victimes, ont par exemple également marqué le lent processus d'acquisition par des entreprises des actions des coopératives sucrières transformées en sociétés anonymes.

Ces conflits ont laissé des traces dans les mémoires, qui sont réactivées lorsque les agriculteurs et, plus généralement, la population, sont confrontés à moyen terme aux effets de la réorganisation de leurs territoires.

### ***La transformation des territoires***

À terme, les installations d'entreprises modifient la configuration physique du territoire, notamment en raison de leur empreinte sur le milieu. Les entreprises font un usage permanent de ressources en eau qui n'étaient

---

18. Les fonds Tequila et Agroindustrias, mentionnés sur le site : <http://www.sunshineperu.com>

pas ou n'étaient que peu mobilisées jusqu'alors. Cela a des impacts comme, dans la région de Ica, l'épuisement de certaines nappes phréatiques, l'assèchement des puits des petits agriculteurs, et pour l'ensemble du bassin versant, une extraction annuelle qui s'élevait en 2009 à plus du double des 253 millions de m<sup>3</sup> considérés comme renouvelables (Oré *et al.*, 2012). À l'inverse, le projet Chavimochic, dont le canal principal achemine l'eau d'un bassin versant vers quatre autres, n'a pas réglé entièrement le problème de drainage. Cela a créé des situations d'abandon des cultures dans les oasis anciennes, en raison de l'humidification et de la salinisation des terres. Marshall (2009) montre que ces problèmes sont propres à des conformations topographiques particulières et qu'ils affectent donc de façon très différenciée les territoires, amenant certains exploitants à la faillite alors que d'autres profitent de la présence des entreprises.

L'arrivée des entreprises est en effet également porteuse d'opportunités nouvelles, dans la mesure où elles achètent une partie de la production qu'elles exporteront à de petits agriculteurs, soit sans contrat préalable, soit au travers de contrats d'intégration. Ces derniers concernent les cultures introduites depuis plusieurs décennies et maîtrisées par les producteurs locaux, comme par exemple l'asperge. L'entreprise apporte les intrants en début de campagne, donne éventuellement des conseils ou impose des modes de production, et achète la production lors de la récolte. Par ailleurs, les entreprises sont également à la recherche de parcelles à louer, tout spécialement pour les cultures les plus fragiles, comme les tomates, ou pour celles qui sont moins connues des agriculteurs d'une région, comme l'artichaut dans la vallée de Virú. L'entreprise loue alors la terre et gère entièrement la production. L'implantation simultanée de nombreuses entreprises a permis aux propriétaires des parcelles de négocier ces contrats dans de meilleures conditions (Marshall, 2012). Dans le cas de Chavimochic, une partie de l'eau transférée par le canal principal est par ailleurs attribuée aux petits agriculteurs des vallées anciennes. Depuis 2009, les canaux d'irrigation secondaires ont été bétonnés et élargis grâce à des financements de l'État, ce qui évite les pertes d'eau dues aux infiltrations.

Dans le cas des petits agriculteurs participant sans contrat au développement de cultures d'exportation, comme cela a été le cas pour la mangue plus au nord, à Motupe et dans la localité voisine d'Olmos, le succès est parfois précaire. Les prix de vente peuvent varier rapidement, en fonction des cours mondiaux mais également des stratégies des entreprises d'exportation, or changer de production signifie, dans le cas de cultures fruitières, mettre à bas des plantations qui ont demandé un investissement important. En outre, les petits producteurs ont souvent du mal à satisfaire aux exigences des cultures très techniques et aux normes imposées par les pays consommateurs du Nord. C'est le cas de la mangue, culture délicate : les fruits, qui sont surtout exportés frais, doivent être exempts d'attaques de la mouche du fruit, de maladies cryptogamiques (comme l'anthracnose qui joue sur l'aspect du produit) et n'avoir subi aucun dommage lors de la récolte et du conditionnement. Tout fruit de qualité insuffisante est refusé à l'exportation. Les importateurs du Nord exigent aussi le respect de normes

de plus en plus strictes, comme l'installation de sanitaires sur les parcelles, difficiles à suivre pour les petits producteurs. Enfin, les conditions de commercialisation sont peu favorables à ces derniers : en raison des volumes vendus, ils sont dans une situation difficile pour négocier avec les acheteurs et obtiennent des prix plus faibles que les gros producteurs.

Toutes ces conditions fragilisent les petites exploitations, qui cependant développent diverses stratégies pour gérer au mieux les différents risques. La diversification des revenus par une activité rémunératrice complémentaire en est une. La constitution d'un élevage permet de sécuriser une partie des entrées d'argent lorsque les prix du marché ne sont plus avantageux et d'en disposer pour une prochaine plantation. Bon nombre de planteurs ne possédant pas des ressources financières ou foncières suffisantes mettent par ailleurs leurs actifs en commun, l'un disposant par exemple de la parcelle et du puits, l'autre du capital nécessaire à l'achat des semences, fertilisants et autres dépenses d'installation. Finalement, l'association de plusieurs cultures commerciales (citronniers ou manguiers associés aux fruits de la passion, par exemple) réduit les risques face aux variations des prix de vente. Pour les petits producteurs, l'association d'une production fruitière à des produits vivriers (maïs, haricot, manioc, lentille) est indispensable pour assurer la sécurité alimentaire de la famille, le maïs et le haricot présentant en outre l'avantage de prix de vente relativement stables d'une année sur l'autre.

Installation des entreprises et participation des petits producteurs aux nouvelles filières contribuent à la modification des paysages et des économies locales, entraînant la présence de commerçants, d'ouvriers, de services agrovétérinaires. D'autres changements concernent la population dans son ensemble, comme l'amélioration des axes de communication. Ainsi, moins de dix minutes suffisent aujourd'hui pour parcourir les quatre kilomètres qui séparent la route panaméricaine de telle localité proche de Chavimochic, alors qu'il fallait avant presque une demi-heure en transport collectif, quand il ne fallait pas entreprendre la route à pied. Ce trajet est emprunté tant par les enfants se rendant à l'école, que par les agriculteurs, les transporteurs et les commerçants. Ces améliorations des infrastructures au niveau local vont de pair avec la croissance des quartiers urbains, qui, elle, dynamise l'économie des villes régionales mais crée aussi de nouveaux besoins en termes de services et de logement. Elle contribue aussi – sans en être la seule cause – aux difficultés que connaissent ces villes en termes de maintien de la sécurité des habitants et des biens.

### ***À échelle locale et régionale, des dizaines de milliers d'emplois de qualité souvent médiocre***

La croissance des grandes villes régionales et l'apparition de nouveaux quartiers ou hameaux à proximité des implantations des entreprises agro-exportatrices signalent entre autres la création d'emplois par ces dernières. À la différence de l'activité minière, qui dans le secteur formel ne génère

d'emplois qu'en nombre limité et souvent à un fort degré de spécialisation (conducteurs d'engins par exemple), les entreprises agricoles qui exportent des fruits ou des légumes représentent une importante demande de main-d'œuvre, pour des activités relativement variées. À cette demande, répondent non seulement les habitants des territoires concernés mais également la population de régions entières, incluant le piémont côtier mais également la cordillère.

Velazco et Velazco (2012 : 184) ont calculé à partir des enquêtes ménages de l'INEI que les entreprises agricoles moyennes et grandes<sup>19</sup> emploient presque 66 000 travailleurs salariés. C'est un peu moins de 10 % des quelque 700 000 emplois salariés de l'agriculture et 1,5 % de ceux du pays. À titre de comparaison, lors du recensement de 2007, l'ensemble de l'activité minière, pour une participation beaucoup plus importante au PIB, occupait environ 134 000 personnes, dont un peu plus de 61 000 dans les entreprises de plus de 50 personnes. La stabilité des emplois du secteur agricole est un peu moins importante que dans les entreprises moyennes et grandes des autres secteurs économiques pris globalement, si on en juge par le moindre pourcentage des contrats à durée indéterminée : un peu moins de 20 % (presque 23 % dans les autres secteurs). Néanmoins, ce chiffre est beaucoup plus élevé que dans la petite entreprise agricole<sup>20</sup>, où il est de 2,8 % seulement, contre presque 12 % pour leurs homologues des autres secteurs économiques – ce que la nature même de l'activité agricole, avec ces cycles et ses saisons, explique assez bien. Alors que dans la petite entreprise, comme dans les exploitations plus petites, le travail salarié sans contrat domine largement, le contrat à durée déterminée concerne environ 59 % des emplois des moyennes et grandes entreprises (Velazco et Velazco, *ibid.*).

Les études de cas que nous avons menées confirment globalement l'importance des contrats à durée déterminée. Elles soulignent également la forte demande de main-d'œuvre pour les cultures pratiquées : ainsi, une entreprise productrice d'Olmos, en 2013, estime qu'il faut environ 500 journées de travail par campagne et par hectare pour le piment, et presque 600 journées pour le raisin. À Chavimochic, en 2007, l'entreprise TAL SA, qui possédait alors 1 400 ha, employait 300 travailleurs permanents auxquels s'ajoutaient 2 000 journaliers pendant la récolte de l'asperge et de l'avocat. Agricola Virú, sur ses 2 500 ha de piments, d'artichauts et d'asperges, disposait de 150 travailleurs permanents et employait entre 2 500 et 4 500 journaliers pendant les périodes de récolte. Dans la pampa de Villacuri, une des exploitations visitées, produisant de l'asperge et de l'oignon sur 110 ha, employait 120 travailleurs permanents et 500 journaliers pendant juillet et août ; une autre entreprise agricole, sur 70 ha cultivés, employait 20 travailleurs permanents et jusqu'à 130 journaliers pour les récoltes.

---

19. Définies comme celles qui emploient plus de 100 salariés.

20. Définies comme celles qui emploient de 10 à 100 salariés.

Les moyennes et grandes entreprises de Chavimochic et de Ica emploient aussi bien des ouvriers agricoles venant de la région même que des hauts de la cordillère, voire même des ouvriers arrivant de plus loin. On observe ainsi à Ica la présence de bidonvilles aux portes même des exploitations (Marshall, 2009). À Motupe, l'emploi de main-d'œuvre locale est limité. Les grossistes, mais aussi les grandes plantations, emploient de préférence des ouvriers de la région de Piura, plus expérimentés, pour la récolte des mangues, qui est très délicate (Chaléard, Mesclier, 2010). À Olmos, les exploitations agricoles qui se sont installées dans les années 2000 pour produire raisin et piment embauchent à la fois des paysans des alentours et des personnes venant de la cordillère. Ces derniers, comme à Chavimochic, cherchent des logements dans la localité ou en construisent de nouveaux en périphérie urbaine ou dans les villages.

Les rémunérations versées par les entreprises agricoles sont en général plus élevées que celles obtenues par les journaliers sur de plus petites exploitations. Néanmoins, les journées de travail sont souvent plus longues et la pénibilité du travail est souvent importante, comme par exemple pour les récoltes de piments où on emploie surtout des femmes. D'après certains témoignages recueillis à Ica, les emplois journaliers sont parfois attribués à des groupes de travail déjà constitués : toute défaillance ou protestation de l'un des membres conduit au licenciement de tout le groupe, qui exerce donc en retour une forte pression sur ses membres. Enfin, si les panneaux et les sites vantant la mise aux normes internationales des conditions d'hygiène et de sécurité fleurissent, certains ouvriers agricoles considèrent que leurs conditions de travail réelles restent éloignées de ces images. Quelques études, citées par Velazco et Velazco (2012), soulignent la dureté des conditions de travail des femmes et ses effets pour leur santé (León, 2009) ou encore la faible croissance des emplois dits « décents » (Gamero, 2010). Le seul gain pour les travailleurs des régions concernées serait un accès plutôt bon aux systèmes d'assurance-santé et, partiellement, de retraite, par rapport au reste du pays (Velazco et Velazco, 2012 : 199-200).

## **LA POLITIQUE D'OLLANTA HUMALA : DES AMÉNAGEMENTS PLUS QU'UNE RÉ-ORIENTATION**

L'arrivée au pouvoir en 2011 d'un président, Ollanta Humala, issu du Parti Nationaliste du Pérou et ayant fondé sa campagne sur une « grande alliance nationaliste » située à gauche de l'échiquier politique, pouvait faire penser que des changements auraient lieu, tant vis-à-vis des exportations et des investissements étrangers que de l'attribution des ressources. Un second élément pouvait – et pourrait encore – provoquer un changement d'orientation, le comportement de l'économie mondiale, avec tout d'abord la crise alimentaire de 2007-2008 puis celle, financière, de 2008 et, dans la continuité, les difficultés des économies des Nord à maintenir la croissance. Cependant, comme dans le secteur minier, on assiste plutôt à des aménagements qu'à une véritable réorientation.

### **La continuité d'une politique basée sur les exportations primaires**

La politique économique globale du Pérou ne s'est pas modifiée avec l'arrivée au pouvoir de Ollanta Humala. Elle reste basée sur les exportations primaires, comme le souligne encore début 2013 Gonzales de Olarte<sup>21</sup>, qui appelle de ses vœux non pas le retour à une politique protectionniste mais le développement d'autres secteurs de l'économie. La politique agricole suivie dans les années antérieures fait partie du modèle d'exportations primaires et elle est sans doute peu susceptible de changer radicalement.

Plusieurs éléments confirment le maintien d'une politique agro-exportatrice. Tout d'abord, le Plan Stratégique 2012-2016 produit par le ministère de l'Agriculture, reprend dans la présentation signée par le ministre Luis Ginocchio Balcazar<sup>22</sup>, les chiffres des exportations agricoles, et souligne que l'« agro-exportation ouvre de nouveaux horizons et marchés » (Minag, 2012b : 4). Les lignes générales de la politique agricole présentées par la suite incluent quatre piliers, dont le premier concerne la gestion du secteur, le deuxième, la compétitivité, qui a pour objectif « que les producteurs puissent profiter des opportunités de négoce tant sur le marché interne que sur le marché externe », le troisième, l'inclusion, avec une « priorité donnée à l'intervention auprès des producteurs de la *sierra* et de la *selva*<sup>23</sup> en condition de pauvreté et extrême pauvreté », et enfin, le dernier, la « durabilité ».

Le Plan Stratégique sectoriel rappelle par ailleurs que « l'entrée en vigueur des accords commerciaux qu'est en train de souscrire le pays constituent des fenêtres d'opportunités pour un plus grand développement de l'agro-exportation, qui permettra un accès compétitif pour les fruits et les cultures maraîchères, entre autres produits agricoles destinés à de nouveaux marchés » (Minag, 2012b : 45). Ce sont précisément ces accords, couplés au dynamisme du secteur agro-exportateur, que le directeur du bureau de la Planification et du Budget du ministère de l'Agriculture, l'économiste Guillermo Rebosio Arana, met en avant dans une table ronde publiée par la revue *Revista Agraria*, pour justifier sa réticence à utiliser le terme de « souveraineté alimentaire ». Plus largement, ce terme, utilisé dans les débats législatifs pour défendre une option visant à approvisionner la population sur la base de la production nationale plus que des importations, est rejeté par l'actuel gouvernement péruvien, pour ne pas laisser penser « [...] que le Pérou pourrait être aligné avec des pays qui utilisent ce terme et dont l'option de commerce extérieur est distincte de la nôtre [...] », comme

---

21. Dans son blog *Economía peruana*, <http://blog.pucp.edu.pe/economiaperuana>

22. Ministre de l'Agriculture du 10 décembre 2011 au 23 juillet 2012. Sous la présidence de Ollanta Humala se sont déjà succédées 3 ministres de l'Agriculture. A succédé à Luis Ginocchio, Milton Von Hesse, économiste venant du ministère d'Économie et Finances et considéré comme plus à droite sur l'échiquier politique.

23. Les analyses économiques et politiques et les données statistiques s'appuient le plus souvent au Pérou sur une division régionale en trois ensembles, la côte (*costa*), la cordillère (*sierra*) et l'Amazonie (*selva*). Certaines lois et décrets s'appuient également sur cette division.

le précise un des spécialistes invités, Alberto García de Romaña (Eguren et Marapi, 2013 : 9).

Cette politique ne devrait pas être infléchie par la crise mondiale actuelle : les exportations agricoles du Pérou sont destinées à des marchés de plus en plus divers, en particulier asiatiques. Des accords viennent d'entrer en vigueur avec Singapour, la Chine et la Corée du Sud, en 2009, 2010 et 2011, et sont déjà conclus avec la Thaïlande et le Japon (Minag, 2012b : 45). Or, la plupart de ces pays ne sont pour l'instant pas en phase de stagnation ou de récession, et constituent des marchés potentiels très importants, surtout par rapport aux capacités productives d'un pays de taille moyenne comme le Pérou. Cette diversification, parallèlement à celle des produits, a permis pour l'instant aux exportateurs agricoles de ne pas trop pâtir de la baisse du pouvoir d'achat des habitants des pays des Nord, marquée par la diminution de la valeur des achats réalisés par les pays de l'Union européenne (de plus de 2 milliards à un peu plus de 1,7 milliards de dollars US FOB entre 2011 et 2012) et par les Etats-Unis (de 1,3 à 1,1 milliards de dollars US FOB entre 2011 et 2012). Sur cette même année, les achats des autres pays latino-américains ont en général augmenté, ainsi que ceux des pays asiatiques. On trouve aujourd'hui la Chine et Hong Kong parmi les cinq premiers acquéreurs de raisins péruviens, et les asperges, dont les exportations ont augmenté vers le Japon, sont entrées également au Vietnam et en Malaisie (Minag, 2012a).

### ***Soutien aux « petits producteurs associés »... et distribution des terres aux entreprises***

Dans le courant des années 2000, beaucoup de petits producteurs, en particulier mais pas seulement sur le piémont côtier, ont participé à l'agriculture d'exportation, pour un grand nombre de produits : avocats, mangues, artichauts, asperges, légumineuses, etc. (voir par exemple Fort, 1999 ; Gorriti, 2003 ; Mesclier et Chaléard, 2008). Le Plan Stratégique du ministère de l'Agriculture prend en compte l'existence de ces producteurs, en insistant sur la nécessité de leur association. C'est ainsi que, rangés dans une catégorie « production commerciale » clairement distinguée de deux autres catégories, la « production d'autosubsistance » et les « petits négoce ruraux », dans lesquelles se rangent les « familles », les « petits et moyens producteurs associés » doivent faire l'objet d'une intervention ciblée du ministère, en trois points : promotion de l'associativité et de la gestion ; articulation aux marchés nationaux et d'exportation ; accès aux marchés de services pour l'innovation. Cette volonté d'aider des petits agriculteurs déjà considérés comme plus dynamiques que les autres n'est pas antinomique avec l'appui aux entreprises : selon le Plan Stratégique 2012-2016, la « production agricole entrepreneuriale », rangée dans la catégorie « agro-exportation et agriculture intensive », bénéficiera de l'appui du Ministère de l'Agriculture sur les aspects sanitaires, l'innocuité des aliments et l'articulation aux marchés internationaux.

Dans les faits, les diverses propositions reprennent largement des dimensions déjà présentes dans les politiques agricoles des années 2000. Ainsi, le gouvernement de tendance libérale démocrate de Alejandro Toledo (2001-2006) avait déjà créé une banque nationale dédiée au secteur agricole, *Agrobanco*, qui travaille avec des opérateurs de crédit (ONG, association d'irrigants, etc.) organisant des groupements de producteurs autour de filières productives. Ces mécanismes ont permis à de petits agriculteurs de Trujillo et d'Ica d'obtenir des prêts pour cultiver des asperges ou des artichauts, en recevant le cas échéant des formations spécifiques pour l'utilisation de nouvelles techniques culturales et la gestion de leur exploitation (Marshall, 2009 : 301 et suivantes). De même, les moyennes et grandes entreprises reçoivent l'appui d'un organisme dépendant du ministère de l'Agriculture, SENASA, créé par le gouvernement de Alberto Fujimori, pour les questions sanitaires telles que le contrôle de la mouche du fruit, ou encore de la commission de Promotion du Pérou pour l'Exportation et le Tourisme, entité de l'État créée par fusion de deux entités précédentes en 2007, rattachée au ministère du Commerce extérieur et du Tourisme.

Les pratiques, sur le terrain, montrent que la priorité est jusqu'à nos jours donnée à ces grandes entreprises lorsqu'il s'agit de mettre en culture de nouvelles terres dans le cadre de grands projets d'irrigation. Ainsi, les lots mis aux enchères lors de la première étape du projet Olmos, dans le nord côtier du pays, étaient de dimension bien supérieure à ce que peut acquérir un petit producteur : 250 hectares pour les plus petits, et entre 500 et 1 000 hectares pour la plupart d'entre eux (Gobierno Regional de Lambayeque, 2011). Plus encore, aucune mesure spécifique n'a été prise pour empêcher qu'une seule entreprise, Gloria S.A., déjà détentrice d'actions dans un grand nombre d'ex-coopératives sucrières, acquiert plus de 15 000 hectares sur les 38 000 proposées.

Certes le projet remonte à l'accaparement des terres par l'État à l'époque d'Alberto Fujimori, et a été poursuivi sous les gouvernements postérieurs. Pendant le 2<sup>e</sup> mandat du président Alan García (2006-2011), en particulier, la législation péruvienne a été modifiée pour permettre la signature du Traité de libre commerce avec les États-Unis : le Décret Législatif n° 994 de 2008 promeut les investissements privés destinés à créer de nouvelles terres agricoles dans le cadre de projets d'irrigation, et le Décret Législatif n° 1012, dans la continuité, permet la mise en place des Partenariats Public-Privé (del Castillo, 2012 : 25 et suivantes).

Cependant la mise en enchères, initiée au début de l'année 2011, a été effectuée par le Gouvernement Régional de Lambayeque après l'arrivée au pouvoir d'Ollanta Humala. Les dirigeants actuels du projet, interrogés sur cet aspect, estiment que distribuer ces terres à des centaines, voire des milliers de petits producteurs, n'aurait pas un effet aussi bénéfique sur l'économie et sur l'emploi que de les confier aux grandes entreprises<sup>24</sup>.

---

24. Entrevue réalisée à Chiclayo, 15 mars 2013

Le projet Olmos est, tout en même temps, un bon exemple des initiatives prises par les différents acteurs institutionnels pour intégrer les petits producteurs locaux aux futures filières que les entreprises développeront. *Agrobanco* proposera des crédits à taux bas (1,15 %), remboursables après la récolte. Le ministère de l'Agriculture a par ailleurs créé un fonds économique non remboursable destiné à soutenir les petits et moyens agriculteurs organisés en association et désirant moderniser leurs activités. Ce fonds, dont les activités débiteront en 2014, encourage lui aussi le développement d'une agriculture plus compétitive. Il joue un rôle primordial dans la création des nouvelles associations de producteurs d'Olmos car il doit financer jusqu'à 70 % du coût total de leurs projets, sur présentation d'un plan d'investissement réaliste et rentable. Ces associations accéderont également à des prêts d'*Agrobanco*, grâce à la garantie du projet Olmos. Ces initiatives, si elles sont louables, risquent de buter sur la quantité d'eau, plus faible que prévu dans le projet initial et qui sera attribuée de façon prioritaire aux grandes entreprises.

### *Des questions où se mêlent justice et durabilité*

La question de la disponibilité des terres et, surtout, des ressources en eau, est étroitement imbriquée avec celle de leur répartition. Plus la ressource fait défaut, et plus les acteurs les plus puissants semblent tendre à en priver les plus modestes. C'est déjà ce qui est en train de se produire dans les deux grandes régions agro-exportatrices de Trujillo et de Ica. À Trujillo, en 2008, la période d'étiage du canal principal a atteint des niveaux critiques. Les administrateurs de l'association des irrigants ont donc privilégié les parcelles qui risquaient d'encourir les pertes économiques les plus importantes, favorisant ainsi les productions d'exportation à forte valeur ajoutée. À Ica, l'abaissement des nappes phréatiques tend également à favoriser une monopolisation de l'accès à la ressource. En effet, l'extraction de l'eau souterraine à des profondeurs qui dépassent aujourd'hui les 100 mètres, nécessite des moyens conséquents. Ce sont donc, paradoxalement, les entreprises qui ont provoqué la diminution de la ressource qui en souffrent le moins, alors que les habitants de la vallée ancienne manquent parfois d'eau y compris pour la consommation humaine.

Dans le cas d'Olmos, le projet d'irrigation inclut l'amélioration de l'accès à l'eau dans les vallées anciennes, dans lesquelles les petits producteurs dépendent des débits de cours d'eau alimentés par les précipitations de la cordillère, et de l'eau de pluie. L'accès à l'eau deviendrait permanent. Les ingénieurs du projet prévoient la mise en place de systèmes d'irrigation technicisés et de haute précision, permettant de produire à coûts réduits, en remplacement d'un système d'irrigation gravitaire très consommateur d'eau et de temps de travail. Mais seulement une partie des vallées anciennes : 5 500 hectares, à proximité de la localité d'Olmos, devrait, selon les plans diffusés par le projet, recevoir de l'eau, soit une superficie bien moindre que celle qui sera irriguée dans le nouveau périmètre. Les quantités d'eau dont les parcelles bénéficieront et les tarifs auxquels elle sera achetée n'apparaissent pas clairement. Et les futures filières auxquelles les petits producteurs seront invités à participer ne sont pas encore définies : ces agriculteurs vivent donc pour l'instant dans

une situation d'incertitude quant à l'avenir. Par ailleurs, si les terres du projet ont été prises de façon autoritaire par l'État sur la propriété d'une Communauté Paysanne, les éleveurs qui les utilisaient ne recevront ni parcelles ni accès à l'eau (del Castillo, 2012 : 32 et suivantes ; travail de terrain). La direction du projet Olmos estime qu'ils feront partie des 40 000 personnes qui obtiendront un emploi, à terme, dans le périmètre irrigué.

D'autres aspects de la durabilité sociale de ces nouveaux territoires sont pris en compte par l'actuel gouvernement. Ainsi, le projet Olmos comporte un important volet de construction de logements pour les ouvriers agricoles, dans une « ville nouvelle » qui serait édiflée aux portes du périmètre irrigué. Il y a là encore une certaine continuité avec, par exemple, les programmes de logements sociaux mis en place par le projet Chavimochic, et un souci d'anticiper les problèmes à venir ; mais alors que les travaux de construction du canal qui amènera l'eau aux entreprises sont déjà très avancés, le projet de « ville nouvelle » reste flou.

## CONCLUSIONS

Dans la conclusion de leur ouvrage sur l'économie du Pérou entre 1890 et 1977, plusieurs fois réédité, R. Thorp et G. Bertram soulignaient que « [...] les tendances économiques activées par le succès du développement des exportations avaient érodé les possibilités d'un développement auto-soutenu » (Thorp et Bertram, 1985, 488). En effet, les devises obtenues permettaient de compenser le manque de soutien à l'agriculture non exportatrice par l'achat d'aliments à l'international.

La question se pose toujours aujourd'hui de la compatibilité des modèles reposant sur les exportations primaires avec le développement général d'un pays. Le Pérou a néanmoins l'avantage sur d'autres pays de ne pas dépendre d'un produit d'exportation unique. L'agriculture contribue à la diversification des exportations péruviennes et à leurs retombées, en termes d'emploi et de dynamisation de l'économie, sur une partie importante du territoire national.

Au niveau national, l'agriculture d'exportation apparaît donc comme une option satisfaisante. L'existence des accords internationaux, l'implantation consolidée des grandes entreprises et de leurs filières, mais également la génération de devises qui permettent d'agir sur l'inclusion sociale, sont autant de facteurs qui peuvent dissuader un gouvernement même nationaliste, comme celui de Ollanta Humala, de modifier une politique pourtant d'origine libérale.

Dans les régions où elle est mise en œuvre, les autorités comme les habitants sont globalement satisfaits de la dynamique que génère la grande agriculture d'exportation. Les ONG, plus réservées<sup>25</sup>, reconnaissent les apports de la création des filières nouvelles à l'économie d'un pourcentage important

---

25. C'est le cas par exemple de l'ONG CICAP à Chiclayo, très présente dans les campagnes de la région.

des petits producteurs avec lesquels elles travaillent, et soulignent des aspects plus négatifs, comme la pénibilité des horaires et des travaux des ouvriers et ouvrières. On peut aussi se poser la question des effets à long terme du modèle mis en œuvre pour une petite agriculture qui reste un élément essentiel de l'organisation de bien des territoires et sociétés locales.

C'est cependant sans doute du côté de la dégradation de l'état des ressources en eau que ce modèle risque de montrer rapidement ses limites. En effet, cette dégradation, on le voit déjà avec l'exemple de Ica, s'accompagne de la généralisation de problèmes qui avaient pu auparavant rester limités à quelques localités ou quelques familles. Mais il n'est pas dit que les intérêts de niveau national ne conservent pas, même alors, le pas sur ceux des territoires locaux.

## BIBLIOGRAPHIE

Aldana, S. Chaléard, J.-L., Mesclier, É., Salazar-Soler, C., Taylor, G., 2006. « Le bouleversement des hiérarchies territoriales au Pérou ». Dans *La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires*, Lombard, Jérôme, Mesclier, Évelyne, Velut, Sébastien, éd. Paris : Éditions rue d'Ulm, IRD éditions, pp. 249-271.

Berrío, V., (éd.), 1998. *Nueva legislación de derecho agrario*. Lima, Editorial Berrío, 314 p.

De Althaus, J., 2007. *La revolución capitalista en el Perú*. Lima : Fondo de Cultura Económica, 333 p.

Del Castillo, L., 2012. "El proyecto de irrigación de Olmos, un caso de injusticia hídrica". *Justicia Hídrica*, mars 2012, 55p.

Chaléard J.-L., Mesclier É., 2004, « Dans le nord du Pérou, l'agriculture commerciale augmente-t-elle les risques pour les petits producteurs ? », in *Espaces tropicaux et risques. Du local au global. Xè journées de géographie tropicale du Comité national français de géographie. Commission géographie des espaces tropicaux et de leur développement*, Orléans les 24, 25, et 26 septembre 2003 (G. David, dir.), Orléans, Presses Universitaires d'Orléans-IRD, pp. 279-291.

Chaléard J.L., Mesclier É., 2010. « Nouveaux acteurs, nouveaux produits et expansion du marché foncier dans le nord du Pérou, » in *Annales de géographie*, n° 676, novembre-décembre 2010, pp. 678-696.

Dollfus O., Bourliaud J., 1997, « L'agriculture de la côte péruvienne au vent du néolibéralisme », *Problèmes d'Amérique latine*, n°25, pp. 87-104.

Eguren, F., 2003, « La agricultura de la costa peruana » in *Debate Agrario*, n°35, janvier 2003, pp. 1-37.

Eguren, F., 2004. Las políticas agrarias en la última década: una evaluación. In Eguren, F., Remy M.I., Oliart, P.(ed.), *Perú: el problema agrario en debate*, SEPIA X, Lima, pp. 19-78.

Eguren F., Marapi R., 2013. "Seguridad alimentaria: más allá de la comida charata. Mesa Redonda", *Revista Agraria* n°151, mai 2013. pp. 6-10.

Fort, A., 1999. « Nuevos cultivos exportables y articulación de los pequeños productores al mercado: el caso de las menestras en Piura ». dans Ágreda, V., Diez, A., Glave, M. (éd.), *Perú: el problema agrario en debate*, SEPIA VII, pp. 89-123.

Gamero, J., 2010. *Empleo y trabajo decente a un año del TLC con EE.UU.* Lima: RedGE et CEPES.

Gobierno Regional de Lambayeque, 2011. *Proyecto Irrigación Olmos. Sistema de distribución lotización planta general.* Carte, 1 feuille, décembre 2011.

Gorriti, J., 2003. "¿Rentabilidad o supervivencia? La agricultura de la costa peruana". In *Debate Agrario* 35, pp. 39-64.

Gonzales de Olarte, E. 1998. *El neoliberalismo a la peruana. Economía política del ajuste estructural, 1990-1997.* Lima, IEP, 146p.

INEI (Instituto Nacional de Estadística e Informática), 2007. Censos Nacionales 2007: XI de Población y VI de Vivienda, disponible sur le site <http://www.inei.gob.pe>

INEI (Instituto Nacional de Estadística e Informática), 2012. *IV Censo Agropecuario Nacional 2012. Resultados preliminares.* Lima, 93p.

INEI (Instituto Nacional de Estadística e Informática), 2013. *Indicadores económicos: Producto Bruto Interno 1992-2013 (Variación % anual).* Disponible sur le site <http://www.inei.gob.pe>

Lajo, M., 1988. *Dependencia alimentaria y reactivación de la crisis.* Perú 1970-1985-1988. Lima, Cenes, 273p.

León, J., 2009. *Agroexportación, empleo y género en el Perú. Un estudio de caso.* Lima: CIES et COPLA.

Marshall, A., 2009. *S'approprier le désert. Agriculture mondialisée et dynamiques socio-environnementales sur le piémont côtier du Pérou*, 493 p. ; Paris : Université de Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Thèse de Doctorat.

Marshall, A., 2011. Terres gagnées et terres perdues. Conséquences environnementales de l'essor de l'agro-industrie dans un désert de piémont. *Bulletin de l'Institut Français des Etudes Andines* 40(2), 2011. pp. 375-396.

Marshall, A., 2012. Contrats agraires dans les oasis du piémont péruvien. *Economies et sociétés*, série "systèmes agroalimentaires". n°10-11/2012. Isméa. Les Presses. pp. 1945-1968.

Mesclier, É., 2009. « Le titrage des terres, instrument d'une restructuration orientée de l'agriculture péruvienne », in Colin J.-P., Le Meur P.-Y. et Léonard E., *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales.* Paris, Karthala, pp. 445-475.

Mesclier É., Chaléard J.-L., 2008. « Pequeños productores y vinculación a los mercados internacionales : estudios de caso en el Perú » in *Debate Agrario*, n° 43, pp. 89-104.

Minag (Ministerio de Agricultura), 2003. *Comercio exterior agrario. Diciembre 2003*. Disponible sur <http://www.minag.gob.pe>

Minag (Ministerio de Agricultura), 2011. *Comercio exterior agrario. Diciembre 2011*. Disponible sur <http://www.minag.gob.pe>

Minag (Ministerio de Agricultura), 2012a. *Comercio exterior agrario. Diciembre 2012*. Disponible sur <http://www.minag.gob.pe>

Minag (Ministerio de Agricultura), 2012b. *Plan Estratégico Sectorial Multianual 2012-2016*. Lima, 123p.

Oré, M.-T. 1998. De la reforma agraria a la privatización de tierras y aguas: el caso de la costa peruana. In Boelens R., Dávila G., Menchú R. *Buscando la equidad. Concepciones sobre justicia y equidad en el riego campesino*. Van Gorcum & Comp, pp. 286-297.

Oré, M.-T., 2009. Panorama institucional de la gestión del agua en la región andina. In Oré, M.-T. (coord.), *El agua, ante nuevos desafíos. Actores e iniciativas en Ecuador, Perú y Bolivia*. IEP, Oxfam Internacional. pp. 47-90.

Oré, M.-T., Bayer, D., Chiong, J., Rendón, E., 2012. "Emergencia hídrica y explotación del acuífero en un valle de la costa peruana: Ica". In *Perú: el problema agrario en debate, SEPIA XVI*. pp. 586-613.

Saavedra, J., Maruyama, E., 2000. *Estabilidad Laboral e Indemnización: Efectos de los Costos de Despido sobre el funcionamiento del Mercado Laboral Peruano*. Documento de Trabajo No. 28. Lima: Grupo de Análisis para el Desarrollo - GRADE.

SUNAT (Superintendencia des Douanes et de l'Administration Fiscale), 2011. *Anuario Estadístico 2011*. Disponible sur : <http://www.aduanet.gob.pe/aduanas/informae/anuario11.html>

Thorp, R., Bertram, G., 1985. *Perú 1890-1977 : crecimiento y políticas en una economía abierta*. Lima, Mosca Azul editores, 564p.

Velazco Ja., Velazco Ju., 2012. "Características del empleo agrícola en el Perú," in Cecilia Garavito et Ismael Muñoz (éd.), *Empleo y Protección social*, Departamento de Economía – Pontificia Universidad Católica del Perú, pp. 161-211.

Velasquez Benites O., 2001. *La Comunidad Campesina en el Perú y los retos por la supervivencia*. Trujillo, Universidad Nacional de Trujillo, 306p.

Webb, R. Fernández Baca, G., 1990. *Almanaque estadístico Perú en Números 1990*. Lima: Cuánto S.A., 975p.

---

# ÉVOLUTION DES CONFLITS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX AU PÉROU : UNE LECTURE GÉNÉRALE

---

*César BEDOYA\**, *Isabel HURTADO\*\**

À la mémoire de notre amie Marguerite Bey, spécialiste du Pérou.

## INTRODUCTION : HISTOIRE RÉCENTE DE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE AU PÉROU

Au milieu des années 1990, un cycle des graves conflits sociaux se termine, qui avait été marqué par le développement du conflit armé interne, initié au début des années 1980. Les acteurs impliqués étaient d'un côté deux organisations armées, Sentier Lumineux et le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru, de l'autre, l'État péruvien, la société péruvienne dans son ensemble étant prise au milieu de la bataille. Le solde final des victimes enregistrées par le Rapport Final de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR, 2004), a été d'environ 69 000 citoyens morts ou disparus. 75 % des victimes avaient comme langue principale le quechua ou d'autres langues natives; 55 % travaillaient dans l'agriculture ou l'élevage. Les régions les plus affectées par la violence ont été les départements d'Ayacucho, Huancavelica, Apurímac et Huánuco, quatre des cinq départements les plus pauvres du pays avec les taux de ruralité les plus élevés.

Comme l'indique le Rapport de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation, il y a eu plus de morts pendant les 10 ans et un peu plus qu'a duré le conflit armé interne que pendant 182 ans de vie républicaine. Même les guerres contre le Chili et l'Équateur n'avaient pas généré autant de souffrance et de désarroi.

---

\* César Bedoya García est sociologue, professeur de l'Université *Pontificia Universidad Católica del Perú* et membre de l'association ProDiálogo (Prévention et Résolution des Conflits).

\*\* Isabel Hurtado Galván est économiste, consultante indépendante et professeure invitée de l'Université *Nacional Mayor de San Marcos*.

Une fois finalisé le cycle du conflit armé interne, suite à la capture des principaux leaders des organisations en armes, une nouvelle étape s'est ouverte, marquée par le reflux de la conflictualité sociale dans le pays. Le gouvernement du Président Fujimori mit un terme à un ordre institutionnel et un modèle de développement structurés autour de l'État comme agent économique central (Wise, 2003). Il lança un programme de réformes structurelles qui ouvrirent la voie à un nouveau modèle de développement de caractère néolibéral, orienté par les principes du Consensus de Washington (Gonzales de Olarte, 1998). Le nouveau modèle instauré s'exprima à travers un programme d'ajustement structurel dont l'objectif central était de s'attaquer aux déséquilibres macroéconomiques, transformer radicalement la structure productive du pays et l'orienter principalement vers la croissance de la production de biens marchands d'exportation. L'ensemble des mesures engagées était axé autour de la réforme des structures institutionnelles qui régissaient la production, la circulation, la distribution et la consommation, redéfinissant les rôles économiques de l'État et du marché. Ce modèle est toujours en vigueur jusqu'à nos jours.

La société ayant vécu préalablement un processus critique de crise économique et sociale<sup>1</sup>, pendant la période de mise en place de ce nouvel ordre, les protestations sociales ont été plutôt rares jusqu'à fin 1997. C'est alors que, selon les statistiques, elles vont reprendre, puis au début de l'année 2000 qu'elles vont augmenter considérablement, en rejet à la réélection du gouvernement de Fujimori<sup>2</sup>. Quelques analystes suggèrent que l'évolution de la conflictualité sociale dans le pays a été marquée par la « régression autoritaire » (Lynch, 2009) expérimentée entre l'auto-coup d'état du mois d'avril 1992 et les débuts du gouvernement de transition du Président Paniagua (2000). En 1995, 185 manifestations étaient enregistrées, en 1997, 340, pour atteindre en 2001, 720.

Entre 2000 et 2005, des années qui coïncident avec le gouvernement de transition du Président Valentín Paniagua et l'élection du Président Alejandro Toledo, la conflictualité sociale augmente encore. On peut identifier à ce jour quatre conflits qui ont marqué des étapes importantes de ce processus. Le premier est en rapport avec l'opposition ferme des agriculteurs (exportateurs de citrons et de mangues) de la localité de Tambogrande (département de Piura) au développement d'un projet minier soutenu par l'en-

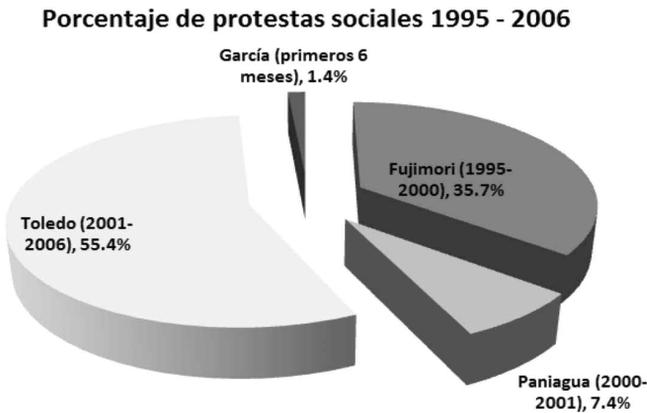
---

1. Les trois dernières années du premier gouvernement d'Alan García furent caractérisées par une crise de la gouvernance, associée à une hyper inflation galopante, une dévaluation constante, une manque totale de produits de première nécessité, et un abandon de l'État, comme résultat du conflit interne qui atteignait des portions toujours plus importantes du territoire péruvien (1988-1990).

2. Beaucoup de leaders de l'opposition au gouvernement de Fujimori furent persécutés, et quelques leaders syndicaux assassinés dans des circonstances encore non élucidées, dans des actions perpétrées soit par le Sentier Lumineux soit par le Groupe paramilitaire Colina.

entreprise canadienne Manhattan Minerals (Paredes, 2008). Bien que le conflit datât de la fin des années 1990, les mobilisations collectives les plus importantes se déroulèrent entre les années 2000 et 2001. Le deuxième conflit, appelé la “geste d’Arequipa” ou “l’Arequipazo”, au début des années 2002, consista en une révolte violente manifestant le rejet de la tentative du gouvernement de Toledo de privatiser l’Entreprise Génératrice d’Énergie Électrique d’Arequipa. Les manifestations furent tellement radicales qu’on déclara la ville en état d’urgence (Tejada, 2009), pendant plus de quinze jours. Finalement, grâce à un Comité constitué au plus haut niveau, avec des Ministres d’État, et en comptant avec la médiation de l’Église, fut prise une série d’accords, dont l’annulation de la mise en concession de l’entreprise génératrice d’énergie. Le troisième conflit, semblable à celui de Tambogrande, se déroula à Cajamarca, autour de la défense de l’intangibilité du mont Quilish, face à la tentative de l’entreprise minière Yanacocha d’y développer ses opérations aurifères (Lingán, 2008). Les mobilisations furent massives et conduisirent l’entreprise à renoncer à son projet. Le quatrième conflit emblématique concerne la confrontation entre les habitants des villages et les autorités locales du district d’Ilave, Puno, en avril 2004 (Pajuelo, 2009), qui se termina avec l’assassinat en public du maire dudit district<sup>3</sup>.

**Graphique 1 : Le pourcentage des protestations sociales, par période, entre 1995 et 2006**



Source : Grompone et Tanaka, 2009.

3. Le district est la plus petite maille de la démarcation administrative et politique du Pérou.

La proportion des conflits enregistrés selon chaque gouvernement pour la période 1995 - 2006 confirme la prédominance de la période correspondant au mandat de A. Toledo, sur un total de 5 443 manifestations sociales (graphique 1, selon Grompone y Tanaka, 2009). Le début d'une nouvelle transition démocratique, après les événements qui avaient provoqué la démission du Président Fujimori, initiait paradoxalement un cycle de manifestations sociales avec des revendications d'ordre politique, concernant les conditions de travail, ou encore les budgets alloués par l'État, entre autres.

À partir de 2005, les chiffres diffusés par l'institution chargée de la Défense des Droits<sup>4</sup> commencent à rendre compte d'une singulière tendance : les conflits socio-environnementaux finissent par dominer la scène sociale. Dorénavant, ce type de conflit restera le plus significatif, avec entre 48 % et 50 % du total de conflits enregistrés au niveau national. Les acteurs en litige sont généralement les entreprises extractivistes, fondamentalement minières, et les communautés locales concernées par leurs activités. Parmi les sujets de controverse, on trouve les conséquences réelles ou perçues de ces dernières sur l'utilisation des ressources naturelles (air, eau, sol) ; les conséquences réelles ou perçues sur la santé des personnes; et les espoirs déçus quant aux évolutions de l'accès à l'emploi, de la distribution de fonds pour le développement, de l'accès aux services sociaux, entre autres (Defensoría del Pueblo, 2007).

Ainsi, dans la continuité, d'autres conflits apparaissent, principalement dans le domaine socio-environnemental. Pendant le gouvernement d'Alan García (2006 – 2011), se produisit la manifestation la plus emblématique, le *Baguazo*<sup>5</sup> (Alimonda *et al.*, 2009), en juin 2009, après deux mois de mobilisation d'un groupe d'organisations de peuples autochtones d'Amazonie. Les antécédents remontent à 2008, lorsque ces organisations se sont opposées à une série de décrets législatifs du gouvernement central, dont elles considéraient qu'ils affecteraient leurs territoires communaux. Cette contestation laissa un solde sanglant de trente morts, dont vingt-quatre membres des forces de police pris en otage par les indigènes dans les installations d'un campement pétrolier. Selon les chroniques disponibles, 3600 indigènes avaient pris part au mouvement dans la région. Les décrets législatifs risquaient de remettre en question la protection des territoires des communautés natives : leur objectif était "de mettre de l'ordre" et "de formaliser" l'accès aux terres rurales dans des délais déterminés et également d'établir des politiques de promotion agricole par la création des nouvelles formes d'entrepreneuriat. Face à la manifestation, des hauts fonctionnaires du gouvernement ont indiqué que les réclamations des organisations indi-

---

4. Cet organisme autonome de l'État, chargé de recueillir les plaintes des citoyens en ce qui concerne leurs droits fondamentaux, a été créé au Pérou en 1993.

5. L'expression vient du nom du chef-lieu de province, Bagua.

gènes mettaient en péril la souscription de l'Accord de Libre Commerce (TLC) avec les États-Unis, et que l'annulation des décrets était donc impossible. À ces manifestations en succéderaient d'autres, tout aussi exacerbées, comme celles qui s'opposaient à l'activité minière (départements d'Arequipa, Cusco), à la construction de centrales hydro-électriques (Arequipa, Cusco, Puno), à la pollution provoquée par l'activité pétrolière (Amazonas). Actuellement, les trois conflits les plus importants sont en rapport avec l'activité minière: Espinar, dans le département de Cusco, Conga, dans celui de Cajamarca et Cañaris, dans celui de Lambayeque. Ces conflits opposent des communautés locales, des entreprises minières et des agents de l'État.

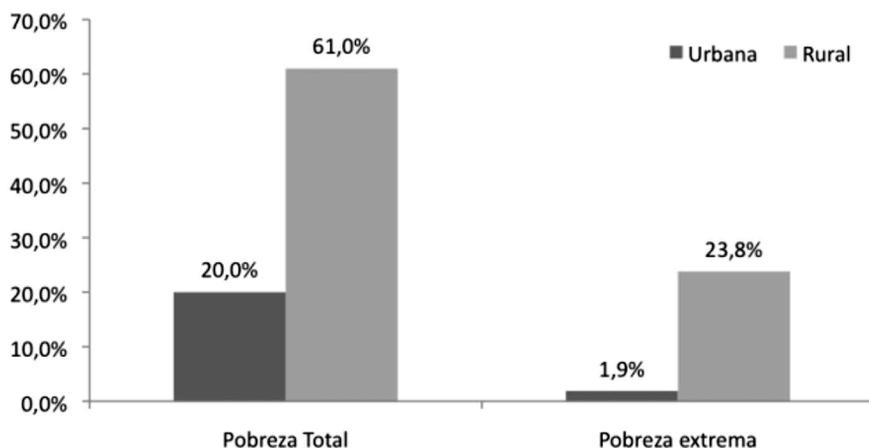
### DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES ET INSTITUTIONNELLES ASSOCIÉES À LA CONFLICTUALITÉ

Les années 2000 ont été une période de transformations dans la structure sociale et politique du pays. Par certains aspects, ces changements fondamentaux ont favorisé une plus grande cohérence nationale, comme dans le cas du processus de décentralisation, de l'élargissement des espaces de participation citoyenne dans la gestion publique (Remy, 2005), et dans celui des quelques tentatives de modernisation de l'appareil de l'État. Cependant, des défis majeurs subsistent, qui demandent à être relevés avec plus de rapidité et d'efficacité, comme ceux de la pauvreté, de la pauvreté extrême et des inégalités internes, qui persistent ou diminuent très lentement, surtout dans les régions rurales des hauts plateaux andins ou de l'Amazonie. Cela reste vrai même dans un scénario de croissance économique durable qui persiste depuis plus d'une décennie, mais reste encore marqué par une logique d'inclusion restreinte. Ainsi, les écarts entre les niveaux de pauvreté et de pauvreté extrême qui caractérisent les milieux urbains d'un côté, ruraux de l'autre, restent immenses (graphique 2).

Dans le contexte d'une expansion marquée par des activités extractives, fondamentalement minières, en plus de l'exploitation pétrolière, gazifière, des ressources halieutiques, forestière et hydro énergétique, la représentation politique reste en état de crise et la fragmentation sociale demeure, ce qui se complète par l'incapacité de l'appareil d'État à couvrir tout le territoire national, d'y marquer son autorité et d'y distribuer de façon efficiente les biens publics. À tout cela, nous pouvons ajouter les faibles capacités, des autorités au niveau infra-national et des leaders de la société civile, ainsi que des agents publics et privés, à construire des espaces pour la délibération, le dialogue et une participation constructive qui puisse prévaloir sur les arguments confrontationnels ou violents.

Un autre aspect qui est une source permanente de conflits autour de la gestion du pouvoir local est lié à la notable croissance expérimentée par les budgets publiques de certains gouvernements régionaux et gouvernements locaux, comme conséquence de la redevance sur les activités minières et d'exploitation des hydrocarbures. D'importants fonds fiscaux ont été versés aux localités qui concentraient les investissements des entre-

**Graphique 2 : Pérou, 2012 : Pourcentages de la population en situation de pauvreté et pauvreté extrême en milieu urbain et rural**



Source: INEI, ENAHO 2013.

prises extractivistes. À partir de 2003, le processus de décentralisation de l'État péruvien va s'inscrire dans le système de gestion de l'administration publique<sup>6</sup>, après presque deux siècles d'un gouvernement centraliste qui avait privilégié la concentration des infrastructures et des services à Lima<sup>7</sup> au détriment des économies régionales.

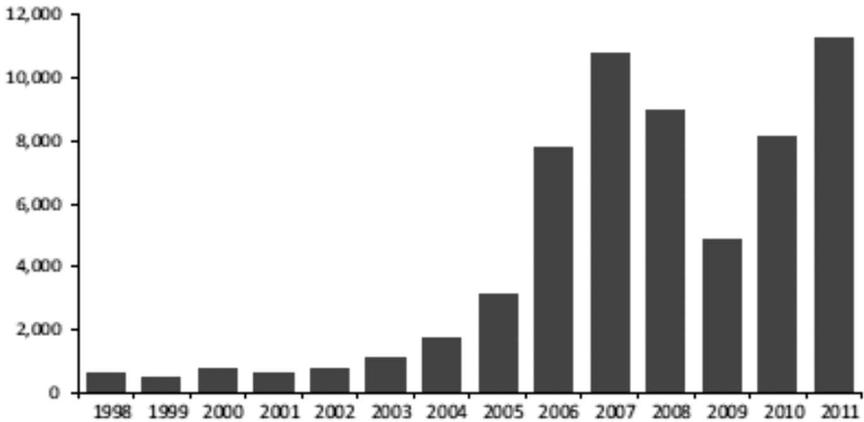
Cette étape coïncide avec la hausse internationale des prix des minerais, stimulée par la croissance des économies émergentes. Ainsi, le processus graduel de décentralisation de l'État a pu compter, à partir de 2006, sur des sources des revenus fiscaux internes qui se sont élevés à plus de 11 milliards de nouveaux soles<sup>8</sup> en 2011, après que la crise mondiale de 2008 a généré une diminution en 2009 (graphique 3, selon IPE, 2012). Le montant perçu comme redevance (50% de la collecte de l'impôt sur le revenu des entreprises minières, appliqué sur les utilités), est redirigé vers les instances de gouvernement infra-nationales pour qu'elles les investissent principalement dans la construction d'infrastructures.

6. Dans ce processus on transfère graduellement la fourniture d'infrastructures et de services de base, de santé et d'éducation.

7. Lima représente environ 27 % de la population péruvienne, selon les recensements de la population des trois dernières décennies.

8. Un euro vaut 3,6 nouveaux soles en juin 2013.

**Graphique 3 : Activité minière: revenus fiscaux internes 1998 – 2011  
(Millions de Soles)**



Source: Pérou: Superintendencia de administración tributaria.

D'après l'Institut Péruvien d'Économie, 2012.

L'exécution de la dépense publique décentralisée a constitué un grand défi, compte tenu de la faible capacité de gestion publique dans les espaces régionaux et locaux (PRODES 2013). En plus, l'existence de la redevance a généré de nouvelles inégalités de croissance entre les régions, voire même à l'intérieur de certaines agglomérations, en augmentant les inégalités de revenus, comme à Cajamarca, avec, pour héritage, la présence de conflits jusqu'à nos jours. Cette région a connu une croissance importante du produit régional entre 1992 et 2005, en bonne partie due à l'activité minière, ce qui a permis de répondre à la demande complexe et jusqu'alors peu satisfaite de services (Mendoza et Gallardo, 2011). Toutefois, de vastes secteurs de la population ne disposent pas encore d'eau potable dans leurs logements<sup>9</sup>.

Inhérent à ce type de développement régional, une forte dépendance de la croissance à la redevance va se structurer graduellement (Barrantes *et al.*, 2012). Ce cercle vicieux rend urgente la recherche de meilleurs niveaux d'efficacité dans la dépense publique, dans un cadre plus redistributif, qui cherche à compenser les tendances à la polarisation qu'apporte avec elle l'activité minière. Une grosse partie des bénéfices du boom minier a été monopolisée par la population qui possédait les actifs sociaux les plus importants, tandis que les groupes les plus vulnérables subissaient les effets d'une plus grande inégalité des revenus, en raison de l'absence de biens publics et d'appui à un processus graduel de transition (Zegarra *et al.*, 2007).

9. Selon l'INEI, recensement 2007, seulement 59% des foyers disposait de la connexion à l'eau potable.

Un défi supplémentaire concerne les problèmes de délimitation territoriale qui subsistent au niveau local : vers 2003, “92 % des provinces et 80 % des districts ne se trouvaient pas délimités convenablement” (Barrantes *et al.*, 2012). Ces problèmes de limites peuvent revêtir une importance particulière lorsque des activités minières sont en jeu.

## APPROCHES ET INTERPRÉTATIONS DE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE

La Commission de la Vérité et de la Réconciliation a présenté un ensemble de facteurs expliquant comment se sont trouvées réunies les conditions du surgissement et de l’expansion du conflit armé interne au Pérou, depuis son début en 1982, jusqu’à sa fin, qui coïncide avec les captures des principaux leaders des organisations armées, au milieu des années 1990 (CVR, 2004). Ce sont des facteurs historiques, parmi lesquels se trouvent le centralisme marqué qui provoque un écart énorme entre la capitale, Lima, et les provinces de l’intérieur du pays, surtout rurales; les anciennes divisions de caractère social, qui loin de disparaître, persistent et créent des distances concrètes et symboliques, entre les métis, les blancs et les indiens (Degregori, 1988 ; CVR, 2004). Ce sont également des facteurs institutionnels, parmi lesquels un État à la légitimité contestée, une citoyenneté limitée, une modernité restreinte, ce qui s’exprime dans une persistante inégalité d’ordre social, économique et politique. Ce sont enfin des facteurs conjoncturels, parmi lesquels une crise économique durable, aggravée par le poids d’une dette externe exorbitante, des désastres naturels et une mauvaise gestion de la politique économique, qui vers la fin des années 1980 avait amené l’État pratiquement à la banqueroute ; des vides de pouvoir surtout dans de grandes parties de la région andine, où le processus de réforme agraire des années 1970 avait démantelé des structures de pouvoir et d’autorité qui n’avaient pas été complètement remplacées par celles qui auraient dû assurer une réelle démocratisation ; et la faiblesse du système politique, qui avait débouché sur une crise de la représentation qui débutait et qui s’exprime plus fortement aujourd’hui.

Pour essayer d’expliquer la conflictualité sociale à partir de ce qui est survenu pendant le conflit armé interne, on a tenté de mettre en regard quelques hypothèses (Meléndez, 2004) : Existe-t-il une continuité entre la matrice de violence politique qui s’était développée à partir de la décennie 1980 et les conflits actuels entre les autorités et les citoyens ? La pauvreté a-t-elle été le “bouillon de culture” des conflits sociaux ? L’existence et l’utilisation des mécanismes formels de participation citoyenne diminuent-elles les possibilités de conflit social ? La perte de légitimité des partis politiques nationaux dans les régions les plus éloignées du centre stratégique du pays et le rôle des hommes politiques se disant indépendants en tant qu’autorités de l’État augmentent-ils les risques d’un regain de violence sociale à partir des conflits sociaux ?

En ce qui concerne la première hypothèse, on ne perçoit pas forcément une corrélation directe entre la carte de l’incidence du conflit armé interne

et la carte de l'incidence des conflits sociaux. Les zones où se développent actuellement des dynamiques de conflictualité se répartissent de façon indifférente à celles où la violence politique s'était auparavant installée avec la plus grande intensité, ce qui suggère qu'il n'existe pas une matrice unique de la violence qui serait à la base de l'actuelle conflictualité sociale. Quant à la deuxième hypothèse, il n'y a pas de doute que la pauvreté ainsi que l'inégalité peuvent être une source d'insatisfaction pour les citoyens, et de fait, la plupart des conflits socio-environnementaux se localisent dans des espaces ruraux avec des taux élevés de pauvreté et de pauvreté extrême, mais ce n'est qu'un des facteurs qui influent sur l'activation de la conflictualité sociale, sans en être le facteur déterminant. Par rapport à la troisième hypothèse, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les espaces de la participation apparemment se transformèrent en une arène politique ouverte, surtout pour les conflits qui opposent les citoyens aux autorités locales et régionales; ce qui s'exprime par le recours au mécanisme de la révocation du mandat des autorités, qui dernièrement a été utilisé avec fréquence, à tel point qu'en 2004, une ou des demandes de révocation avaient été présentées dans 95 des 194 provinces du pays, soit 49 % d'entre elles ; ces mécanismes s'avèrent même la plupart du temps insuffisants et sont outrepassés. Par rapport à la quatrième hypothèse, il semble que le système politique péruvien ait été largement accaparé par des opérateurs autonomes, dotés de filiations fluctuantes et qui suivent leurs propres agendas.

Avec la fin du cycle de la crise des années 1980, un autre s'ouvre, marqué par un virage quant au modèle de croissance adopté et au rôle de l'État. Certains auteurs (Cotler, 2008) estiment que les nouvelles logiques de la relation entre capitalisme et démocratie, accumulation privée et participation politique, fournit les bases nécessaires au déclenchement de conflits, en raison du caractère antagonique des acteurs sociaux en présence et de la faible autonomie de l'État lorsqu'il s'agit de concilier différents intérêts, ce qui génère une dynamique de convulsion sociale intense. Une fois terminée l'étape de « régression autoritaire » du gouvernement du Président Fujimori, la reconstitution démocratique encouragea la réorganisation et la réarticulation de secteurs de la société auparavant exclus et réduits au silence, ce qui a donné lieu à des demandes de toutes sortes. En ce sens, le nouveau cycle de conflictualité sociale s'expliquerait par le changement politique ainsi que par l'expansion du capitalisme, dans le contexte de la croissance économique. C'est ainsi qu'apparaît un nouveau scénario marqué par des conflits de caractère redistributif, avec des acteurs qui oscillent entre l'exigence de participer à la croissance et l'opposition à un modèle qu'ils ressentent comme exclusif.

Aux interprétations de la conflictualité sociale qui mettent l'accent sur la contradiction, persistante tout au long de la dernière décennie, entre une croissance économique soutenue et une redistribution limitée de la richesse, ou qui tentent d'expliquer la conflictualité par l'ouverture du champ politique à des acteurs divers, dans le cadre du passage d'un gouvernement autoritaire (Fujimori) à un gouvernement démocratique (Paniagua, Toledo, García), s'ajoute celle qui souligne l'absence de liens d'intermédiation po-

litique entre citoyens et autorités qui permettraient d'établir des processus ordonnés de canalisation de demandes et une représentation politique adéquate (Meléndez, 2005). Face à cette faiblesse structurelle de la représentation politique, des agents intermédiaires et des opérateurs politiques qui servent de points d'articulation vont apparaître et stimuler la contestation, encourageant une action collective plutôt fragmentaire, pragmatique et circonstancielle, qui répond à une corrélation définie de forces localisées et à des agendas qui combinent des demandes pour des biens publics comme privés.

En général, domine l'idée selon laquelle les conditions de l'actuelle conflictualité se sont configurées justement pendant le gouvernement de Fujimori (1990-2000). Durant ce régime, d'une part, les droits fondamentaux ont été restreints et peu protégés, et les mouvements sociaux réprimés et affaiblis ; et d'autre part, a été mise en place toute une série de changements économiques et légaux qui ont impliqué l'affaiblissement institutionnel de l'État, l'aggravation de la crise de la représentativité politique, ainsi que la promotion active de la présence du secteur privé dans l'exploitation des ressources naturelles comme axe du modèle de développement, dans des contextes culturels et sociaux traditionnellement exclus de la participation politique et économique. Ce processus a aggravé la détérioration des relations sociales et renforcé le sentiment d'exclusion et d'inégalité. Malgré cela, les demandes collectives furent contrôlées, réprimées et rendues invisibles au lieu d'être abordées dans leur complexité. De cette façon, avec le retour à la démocratie, un ordre du jour social jusqu'alors contenu émergea au milieu d'un espace institutionnel affaibli et incapable de répondre efficacement à la grande pression existante. Dans les dernières années, ce contexte a été dynamisé par les progrès du processus de décentralisation et la croissance économique. Finalement, ceci implique une double tension distributive : du pouvoir politique, entre l'échelle nationale, régionale et locale, et des bénéfices de la croissance (compensations, redevances, avantages directs, etc.) générés principalement par l'activité minière.

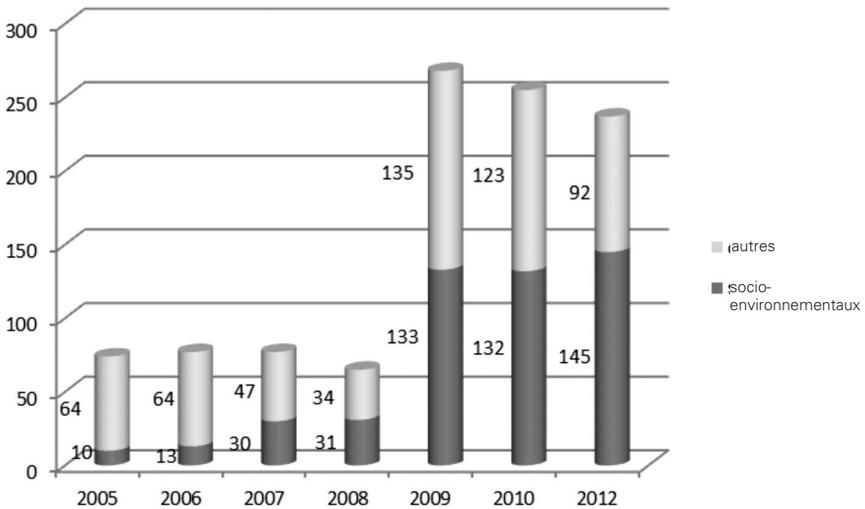
## **CENTRALITÉ ET PARTICULARITÉS DES CONFLITS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX**

Dans sa définition la plus directe, le conflit socio-environnemental est un conflit dans lequel les acteurs se disputent l'usage, la gestion ou le contrôle des ressources naturelles. En développant davantage cette première idée, on peut dire que les conflits socio-environnementaux mettent en cause certaines pratiques dans l'utilisation et l'exploitation des ressources de la nature qui, parce qu'elles affectent ou dégradent les écosystèmes, peuvent conduire à des mouvements, des modifications, des changements et/ou une désarticulation de la structure des relations entre les différents acteurs à l'intérieur de la société (Ortiz, 1997). D'autres auteurs élargissent le concept en proposant des catégories pour distinguer les éléments centraux derrière les conflits socio-environnementaux : les conflits dus simplement à la rareté de la ressource ; ceux qui concernent

l'identité du groupe ; et les conflits par privation relative (Homer-Dixon, 1991). L'institution chargée de la Défense des Droits n'explicité pas le concept de conflit socio-environnemental de façon opérationnelle, mais par contre désigne le conflit social comme une confrontation publique entre des acteurs qui cherchent à avoir une influence dans l'organisation de la vie sociale (Defensoría del Pueblo, 2005).

En 2005, le nombre moyen des conflits sociaux enregistrés chaque mois par l'institution chargée de la Défense des Droits atteignait 74, parmi lesquels 10 étaient classés dans la catégorie de « conflits environnementaux miniers ». La tendance est ensuite à une croissance de la part des conflits socio-environnementaux dans la conflictivité péruvienne, qui atteint un pic en 2009 (graphique 4). Depuis le premier trimestre 2013, le nombre des conflits, à partir de la même source, a été de 203, parmi lesquels 139 étaient de caractère socio-environnemental.

**Graphique 4 : Importance des conflits socio-environnementaux au Pérou entre 2005 et 2012**



Source: Rapports de la Defensoría del Pueblo.

Plusieurs auteurs (De Echave *et al.*, 2009; Caballero et Cabrera, 2009) rendent compte de la centralité que les conflits socio-environnementaux commencent à acquérir à partir du deuxième semestre 2005. Si on les analyse plus en détail, la plupart d'entre eux ont un rapport avec des thèmes miniers : ce sont des disputes ou des controverses entre communautés locales et entreprises minières. Dans une étude récente sur la conflictivité sociale au Pérou, Caballero et Cabrera distinguent les conflits socio-environnementaux en fonction des différentes étapes du cycle minier, en pointant qu'ils sont de nature et de portée différentes, selon s'il s'agit d'une étape

d'exploration ou de production, et qu'ils évoluent probablement en accumulant des demandes et des plateformes qui se différencient des demandes initiales. D'autre part, ils suggèrent que si on tient compte des tendances, il serait possible de conclure que nous sommes face à un climat de confrontation ouverte entre les populations et les industries extractives, principalement l'industrie minière, mais qu'en fait ce n'est pas tout à fait cela, car il s'agit plutôt de processus complexes de conflits et de négociations particulières entre communautés ou populations et les projets qui s'installent dans ces secteurs. En ce qui concerne les conflits qui se déclenchent pendant la phase d'exploration, on a en général ceux qui ont à faire avec l'obtention de permis et contre-prestations, avec les demandes d'emploi et de fonds pour des projets de développement et avec les demandes de services sociaux de base. Au cours du processus, d'autres conflits se développent en raison du non respect des accords et, très probablement, si le projet passe à la phase de construction, le nombre de demandes va s'accroître, du côté de l'emploi, des fonds pour les projets de développement et de nouveaux ordres du jour de caractère plus privé surgissent, qui sont en rapport avec des contrats de services d'entreprises locales, entre autres. En fait, pour les auteurs, il n'existe pas un mouvement massif et articulé « anti minier » mais plutôt de multiples scénarios d'interaction conflictuelle avec leurs propres agendas et logiques de négociation (Caballero et Cabrera, 2009).

Un collectif d'organisations, parmi lesquelles l'Université Nationale Maggiore de San Marcos, la Confédération Nationale de Communautés du Pérou affectées par l'exploitation minière et l'ONG Coopération, ont édité un livre qui comprend plusieurs essais (De Echave *et al.*, 2009). Ceux-ci proposent une série d'idées de fond pour comprendre la conflictualité socio-environnementale dans le pays. En premier lieu, ils constatent que le processus de néolibéralisation est un projet de reconstruction et de reterritorialisation des sociétés en développement, à partir de coalitions de pouvoirs *de facto* à l'échelle mondiale, qui cherchent à refonder les États, à travers les traités de libre échange commercial et les politiques de privatisation et dérégulation. On cherche à réorganiser les espaces nationaux, à les mettre en valeur par le biais de régimes légaux et de politiques qui facilitent leur intégration dans les réseaux transnationaux d'investissement, de production et de commerce, en imposant les logiques du marché sans mécanismes adéquats de régulation - l'exploitation des ressources naturelles jouant un rôle central dans ce modèle. Face à ce scénario, la société civile s'organise, génère de nouveaux discours et résiste sur le mode de l'opposition comme de la proposition d'alternatives. C'est dans ce cadre global qu'il faut comprendre la conflictualité entre les entreprises extractives et les communautés locales.

Dans une étude éditée par Anthony Bebbington (Bebbington (éd.), 2009), plusieurs auteurs appuient leur analyse des effets des industries extractives, principalement la minière, dans des régions du Pérou, de la Bolivie, de l'Équateur et du Guatemala, sur la perspective théorique de l'écologie politique. Ils explorent les relations entre le développement de l'activité mi-

nière à grande échelle, les réactions des paysanneries et l'apparition de mouvements sociaux. Leurs conclusions sont structurées à partir de trois champs d'analyse : celui de la néolibéralisation, celui de la transnationalisation et celui de la mobilisation. Se trouvent identifiés les liens entre le néolibéralisme, les réformes institutionnelles et l'ensemble des changements qui ont eu lieu dans les droits d'accès et de contrôle des ressources naturelles. L'importance que les acteurs mondiaux ont acquise dans les transformations en cours à tous les niveaux, même local, les impacts que cela a sur la trajectoire de développement des territoires locaux, les conflits qui surgissent autour de ces processus de changement, génèrent de nouvelles formes de mobilisation et d'action collective qui se produisent à différents échelles.

L'institution chargée de la Défense des Droits, à la demande du Congrès de la République, a offert sa propre lecture des causes des conflits socio-environnementaux liés à l'activité minière. L'étude vérifie l'importance de ce type de conflits, identifié comme un problème grave qui « affecte, en même temps, les droits fondamentaux de nos citoyens, l'investissement privé – indispensable pour le progrès économique et le bien-être du Pérou – et l'État » (Defensoría del Pueblo, 2007). Parmi les causes des conflits que le rapport détecte sont mentionnés la faiblesse institutionnelle et le manque de présence de l'État, la position « anti minière » et les agendas occultes de quelques leaders et organisations, la crainte, fondée ou non, de la pollution des ressources naturelles, les problèmes d'exclusion, d'inégalité et de discrimination, le non respect des droits fondamentaux, la méfiance envers l'État dans son rôle de protecteur de l'environnement, l'incompatibilité présumée entre les différentes activités économiques, les agissements de certaines entreprises qui n'assument pas leur responsabilité et manquent à leurs engagements sociaux et environnementaux. Quant aux impacts des conflits, le rapport souligne leurs conséquences économiques aux niveaux local, régional et national, leurs effets sociaux (ils entravent les relations sociales entre les agents) et politiques (ils entraînent un affaiblissement des structures d'autorité).

Les litiges en cours montrent que les communautés locales essaient d'obtenir plus de bénéfices de la présence de la compagnie minière, le respect de leurs modes de vie, ainsi que des mesures de protection des ressources naturelles, autant pour préserver les activités économiques traditionnelles (agriculture, élevage et pêche) que l'environnement lui-même. Plus ponctuellement, nous avons identifié comme sujets clés : l'accès au système d'emploi rotatif des entreprises ; le recrutement d'entreprises communales comme fournisseurs locaux ; l'installation de services sociaux (dispensaires, salles de classe, eau, électricité, canaux d'irrigation, etc.) ; le contrôle et l'utilisation des ressources hydriques ; la pollution de l'environnement (air, eau, sol, flore et faune) ; les préoccupations liées à la santé de la population locale (par exemple, traces de plomb dans le sang) ; l'accès à la terre pour l'exécution de travaux d'exploration et d'exploitation minière ; la perception de phénomènes de traitement abusif, de manque de communication et de non respect des engagements de la part des entreprises ; les demandes lo-

cales et régionales quant aux possibilités de développement social et économique ; la gestion des fonds fiduciaires, des fonds sociaux et de la redevance sur l'activité minière.

En ce qui concerne les facteurs qui façonnent la dynamique de ces conflits, nous trouvons : l'exclusion (sociale, culturelle, politique et économique) ; la pauvreté, qui s'exprime à travers le manque de satisfaction des besoins fondamentaux ; la faible disponibilité des ressources naturelles (eau et terre) ; l'absence, le manque d'efficacité ou l'inaction de l'État ; la fragmentation et la dispersion de la société civile comme conséquence de la guerre interne et des processus de désarticulation sociale ; les problèmes de communication et d'information ; l'apparition de personnages politiques locaux opportunistes qui capitalisent le mécontentement face à l'absence de partis politiques représentatifs ; la pression des événements externes dans un monde globalisé, de plus en plus interconnecté (crise financière, changement climatique).

En conclusion, les conflits socio-environnementaux apparaissent comme étant des dynamiques complexes au milieu d'un contexte complexe. Dans cette mesure, pour que les réponses à ce phénomène puissent être adéquates, dans le cadre de la gouvernabilité démocratique et du développement durable, elles ne peuvent pas être purement réactives, ni se limiter à des stratégies simplistes, à court terme et uniquement orientées par des ordres du jour imposés unilatéralement, soit par la manipulation, soit comme résultat du rapport de forces. Même les actions en justice sont absolument insuffisantes pour aborder les processus sociaux complexes et évolutifs décrits plus haut ; dans beaucoup de cas, elles finissent par aggraver la situation. Malheureusement, ce sont ces mesures qui ont été utilisées en règle générale. Par ailleurs, lorsque c'est le dialogue qui est choisi, il ne s'instaure pas dans de bonnes conditions, en raison de l'absence de préparation en amont, ce qui provoque souvent de la fatigue et une sensation de frustration pour les participants et se termine par un nouveau cycle d'escalade dans le conflit.

## CONCLUSIONS

Entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, le Pérou a été secoué par un conflit armé interne qui a entraîné des pertes humaines dramatiques, des pertes économiques et la destruction de ses infrastructures. Pendant le gouvernement du Président Fujimori, du fait des caractéristiques du régime, les conflits sociaux ont été relativement peu nombreux et de faible ampleur : beaucoup de demandes sociales sont alors restées contenues et en attente. Avec le gouvernement de transition et l'ouverture démocratique, la dynamique conflictuelle change et un nouveau scénario commence à se dessiner, de protestation sociale croissante, que certains auteurs expliquent par le changement des structures d'opportunité politique et la reconstitution du mouvement social. Un des éléments importants à prendre en compte pour comprendre la conflictualité sociale du

pays est la croissance économique inattendue de deux dernières décennies, qui contraste avec les conditions de pauvreté extrême et d'inégalité dont souffrent aujourd'hui encore les zones rurales du pays.

Le nouveau cycle de conflictualité sociale se singularise par la centralité que les conflits considérés comme socio-environnementaux ont progressivement acquise, et tout spécialement, les conflits entre entreprises minières et communautés locales dans les zones rurales. Selon plusieurs études et notre propre participation dans les processus de dialogue, les problèmes entre les entreprises extractives et les communautés locales concernent entre autres la dégradation des ressources naturelles (eau, terre, air), la perte d'actifs, les espoirs mis dans la création d'emploi, dans l'installation de services publics et dans l'obtention de nouvelles ressources économiques, le non respect des accords signés. Les régions où ce type de conflit apparaît montrent généralement les caractéristiques suivantes : niveaux élevés de pauvreté et de pauvreté extrême, faibles ressources institutionnelles locales, présence faible ou nulle de l'État, degré élevé de fragmentation sociale, présence de leaders opportunistes (*brokers* politiques) qui font avancer des agendas occultes lors des négociations, niveaux d'information déficients, niveaux faibles de confiance entre les acteurs impliqués (État, entreprise, communauté locale), capacités faibles à faire fonctionner des processus de dialogue ou de négociation complexes.

Les approches de ces situations sont marquées par la vision négative qu'ont les acteurs impliqués du concept même de conflit, considéré comme un phénomène qui altérerait un ordre ou un équilibre préexistants. Cela conditionne souvent les attitudes et les conduites, qui s'orientent vers la confrontation plutôt que vers la coopération. En ce sens, les conflits sont perçus comme un élément dysfonctionnel qu'il faut éviter ou approcher de manière compétitive, en cherchant à imposer ses intérêts, ce qui empêche les acteurs d'y voir des possibilités de transformation positive à différents niveaux : structurel, personnel, relationnel et culturel.

*Traduit de l'espagnol par Liliana Lalonde et Évelyne Mesclier*

## BIBLIOGRAPHIE

Alimonda, Héctor, Hoetmer, Raphael, Saavedra Celestino, Diego, *La Amazonía rebelde*. CLACSO-UNMSM-PDTG, Lima, 2009.

Barrantes, Roxana, Cuenca, Ricardo et Morel, Jorge. *Las posibilidades del desarrollo inclusivo: dos historias regionales*. IEP. Lima, 2012.

Bebbington, Anthony, éd., *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales*. IEP-Cepes. Lima. 2007.

Caballero, Víctor et Cabrera, Teresa, "Conflictos sociales en el Perú 2006-2008", dans DESCO : *Perú Hoy*. Desco, Lima, 2008.

Castro, Sofía “Pobreza, conflictos socioambientales y minería”, dans *Co-yuntura. Revista mensual del Centro de Investigaciones Sociales, Económicas, Políticas y Antropológicas (CISEPA) de la Pontificia Universidad Católica del Perú*. No.23 Mars-Avril. 2010.

Crabtree, John Alan *García en el poder. Perú 1985-1990*. Editorial Peisa. Lima. 2005.

Cotler, Julio “Capitalismo y democracia en el Perú: La tentación autoritaria”, dans *Perú en el siglo XXI*, Luis Pásara (éd.). Fondo Editorial PUCP. Lima. 2008.

CONACAMI *Minería y territorio en el Perú: resistencias y propuestas*. Conacami. Lima. 2010.

Comisión de la Verdad y Reconciliación *Hatun Willaykuy. Versión abreviada del informe final de la Comisión de la Verdad y Reconciliación*. CVR. Lima. 2004.

Coser, Lewis *Nuevos aportes a la teoría del conflicto social*. Amorrortu. Buenos Aires, 1967.

Cuba, Elmer “El despegue del Perú”, dans *Perú en el siglo XXI* Luis Pásara (éd.). Fondo Editorial PUCP. Lima. 2008.

Dahrendorf, Ralpf *Sociedad y libertad: hacia un análisis sociológico de la actualidad*. Tecnos. Madrid. 1966.

De Echave, José ; Diez, Alejandro ; Huber, Ludwig ; Revesz, Bruno ; Ricard Lanata, Xavier ; Tanaka, Martín. “Minería y conflicto social”. IEP-CIPCA-CBC-CIES. Lima. 2009.

Defensoría del Pueblo *Ante todo, el diálogo*. Defensoría del Pueblo, Lima, 2005.

Defensoría del Pueblo *Los conflictos socioambientales por actividades extractivas en el Perú. Série “ Informes Extraordinarios”*. Informe No.2. Defensoría del Pueblo, Lima. 2007.

Degregori, Carlos Iván “Sendero Luminoso: I. Los hondos y mortales desencuentros II. Lucha armada y utopía autoritaria”. Documents de travail No.4 et 6. IEP. Lima. 1988.

Gonzales de Olarte, Efraín *El neoliberalismo a la peruana. Economía política del ajuste estructural 1990-1997*. CIES-IEP. Lima. 1998.

Grompone, Romeo et Tanaka, Martín *Entre el crecimiento económico y la insatisfacción social. Las protestas sociales en el Perú actual*. IEP. Lima. 2009.

Grompone, Romeo *La escisión inevitable. Partidos y movimientos en el Perú actual*. IEP. Lima. 2005.

Homer-Dixon, Thomas F. *Environment, Scarcity, and Violence*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1999.

Ibarra, Pedro *Manual de sociedad civil y movimientos sociales*. Editorial Síntesis. Madrid. 2005.

Instituto de Democracia y Derechos Humanos *Un pasado de violencia, un futuro de paz. 20 años de violencia en el Perú 1980-2000*. Idehpucp. Lima. 2008.

Instituto Peruano de Economía. *Efecto de la minería sobre el empleo, el producto y recaudación en el Perú*. Sociedad nacional de Minería, Petróleo y energía. Lima, 2012.

Kahane, Adam. *Cómo resolver problemas complejos*. Bogotá. Grupo Editorial Norma, 2006.

Lederach, John Paul *El pequeño libro de la transformación de conflictos*. Good Books. Bogotá. 2003.

Lingán, Jeannet "El caso Cajamarca" dans *Defendiendo derechos y promoviendo cambios. El Estado, las empresas extractivas y las comunidades locales en el Perú*. Martin Scurrah (éd.). Oxfam-IBC-IEP. Lima, 2008.

Meléndez, Carlos *Hipótesis sobre los conflictos sociales en el Perú actual. Secuelas y lecciones de los años de violencia política*. Transparencia. Lima. 2004.

Meléndez, Carlos "Mediaciones y conflictos: las transformaciones de la intermediación política y los estallidos de violencia en el Perú actual" dans Víctor Vich (éd.) *El Estado está de vuelta: desigualdad, diversidad y democracia*. IEP. Lima. 2005.

Mendoza, Waldo et Gallardo, José. "Las barreras al crecimiento económico en Cajamarca". *Serie de estudios regionales* N° 2. JICA, CIES. Lima, 2011.

Lynch, Nicolás *El argumento democrático sobre América Latina. La excepcionalidad peruana en perspectiva comparada*. UNMSM. Lima. 2009.

Ortiz, Pablo *Globalización y conflictos socioambientales*. Abya Yala. Quito. 1997.

Paredes, Maritza "El caso Tambogrande" dans *Defendiendo derechos y promoviendo cambios. El Estado, las empresas extractivas y las comunidades locales en el Perú*. Martin Scurrah (éd.). Oxfam-IBC-IEP. Lima, 2008.

Pajuelo, Ramón *No hay ley para nosotros... Gobierno local, sociedad y conflicto en el altiplano. El caso de Ilave*. SER-ProJur-IEP. Lima, 2009.

PRODES. *Informe anual del proceso de descentralización 2012*. USAID. Lima, 2013.

Pruitt Betty et Thomas Philip. *Diálogo Democrático Un Manual para Practicantes*. Idea Internacional, PNUD, et OAS; 2007. Stockholm.

Remy, María Isabel *Los múltiples campos de la participación ciudadana en el Perú. Un reconocimiento del terreno y algunas reflexiones*. IEP. Lima. 2005.

Revilla Blanco, María “América Latina y los movimientos sociales: el presente de *la rebelión del coro*” dans *Nueva sociedad* No.227. NUSO-FFE. Mai-juin 2010. Buenos Aires.

Tejada, Erick *Movimientos sociales y democracia en el Perú de hoy. Reflexiones a propósito de la gesta de Arequipa*. PDTG-UNSA. Arequipa. 2009.

Trivelli, Carolina ; Escobal, Javier ; Revesz, Bruno. *Desarrollo rural en la sierra. Aportes para el debate*. IEP-Cipca-Grade-Cies. Lima. 2009.

Wise, Carol *Reinventando el Estado: estrategia económica y cambio institucional en el Perú*. CIUP. Lima. 2003.

Zegarra, Eduardo, Orihuela, José Carlos et Paredes, Maritza. *Minería y economía de los hogares en la sierra peruana: impactos y espacios de conflicto*. Document de travail N° 51. GRADE. Lima, 2007.

---

# L'AMAZONIE PÉRUVIENNE ENTRE INTÉGRATION ET DÉGRADATION

---

Nicole BERNEX<sup>1</sup>

## INTRODUCTION

L'Amazonie péruvienne s'étend sur quelque 956 751 km<sup>2</sup>, soit 74,4 % du territoire national et 13 % du bassin versant de l'Amazone. Sa population atteignait 3 675 292 habitants en 2007, et représentait 13,4 % de la population totale du pays<sup>2</sup>, avec des taux de croissance démographique parmi les plus élevés, entre 3,5 % et 1,8 % par an pour les quatre départements qui en forment le cœur (Madre de Dios, Ucayali, San Martín et Loreto). Plus en amont dans le bassin amazonien, entre les hautes terres andines et les basses terres, se situent neuf départements en partie amazoniens (du nord au sud, Amazonas, à 97 % ; Cajamarca, à 33 % ; Huánuco, à 61 % ; Pasco, à 68 % ; Junín, à 56 % ; Huancavelica, à 2 % ; Ayacucho, à 8 % ; Cusco, à 48 % et Puno, à 24 %)<sup>3</sup>. Ils ont connu ces deux dernières décennies une croissance démographique moindre mais positive : entre 0,7 et 1,5 %. Au total, pour les cinq départements les plus amazoniens, s'est produite une augmentation générale des densités qui atteignent aujourd'hui entre 1,5 et 16 habitants/km<sup>2</sup>, soit presque 4,5 habitants/km<sup>2</sup> en moyenne (Tableau 1).

---

1. Professeur à l'Université Pontificia Católica del Perú. Directrice académique du Centre de Recherches en Géographie appliquée CIGA-PUCP.

2. INEI. Institut National de Statistique et Informatique.

3. Sont considérés amazoniens tous les territoires qui s'étendent dans le bassin amazonien en dessous de 2 300 mètres d'altitude, c'est-à-dire les territoires qui englobent trois régions naturelles, les versants (de 2 300 à 1 000 mètres d'altitude), la haute Amazonie de 1 000 à 400 m et la basse Amazonie (en dessous de 400 mètres d'altitude).

**Tableau 1 : Densités moyennes des cinq départements les plus amazoniens, 2007**

|                      | <b>Population (hab)</b> | <b>Superficie (Km<sup>2</sup>)</b> | <b>Densité (Hab/Km<sup>2</sup>)</b> |
|----------------------|-------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Loreto</b>        | 101816                  | 368851,95                          | 2,73                                |
| <b>San Martín</b>    | 818061                  | 51253,31                           | 15,73                               |
| <b>Amazonas</b>      | 419404                  | 39249,13                           | 10,64                               |
| <b>Ucayali</b>       | 483708                  | 102410,55                          | 4,66                                |
| <b>Madre de Dios</b> | 130876                  | 85300,54                           | 1,53                                |
| <b>Total</b>         | <b>2870209</b>          | <b>647065,48</b>                   | 4,44                                |

Source: Institut National de Statistique et Informatique (INEI)<sup>4</sup>.

Malgré cette croissance, la caractéristique principale de la population amazonienne reste sa dispersion et son atomisation. Le recensement de 2005<sup>5</sup> a permis de préciser que sur un total de 12 044 localités, 10 844 avaient moins de 500 habitants et que le nombre moyen d'habitants par localité était de 328 (Tableau 2).

**Tableau 2 : Nombre d'habitants et de localités par région naturelle<sup>6</sup>, 2005.**

| <b>Région naturelle</b>                                      | <i>Habitants</i> | <i>Localités</i> | Nombre moyen d'habitants par localité |
|--|------------------|------------------|---------------------------------------|
| <b>Versant (entre 2 300 et 1 000 mètres d'altitude)</b>      | 873986           | 3521             | 248                                   |
| <b>Haute Amazonie (entre 1 000 et 400 mètres d'altitude)</b> | 1177283          | 3861             | 304                                   |
| <b>Basse Amazonie (moins de 400 mètres d'altitude)</b>       | 1900642          | 4662             | 407                                   |
| <b>Total</b>   | 3951911          | 12044            | 328                                   |

Source: INEI: Recensement 2005.

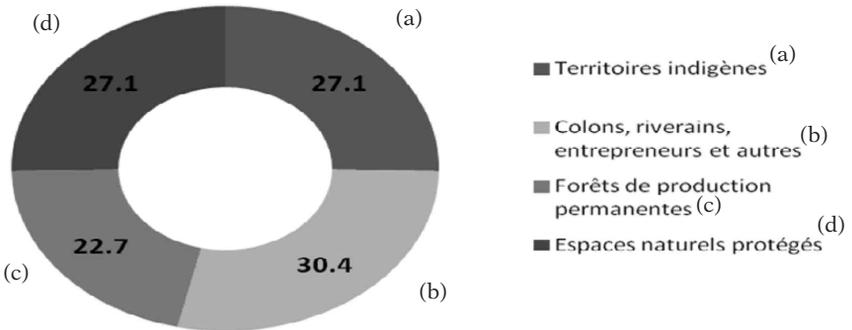
4. <http://www.inei.gob.pe/> *Perú en cifras*. Page consultée le 16.4.2013.

5. Le Pérou a connu deux recensements successifs dans la dernière décennie ; l'un en 2005 incomplet (*de Jure*) qui considérait la résidence habituelle de la population et l'autre, en 2007, conforme aux recensements habituels depuis 1940, en un seul jour pour toute la population (*de Facto*).

6. Selon un critère biogéographique, utilisé par Javier Pulgar Vidal (1973, *Las 8 Regiones Naturales del Perú*, Lima, Universo, 256 p.) qui différencie la "haute selva ou rupa-rupa" et la "basse selva ou Omagua", le mot *selva* signifiant jungle.

Apparemment, la situation a donc peu changé depuis le XIXe siècle, quand l'Amazonie se caractérisait par sa « géographie insulaire, constituée de micropôles disséminés en un vaste semis irrégulier, épousant le cours des fleuves principaux sur l'océan vert » (Roux : 65<sup>7</sup>). Cependant, les contrastes s'accroissent rapidement. La population indigène n'atteint plus aujourd'hui qu'environ 340 000 habitants qui représentent moins de 10 % de la population totale amazonienne et contrôlent 27,1 % des territoires (Figure 1).

**Figure 1 : Utilisation du sol en Amazonie**



Source : Margarita Benavides. Instituto del Bien Común. Avril 2010. Citée par César Álvarez Falcón<sup>8</sup>.

Comme le mentionne l'INEI (Institut National de Statistique et Informatique), l'augmentation du nombre de villes amazoniennes dans les dernières décennies – en 1940, seule la ville d'Iquitos était incluse dans le système de villes – est due aux courants migratoires qui s'orientent vers cette région naturelle<sup>9</sup>. L'attraction de la région repose sur le développement des marchés locaux, de l'exploitation des hydrocarbures, des cultures dites « alternatives » dans le cadre de la lutte contre la drogue (le café et le cacao)<sup>10</sup> mais aussi des économies illégales, autour du bois, de l'or, de la coca et de la pêche. Aujourd'hui, Iquitos, capitale du département de Loreto, est la 6<sup>e</sup> ville du pays, avec 539 901 habitantes<sup>11</sup>. Le département le

7. Roux, Jean Claude. *L'Amazonie péruvienne. Un Eldorado dévoré par la forêt 1821-1910*, Paris, L'Harmattan, 1994, 334 pages.

8. <http://www3.upc.edu.pe/bolsongei/bol/29/750/exposici%cc3%b3n%20CEL%2024%20Febrero%202011-2da%20parte.pdf>. Page consultée le 10.4.2013.

9. INEI. Recensement de population et logement, 2007.

10. Le café et le cacao ont été les deux cultures qui se sont développées à partir des années 2000-2002, comme alternative à la culture de la coca, dans le département de San Martín.

11. [http://www.munimaynas.gob.pe/index.php?option=com\\_content&view=article&id=148&Itemid=71](http://www.munimaynas.gob.pe/index.php?option=com_content&view=article&id=148&Itemid=71)

plus attractif reste celui de Madre de Dios, avec un taux net de migration de 14,8 pour mille dû à la forte croissance économique de département en raison de la fièvre de l'or qui profite aux autres secteurs de l'économie, principalement la construction<sup>12</sup>.

En raison de sa diversité et de son hétérogénéité ainsi qu'au peu d'intérêt que lui ont porté les gouvernements successifs, l'Amazonie continue à subir l'influence croissante de dynamiques exogènes et les villes de la région dépendent toujours principalement de l'extraction des ressources naturelles et des exportations agricoles, dont les caractéristiques se modifient dans l'étape actuelle de la mondialisation.

### UN EXTRACTIVISME ANCIEN

L'Amazonie a depuis longtemps été un espace d'extraction de ressources non ligneuses de la forêt à des fins commerciales, premier sens du terme « extractivisme » au Brésil. Plusieurs études portant sur l'un ou l'autre des pays du bassin amazonien (Pinton et Emperaire<sup>13</sup>, Roux<sup>14</sup>, Santos<sup>15</sup>, Bergman<sup>16</sup>, etc.) permettent de distinguer les différents types. La forme la plus traditionnelle de l'extraction des ressources naturelles est celle de la cueillette, du ramassage des produits de la région pour assurer, au jour le jour, la survie du groupe. Ces formes ont été largement étudiées, entre autres chercheurs par Gasché et Vela<sup>17</sup>, et sont propres aux espaces les plus éloignés et les moins articulés. De là, l'affirmation de Lescure et Pinton : l'extractivisme « ne peut être considéré en dehors du contexte du système de production, sans risque de simplification abusive. Traditionnellement en Amazonie, les systèmes de production sont complexes et mettent en jeu différentes activités (agriculture, arboriculture, horticulture, petit élevage, chasse et pêche), chacune se référant à un espace particulier. Il se distingue de la cueillette par le fait que ses produits seront vendus ou du moins troqués<sup>18</sup>.

12. Gustavo Yamada, « Patronos de migración interna en el Perú reciente », <http://departamento.pucp.edu.pe/economia/images/documentos/LDE-2012-01-04.pdf>. Page consultée le 18.4.2013.

13. Florence Pinton et Laure Emperaire, « L'extractivisme en Amazonie brésilienne: Un système en crise d'identité » dans *Cah. Sci. Hum.* 28 (4) 1992 : 685-703.

14. *Op. Cit.*

15. Santos, Fernando, « Frentes económicos, espacios regionales y fronteras capitalistas en la Amazonía », *Amazonia 1940-1990: el Extravío de una Ilusión*, Lima: Terra Nuova – CISEPA-PUCP, 1991, p. 227-310;

16. Bergman, Roland, *Economía amazónica*, Lima, CAAAP, 1990, 210 pages.

17. Gasché S. Jorge et Napoléon Vela M., *Sociedad Bosquecina*, 2 volumes. Iquitos : IIAP, 2012. T.1 : 292 et T.2 : 380 pages.

18. Jean-Paul Lescure et Florence Pinton, *L'extractivisme : une valorisation contestée de l'écosystème forestier*. [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers09-03/010009737.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-03/010009737.pdf)

Dans tout le bassin amazonien prédomine depuis des siècles un système extractiviste local qui privilégie les produits *in situ* (cas de la châtaigne brésilienne dans le département de Madre de Dios, par exemple) et qui a comme corollaire de nombreuses contraintes écologiques (accessibilité des ressources, niveau des eaux, phénologie), économiques (dynamisme du marché) ou sociales (disponibilité de la main d'œuvre familiale, etc.) induisant une grande variabilité des activités au cours de l'année<sup>19</sup>. Avec raison, Pinton et Aubertin affirment que "la gestion des ressources naturelles peut révéler une logique qui privilégie la reproduction de l'écosystème, mais elle peut aussi être la base d'une revendication des populations locales pour maîtriser leur développement et s'intégrer au marché. La perception de la *conservation* a ainsi considérablement évolué, en rompant, d'un côté, avec la préservation stricte qui exclut l'homme de l'espace protégé et en rejoignant, de l'autre, les objectifs de développement qui imposent une certaine rationalité économique"<sup>20</sup>.

Les premières formes d'extraction impliquant la participation d'acteurs d'échelle mondiale apparaissent dans l'Orient péruvien entre 1825 et 1880, avant même le début de la cueillette du caoutchouc, avec la salsepareille, la quinine, les cires naturelles, l'ivoire végétal et la vanille sauvage (Roux : 97)<sup>21</sup>. C'est en 1880, avec le boom du caoutchouc que le gouvernement péruvien essaie de créer pour la première fois des modes d'attribution de concessions contrôlées par le pouvoir et permettant de taxer la nouvelle richesse (Roux : 113)<sup>22</sup>. Iquitos est le fruit de cette extraordinaire époque d'abondance et d'ouverture sur l'espace-monde.

De nos jours, on peut observer l'intensification de l'extraction de ressources naturelles avec des méthodes industrielles autant qu'artisanales, avec des acteurs dont l'échelle d'action varie du local au global et dont les activités oscillent entre légalité et illégalité. Cette accélération caractérise l'extractivisme dans le sens qu'on donne au mot actuellement dans les pays de langue espagnole. Dans tous les cas, il a un impact tant sur les écosystèmes que sur les sociétés, étant souvent organisé selon un système vertical et coercitif – les rapports de force sont employés aussi bien à l'égard de la main-d'œuvre que des populations locales – à l'intérieur duquel se joue la définition du pouvoir qui assure aux patrons leur autorité sociale et leur puissance économique<sup>23</sup>. Ainsi, l'extractivisme renforce les inégalités, entre la pauvreté et l'exclusion sociale de la main-d'œuvre et la puissance des patrons (chefs d'entreprise, gérants, ingénieurs ou propriétaires de mines,

---

19. Florence Pinton et Laure Empereire, *op. cit.*

20. Florence Pinton et Catherine Aubertin, « L'extractivisme entre conservation et développement », [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers09-05/010011980.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-05/010011980.pdf)

21. *Op. cit.*

22. *Op. cit.*

23. Florence Pinton et Laure Empereire, *op. cit.*

narcotrafiquants, exploitants de bois, tenancières de maisons closes, trafiquants d'enfants travailleurs, trafiquants d'armes, etc.). Tous pratiquent l'usure en profitant des besoins de familles très démunies ou trop endettées et en les obligeant à collecter les produits de la forêt ou du fleuve pour bénéficier d'un prêt. En raison des nécessités en services de tout ordre (consommation, énergie, finances, transports, main d'œuvre), la multiplication des activités d'extraction crée une pression accentuée sur les villes, favorise une accélération de la croissance urbaine et renforce la dépendance des villes face aux espaces d'extractivisme, eux-mêmes dépendant de l'espace-monde.

### INTENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS D'EXTRACTION

Actuellement, l'extractivisme – sous sa double face, légale et illégale – s'est renforcé et diversifié. On considérera ici comme des activités d'extraction légales celles qui sont autorisées et encouragées par les gouvernements successifs, qui ont souvent cherché eux-mêmes à attirer les entreprises multinationales qui en sont les principaux acteurs. Elles concernent spécifiquement les ressources pétrolières, gazières, la pêche et la production forestière. L'extraction illégale – non autorisée par l'État qui la traque et cherche à la démanteler – repose essentiellement sur l'orpaillage, pratiqué à grande échelle, l'extraction des bois et la pêche. Les deux formes se recouvrent en partie et certains acteurs participent le cas échéant successivement ou simultanément des deux. Quel que soit leur statut, les différents types d'extraction créent de lourds impacts environnementaux, des relations socio-politiques complexes, et d'importants bénéfices économiques pour un secteur situé en grande partie hors du territoire exploité, caractérisé par sa dépendance et sa pauvreté. Un tour d'horizon des différentes activités d'extraction du bassin amazonien péruvien nous permettra de découvrir leur faible capacité à créer un cercle vertueux.

#### *Activités extractives industrielles : hydrocarbures et hydroélectricité*

Le gaz naturel est extrait dans le sud et le centre de l'Amazonie péruvienne. Avec l'exploitation de trois gisements (deux par Pluspetrol, entreprise privée opérant à l'origine en Argentine, dans le sud et une par Aguaytia Energy del Perú, consortium d'origine péruvienne contrôlé par une multinationale américaine, dans le centre), on a vu la production de gaz presque tripler entre 2005 et 2012 (Tableau 3) ; ce qui a permis aux administrations locales et régionales d'obtenir des avantages économiques importants avec la mise en place d'une compensation financière versée par les entreprises et a bénéficié tout particulièrement à la région de Cusco, à la province de la Convention et au district d'Echarate<sup>24</sup>. Cependant en

---

24. Région, province et district sont des niveaux successifs, du plus grand au plus petit, de la démarcation politique et administrative du pays.

**Tableau 3 : Production de gaz naturel, 2001-2012 (Barils<sup>25</sup>)**

| Zone                  | Société                      | Lot         | 2001             | 2005              | 2009              | 2012              |
|-----------------------|------------------------------|-------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Amazonie centrale     | <b>AGUAYTIA (LGN)</b>        | <b>31-C</b> | 1,446,254        | 1,350,225         | 972,916           | 978,746           |
|                       | <b>AGUAYTIA (COND)</b>       | <b>31-C</b> | 880              | 280               | 249               |                   |
| Amazonie sud          | <b>PLUSPETROL PERU CORP.</b> | <b>88</b>   |                  | 11,731,222        | 13,355,203        | 16,771,068        |
|                       | <b>PLUSPETROL PERU CORP.</b> | <b>56</b>   |                  |                   | 12,568,614        | 13,380,737        |
| <b>TOTAL AMAZONIE</b> |                              |             | <b>1,447,134</b> | <b>13,081,727</b> | <b>26,896,982</b> | <b>31,130,551</b> |

Source: Ministerio de Energía y Minas, février 2013.

termes concrets, cela n'a signifié que très peu d'amélioration dans le quotidien des communautés indigènes et des colons établis en aval de la gorge de Mainique, qui constitue l'entrée en basse Amazonie.

Pour la seule année 2012, le gouvernement central a transféré à la région de Cusco un montant de 2 241 millions de nouveaux *soles*<sup>26</sup>, au titre des compensations financières liées au gaz<sup>27</sup>. Si la distribution de cette compensation est soigneusement calculée (Tableau 4), l'obtention de ces fonds par les bénéficiaires ne se traduit pas en termes de développement. Que ce soit les gouvernements locaux, les provinces ou les districts, le gouvernement régional, l'Université San Antonio Abad, la Municipalité d'Echarate (où est exploité le gaz de Camisea, en aval de la gorge de Mainique), il existe une énorme difficulté à structurer des projets d'investissements conformes aux normes du Système National d'Investissement Public (SNIP), renforcée par une corruption étouffante ; tout cela a pour conséquence que chaque fin d'année, une bonne partie de ces fonds sont reversés au Trésor Public ou viennent enrichir quelques-uns aux dépens de la majorité.

25. Un baril de pétrole équivaut à 210 litres.

26. 1 nouveau *sol* péruvien équivaut à 0,29 Euro.

27. La loi péruvienne prévoit le reversement par l'État d'une partie des taxes payées par les entreprises minières aux municipalités régionales et locales des zones productrices (cette redevance est appelée *canon*).

**Tableau 4 : Distribution des compensations financières liées à l'extraction de gaz, Région de Cusco, 2013**

| %  | ENTITES BENEFICIAIRES   |                           |
|----|---|---------------------------|
| 40 | Ensemble des Gouvernements locaux du Département de Cusco où est exploité le gaz de Camisea |                           |
| 25 | Gouvernements locaux des Districts et Provinces où est exploité le gaz de Camisea           |                           |
| 25 | Gouvernement de la Région de Cusco où est exploité le gaz de Camisea                        | 20% Université Publique   |
|    |   | 80% Gouvernement Régional |
| 10 | Gouvernement de la Municipalité où est exploité le gaz de Camisea (Echarate)                |                           |

Source: Ruben Coa Aguilar. *Ingresos por la explotación de recursos mineros, gas natural y petróleo*. Lima: Congreso de la República; Mars 2013.

Le Tableau 5 indique l'importance des compensations financières transférées par le gouvernement Central aux gouvernements locaux et régional entre 1996 et 2012.

**Tableau 5 : Transferts du gouvernement central aux gouvernements locaux et régional du Cusco (1996 - 2012)**  
(En millions de nouveaux soles)

| Modalités   | Gouvernements locaux | Gouvernement régional | Total   |
|---|----------------------|-----------------------|---------|
| Redevance issue du paiement des droits d'exploitation | 5 145,2              | 1 643,5               | 6 788,7 |
| Redevance issue de l'impôt à la rente                 | 1 043,9              | 303,7                 | 1 347,6 |
| Total   | 6 189,1              | 1 947,2               | 8 136,3 |

Source: Ruben Coa Aguilar. *Ingresos por la explotación de recursos mineros, gas natural y petróleo*. Lima: Congreso de la República; Mars 2013.

Pour la première fois, l'influence croissante des acteurs sociaux dans la gouvernance a facilité des innovations institutionnelles importantes, entre autres la création du GTCI (Groupe technique de coopération interinstitutionnelle), de la Défense de Camisea<sup>28</sup>, et du Programme de suivi environnemental communautaire (PMAC pour ses sigles en espagnol), qui associe jusqu'à ce jour, les communautés aux équipes techniques des opérateurs. Cependant, ces efforts ont eu des effets limités sur le développement de la région. Certaines communautés ont vu s'améliorer leur accès à l'eau et à l'assainissement, à la santé et à l'éducation, mais elles restent encore pauvres, voire très pauvres et très isolées.

Alors que le gaz constitue désormais l'atout pour le développement du sud de l'Amazonie, celui de l'Amazonie septentrionale repose, depuis plus de quatre décennies, sur le pétrole. Son exploitation a créé certaines conditions de développement, très souvent peu valorisées.

**Tableau 6 : Production de pétrole, 2001-2012 (Barils)**

| Région            | Dpt              | Société                    | Lot    | 2001       | 2005       | 2009       | 2012      |
|-------------------|------------------|----------------------------|--------|------------|------------|------------|-----------|
| AMAZONIE NORD     | Loreto           | PLUSPETROL NORTE           | 1-AB   | 12 918 785 | 10 020 297 | 5 980 758  | 5 626 366 |
|                   |                  | PLUSPETROL NORTE           | 8      | 9 260 518  | 6 382 319  | 4 976 043  | 3 542 046 |
| AMAZONIE CENTRALE | Loreto / Huánuco | MAPLE ENERGY <sup>29</sup> | 31 B/D | 162 292    | 145 518    | 128 971    | 120 851   |
|                   | Loreto           | MAPLE ENERGY               | 31 E   |            |            | 35 567     | 33 774    |
| TOTAL             |                  |                            |        | 22 341 595 | 16 548 134 | 11 121 339 | 9 323 037 |

Source : Ministerio de Energía y Minas, février 2013.

Les données montrent que l'Amazonie septentrionale a en fait perdu l'opportunité de développement que lui offrait cette activité. On observe (Tableau 6) une nette diminution de la production pétrolière qui est passée de plus de 22 millions de barils en 2001 à un peu plus de 9 millions en 2012. Bénéficiant des compensations financières depuis presque quatre décennies, les autorités régionales et locales des départements de Loreto et d'Ucayali ont une certaine expérience de la gestion de ces fonds (Tableau

28. Le GTCI fonctionne sous l'égide du Ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM) et coordonne l'action de 12 institutions publiques. La Défense de Camisea confiée au centre de résolution des conflits de l'Université Catholique du Pérou est chargée de résoudre les conflits liés à ce projet et de signaler les abus ou manquements dans l'exécution des opérations.

29. Compagnie basée au Pérou.

7), et de l'élaboration et l'exécution de projets de développement. Et, même si de nouveaux projets sont approuvés par le Ministère de l'Energie et des Mines (MINEM) – c'est le cas de l'Étude d'Impact Environnemental présentée par la compagnie franco-britannique Perenco concernant la construction de sept plateformes et la perforation de quatorze puits dans le lot 67 – la situation avec les compagnies est tendue. Certaines entreprises quittent définitivement le territoire péruvien, comme Talisman Energy, compagnie basée à Calgary au Canada. Certes, aujourd'hui, dans le seul département de Loreto, PeruPetro S.A., entreprise étatique de droit privé qui représente l'État dans les négociations concernant les hydrocarbures, a des contrats actualisés avec 22 entreprises pétrolières, représentant un total de 11 millions d'hectares de concessions (Tableau 8).

**Tableau 7 : Distribution des redevances liées à l'exploitation pétrolière, Loreto et Ucayali, 2013**

| Régions | %  | Bénéficiaires  |
|---------|----|--|
| LORETO  | 52 | Gouvernement régional  |
|         | 40 | Municipalités des districts du Département                                     |
|         | 5  | Université Nationale de l'Amazonie   |
|         | 3  | Institut de Recherches de l'Amazonie Péruvienne                                |
| UCAYALI | 40 | Gouvernements locaux (Municipalités des districts et provinces du département) |
|         | 20 | Municipalités de la Province où s'exploite le pétrole                          |
|         | 20 | Gouvernement régional  |
|         | 10 | Municipalité du district où s'exploite le pétrole                              |
|         | 5  | Universités publiques  |
|         | 3  | Institut technologiques nationaux  |
|         | 2  | Institut de Recherches de l'Amazonie Péruvienne                                |

Source : Ruben Coa Aguilar. *Ingresos por la explotación de recursos mineros, gas natural y petróleo*. Lima: Congreso de la República; Mars 2013.

**Tableau 8 : Contrats correspondant à la phase d'exploration (Amazonie nord)**

|       | entreprise  | lot           | hectare      | contrat | bassin-versant/<br>fleuve(s)                                   | souscription |
|-------|---|---------------|--------------|---------|--|--------------|
| 1     | REPSOL  | 39            | 745 141,20   | LICENCE | MARAÑON - NAPO   | 09/09/1999   |
| 2     | HARKEN  | 95            | 615 731,13   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS<br>UCAYALI - BLANCO                              | 07/04/2005   |
| 3     | PLUSPETROL<br>E&P   | 102           | 126 676,11   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS PAS-<br>TAZA - CORRIENTES                        | 13/12/2005   |
| 4     | TALISMAN  | 103           | 870 896,17   | LICENCE | MARAÑON - HUALLAGA   | 09/08/2004   |
| 5     | REPSOL  | 109           | 359 023,44   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS AY-<br>CHIYACU - POTRO -<br>CAHUAPANAS           | 16/12/2005   |
| 6     | PETROBRAS<br>ENERGIA<br>PERÚ S.A.                                 | 117<br>(A-B)  | 1 094 039,52 | LICENCE | MARAÑON/ RIO ANGU-<br>SILLA - YUBINETO -<br>CAMPUYA NAPO       | 16/05/2006   |
| 7     | SUBANDEAN<br>E&P<br>PERULLC                                       | 121           | 351 933,16   | LICENCE | MARAÑON/ RIO<br>NASHIÑO  | 14/07/2006   |
| 8     | BURLINGTON<br>RESOURCES<br>PERU,<br>LIMITED                       | 123           | 940 421,09   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS<br>NANAY - PINTUYACU -<br>CHAMBIRA               | 29/09/2006   |
| 9     | BURLINGTON<br>RESOURCES<br>PERU,<br>LIMITED                       | 129           | 472 433,68   | LICENCE | MARAÑON/ RIO NAPO  | 24/05/2007   |
| 10    | CEPSA PERÚ  | 130           | 275 349,00   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS<br>MARAÑON - PAVAYACU                            | 16/04/2009   |
| 11    | PACIFIC STRA-<br>TUS ENERGY                                       | 135           | 1 020 390,63 | LICENCE | MARAÑON/ RIOS UCA-<br>YALI - SUNGARO - RIO<br>BLANCO - TAPICHE | 21/11/2007   |
| 12    | PACIFIC STRA-<br>TUS ENERGY                                       | 137           | 448 947,45   | LICENCE | MARAÑON/ RIO YAQUE-<br>RANA                                    | 21/11/2007   |
| 13    | KEI (PERÚ 112)<br>PTY LTD   | 144           | 683 616,47   | LICENCE | MARAÑON/ RIO<br>MARAÑON  | 16/04/2009   |
| 14    | TALISMAN -<br>ECOPETROL<br>DEL PERU S.A.<br>(*)                   | 158           | 272 254,88   | LICENCE | MARAÑON/ RIO HUAL-<br>LAGA                                     | 16/04/2009   |
| 15    | PLUSPETROL<br>E&P   | 115           | 241 226,68   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS HUA-<br>SAGA - PASTAZA -<br>MACUSARI             | 13/12/2005   |
| 16    | TALISMAN  | 64            | 761 501,00   | LICENCE | MARAÑON/ RIO<br>MORONA   | 07/12/1995   |
| 17    | HIDROCARBU-<br>ROS EXPLORA-<br>TION PLC.,<br>SUCURSAL DEL<br>PERÚ | 183           | 396 825,66   | LICENCE | MARAÑON/ RIO HUAL-<br>LAGA                                     | 28/09/2011   |
| 18    | ECOPETROL<br>DEL PERÚ S.A.  | 179           | 350 284,82   | LICENCE | MARAÑON/ RIOS<br>UCAYALI - BLANCO                              | 29/09/2011   |
| TOTAL |   | 11 026 692,09 |              |         |  |              |

Source : Groupe Propuesta Ciudadana. Edition : Roger Grández Rios, août 2012.

Enfin, la production à grande échelle d'hydroélectricité est l'autre activité industrielle de l'Amazonie. En effet, une grande partie (85 %) du potentiel hydroélectrique du Pérou se trouve dans le bassin amazonien (206 000 MW). En 2008, après un accord confidentiel entre le gouvernement péruvien et le gouvernement brésilien, le Pérou entre en pourparlers pour la construction de six grandes centrales hydroélectriques dont le but est d'assurer la sécurité énergétique du Brésil. Dourojeanni *et al.*, 2010<sup>30</sup>, se demandent de quelle manière ces projets aux lourds impacts environnementaux peuvent favoriser le Pérou.

Dans l'ensemble, les compensations financières n'ont pas entraîné les changements attendus en matière d'infrastructure routière, d'eau potable, d'assainissement, d'électrification, de dispensaires et d'écoles. La misère prédomine toujours comme le montre la réalité du département de Loreto, le plus grand du pays (28,7 % du territoire national), qui présente des taux de pauvreté très élevés selon le recensement de 2007.

- 30 % des adolescentes de 15 à 20 ans sont mères de famille.
- La moitié des accouchements se font sans assistance médicale.
- Un enfant de moins d'un an sur trois n'a pas d'acte de naissance.
- 68% des foyers n'ont pas de connexion à l'eau potable.
- Le pourcentage de retard scolaire chez les enfants de 6 à 11 ans est de 34 %, soit 12 % de plus que la moyenne nationale.

### ***Des extractions anciennes atteignant leurs limites : pêche et exploitation de bois précieux***

La pêche est très certainement une des principales activités des populations riveraines. Elle est cependant très menacée par la perte des zones inondées due à des changements hydrologiques, à la mauvaise gestion des rives, à leur contamination et à la surexploitation ainsi qu'à l'urbanisation croissante<sup>31</sup>. Selon la FAO, la pisciculture de *cachama* (*Colossoma* sp.), de *pacu* (*Piaractus* sp.), et de *boquichico* (*Prochilodus nigricans*) est en train de remplacer la pêche de capture. Les espèces les plus intéressantes commercialement : *paiche* (*Arapaima gigas*), *pacu*, *tucunare* (*Cichla* sp.), *boqui-*

---

30. Marc Dourojeanni, Alberto Barandiarán, Diego Dourojeanni, 2010, *Amazonía peruana en 2021*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 182 p.

31. Bayles, Peter. Conférence. Séminaire International: "Manejo comunitario y gobernanza colaborativa de las pesquerías en la cuenca amazónica". Iquitos: 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2011: IBC-IIAP-DIREPRO-GORE-UNAP et IDRC.

*chico* et quelques autres, sont en effet surexploitées et la question de leur survie se pose<sup>32</sup>.

Par ailleurs, les forêts de l'Amazonie péruvienne, qui représentent quelque 60 millions d'hectares<sup>33</sup> et occupent 53.9 % de la superficie totale du Pérou, sont également menacées. Chaque année 150 000 hectares disparaissent sous la pression non seulement de l'agriculture traditionnelle par brûlis mais aussi et surtout des cultures de coca, de l'exploitation minière illégale, des grands travaux d'infrastructure routière et de l'urbanisation. C'est ainsi que la partie amazonienne du département de Cajamarca (Jaén et San Ignacio) comptait 1 670 601 hectares de forêts tropicales vierges en 1975 qui se sont réduites en 2010 à 409 491 hectares. Depuis un demi-siècle, toutes les expériences péruviennes de gestion des forêts tropicales ont échoué (Dourojeanni<sup>34</sup>, Brack<sup>35</sup>). D'une part, le Pérou concentre 17 millions d'hectares de bois de production permanente aptes à être octroyés en concession, mais seulement 556 concessions existaient en 2012 et représentaient 7,1 millions d'hectares<sup>36</sup>. D'autre part, différentes études soulignent que plus de 2,5 millions d'hectares sont aptes au reboisement en Amazonie. Mais le manque de volonté des différents gouvernements régionaux, les intérêts divers et une corruption à la vue de tous sont des obstacles majeurs à un reboisement dont les répercussions bénéfiques sur les écosystèmes et le bien-être des populations seraient importantes.

De plus, le trafic des bois, héritage du passé, est aujourd'hui si généralisé qu'il constitue une des pires gangrènes pour les écosystèmes et une des raisons de la pauvreté des populations soudoyées par les trafiquants, acceptant leurs conditions dans l'attente d'une paie qu'elles ne verront jamais<sup>37</sup>. Trop peu de gardes forestiers surveillent les réserves naturelles (Tableau 9) et le pillage de la forêt est continu.

---

32. [http://www.fao.org/fishery/countrysector/naso\\_peru/fr](http://www.fao.org/fishery/countrysector/naso_peru/fr)

33. Defensoría del Pueblo. Informe Defensorial N° 151, 2010. "La Política Forestal y la Amazonía Peruana: Avances y obstáculos en el camino hacia la sostenibilidad". Lima ; 2010. 299 pages.

34. Dourojeanni, Marc, 1990. *Amazonia ¿Qué hacer?* Iquitos, CETA, 445 pages.

35. Brack, Antonio, 2007. *Industria Minera*. Programme télévisé « La Buena Tierra », Lima, PNUD.

36. Nueva Ley Forestal de Fauna Silvestre. Lima ; 2012.

37. Témoignages recueillis sur le terrain.

**Tableau 9 : Nombre de gardes surveillant les espaces naturels protégés par l'Etat.**

| <b>Type de réserve</b>      |                       |                  |               |                    |
|-----------------------------|-----------------------|------------------|---------------|--------------------|
| <b>Forêts de protection</b> | <b>Extension (ha)</b> | <b>Personnel</b> | <b>Gardes</b> | <b>% de gardes</b> |
| Alto Mayo                   | 182 000               |                  |               |                    |
| San Matias San Carlos       | 145 818               | 20               | 16            | 80                 |
| <b>Parcs nationaux</b>      |                       |                  |               |                    |
| Alto Purús                  | 2 510 694,41          | 19               | 15            | 79                 |
| Cordillera Azul             | 1 353 190,84          | 105              | 45            | 43                 |
| Otishi                      | 305 973,05            | 9                | 5             | 56                 |
| Tingo María                 | 4777,00               | 12               | 10            | 83                 |
| Río Abiseo                  | 274 520,00            | 20               | 16            | 80                 |
| Yanachaga Chemillén         | 122 000,00            | 15               | 10            | 67                 |
| <b>Réserves comunales</b>   |                       |                  |               |                    |
| Amarakaeri                  | 402 335,62            | 15               | 12            | 80                 |
| Asháninka                   | 184 468,38            | 14               | 9             | 64                 |
| El Sira                     | 616 413,41            | 23               | 17            | 74                 |
| <b>Réserves nationales</b>  |                       |                  |               |                    |
| Allpahuayo Mishana          | 58 069,25             | 10               | 5             | 50                 |
| Pacaya Samiria              | 2 080 000,00          | 58               | 52            | 90                 |
| Tambopata                   | 274 690,00            | 37               | 28            | 76                 |
| <b>Sanctuaire national</b>  |                       |                  |               |                    |
| Tabaconas Namballe          | 32 124,87             | 7                | 4             | 57                 |
| <b>Zones réservées</b>      |                       |                  |               |                    |
| Güepi                       | 625 971,00            | 14               | 9             | 64                 |
| Pucacuro                    | 637 918,00            | 18               | 14            | 78                 |

Source: Jefaturas de Áreas Naturales Protegidas/ Sernanp. Élaboration: Defensoría del Pueblo/Amasppi

### *Une ruée vers l'or qui s'amplifie*

Le Pérou a été en 2011 au 6<sup>e</sup> rang des pays producteurs d'or dans le monde<sup>38</sup>. L'exploitation de l'or est une activité très ancienne en Amazonie ; elle remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle quand Cosme Bueno, cosmographe du roi, signale son existence. La production mondiale d'or a connu une augmentation depuis les années 1980 avec la forte demande des marchés mondiaux

38. D'après Alfredo Gurmendi, *The Mineral Industry of Peru*, U.S. Geological Survey, avril 2013.

liée à la fabrication de bijoux (aujourd'hui dominée par l'Inde et la Chine), mais aussi aux investissements dans l'or considérés comme des placements sûrs dans un contexte d'insécurité économique depuis les débuts de la crise de 2008<sup>39</sup>. La production péruvienne a suivi ce mouvement.

Ainsi, depuis trois décennies, cette activité a connu un véritable boom en Amazonie orientale. Le CEPLAN<sup>40</sup> considère qu'il existe 2,3 millions d'hectares de concessions légalement enregistrées, principalement dans le département d'Amazonas. Mais l'orpaillage hors concessions est la nécrose qui affecte tout particulièrement le territoire de Madre de Dios. Il met en danger les réserves nationales du Manu et de Tambopata, provoquant la destruction accélérée des forêts, la perte de la biodiversité et l'érosion accrue et contribue très probablement à une augmentation de la variabilité climatique. Près de 97 % de l'exploitation de l'or dans le département de Madre de Dios s'effectue hors de tout contrôle de l'État et emploie quelque 126 000 personnes ; dans cette région, la production est estimée à entre 16 et 18 tonnes d'or par an, soit une valeur de près de 800 millions de dollars<sup>41</sup>.

## DES ACTIVITÉS AGRICOLES ÉGALEMENT EN PLEINE CROISSANCE

Aux côtés des activités extractives, on trouve des productions essentiellement agricoles, qui correspondent également à des acteurs et des techniques soit d'échelle industrielle, soit d'échelle artisanale, et échappent également en partie au contrôle fiscal de l'État. Un de leurs points communs avec les activités d'extraction est leur dynamique de croissance accélérée.

### *Le palmier à huile, une croissance aux avantages contestés*

En ce qui concerne la culture du palmier à huile, son extension atteint seulement 50 000 hectares, soit 0,06 % du total de l'Amazonie. D'après le Ministère de l'Agriculture, il y aurait 1,4 million d'hectares de terres disponibles et aptes pour cette culture, distribuées de la manière suivante : dans le département de Loreto 620 000, dans celui d'Amazonas 300 000, dans celui de San Martín 150 000, d'Ucayali 265 000 hectares, de Huánuco 40 000 et dans celui de Cusco 30 000. Actuellement, c'est le Groupe Romero, propriétaire du Banco de Crédito del Perú (Banque du crédit du

---

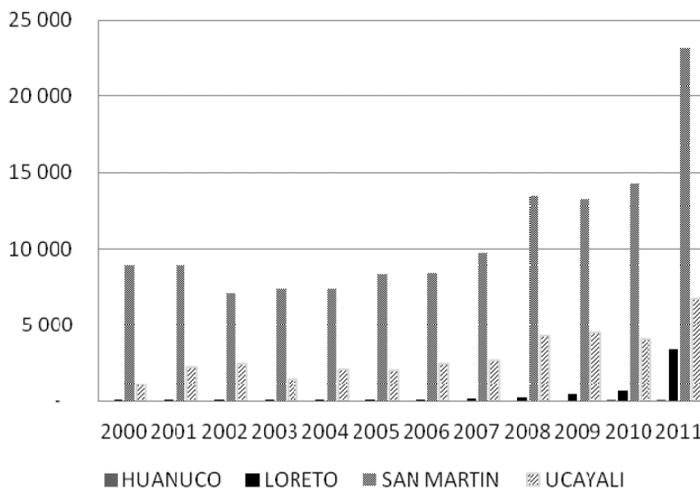
39. D'après Michael W. George, *Gold*, U.S. Geological Survey, mai 2013

40. Centro Nacional de Planeamiento Estratégico – CEPLAN.

41. D'après le prêtre dominicain Xabier Arbex de Morsier, la production aurifère illégale atteignait 35 tonnes en 2006, bien au-dessus du chiffre officiellement reconnu. Le spécialiste du droit minier Lorenzo de la Puente chiffrait à 20 tonnes la production d'or, dont 99 % en dehors de tout enregistrement légal, en provenance de la réserve du Tambopata (<http://derechonobasta.wordpress.com/2012/03/29/los-exportadores-de-oro-cuentan-con-sucursales-en-zonas-de-mineria-ilegal/>).

Pérou), une des plus importantes banques du pays, qui possède les plus grandes plantations : Palmas del Espino, Palmas del Shanusi, Palmas del Oriente, Industrias del Espino et Industrias del Shanus. Entre 2000 et 2011, le département de San Martín a vu tripler sa superficie de cultures de palmiers à huile (Figure 2).

**Figure 2 : Evolution de la superficie récoltée en palmiers à huile dans la région amazonienne, par département, 2000 – 2011**



Source : MINAG - Base de données de la OEEE. Information préliminaire pour les deux dernières années.

Entre 2000 et 2011, le total de la production de palmiers à huile est passé de 181 155 à 359 784 tonnes pour les 4 départements pris en compte par le Ministère de l'Agriculture. Il est important de signaler la chute du rendement à l'hectare et la fluctuation des prix *in situ*, phénomènes qui rendent improbable l'amélioration des conditions de vie des populations qui travaillent dans ce secteur<sup>42</sup>. La production est encouragée par le Ministère de l'Agriculture, qui veut répondre aux besoins en bio-carburants du pays et aussi développer toute une série de sous-produits, spécialement pour l'industrie cosmétique. Si plusieurs communautés locales dans le département de San Martín ont adopté cette nouvelle culture, ce n'est pas le cas dans celui de Loreto, où son introduction soulève des objections. José Alvarez signale les raisons qui poussent l'IIAP<sup>43</sup> à déconseiller la culture du

42. Exception faite de la très ancienne propriété de Palmas del Espino, à Tocache, il est important de souligner que le palmier à huile est une culture alternative à la coca, qui s'est développée dans les dix dernières années et même si, contrairement au café et au cacao, son exploitation est le fait de grands propriétaires, elle requiert une main d'œuvre très importante.

43. Instituto de Investigación de la Amazonia Peruana (IIAP).

palmier à huile dans le bassin du Nanay, notamment dans celui de son affluent de Quebrada Curaca, contigu à la zone tampon de la Réserve nationale Allpahuayo-Mishana ; entre autres, le fait que les plantations industrielles de palmiers à huile impliquent non seulement l'abattage de grandes surfaces de forêt vierge, mais requièrent aussi l'utilisation de produits agrochimiques avec un risque important de pollution de l'eau<sup>44</sup>. Les zones où il est prévu de mettre en place des plantations de palmiers à huile sont totalement recouvertes de forêt primaire très peu modifiée, n'ayant subi que quelques prélèvements sélectifs d'essences forestières et de spécimens de faune sauvage. Protéger la forêt vierge amazonienne fait partie des responsabilités politiques de l'État péruvien et c'est aussi un engagement formel envers la communauté internationale, dans le cadre des mesures prises pour réduire les émissions de carbone et contribuer à limiter les impacts du changement climatique.

### ***L'expansion simultanée de la culture de coca et des cultures « alternatives » encouragées par l'État***

Une autre culture est en pleine dynamique d'expansion, celle de la coca. La demande croissante de cocaïne et de ses dérivés produits en Amérique latine et la politique imposée par les États-Unis ont facilité le développement d'organisations de trafiquants de drogue qui s'enrichissent rapidement et qui acquièrent progressivement une énorme puissance<sup>45</sup>. Le rapport des Nations Unies signalait en juin 2010 que le Pérou était devenu le premier producteur mondial de feuilles de coca (119 000 tonnes en 2009)<sup>46</sup>. Les territoires de la coca augmentent de manière continue, les projets de développement alternatif à la coca dans le département de San Martín ont favorisé la fuite des trafiquants vers l'est et le département de Loreto, où l'extension des cultures est passée de 4 500 hectares à plus de 50 000 hectares (2012). La commission nationale chargée de la lutte contre la drogue, DEVIDA, insiste sur l'importance des cultures de coca sur le versant amazonien des Andes, dans le Haut Huallaga et les vallées de l'Apurímac et de l'Ene et de Lares – Convención (Figure 3). Néanmoins le président du gouvernement régional de Loreto a montré que la culture de la coca est en train de prendre une importance tout aussi, voire plus considérable, dans le département de Loreto et les province qui le composent : Alto Amazonas (319,77 ha), Loreto (2 447,09 ha), Mariscal Ramón Castilla (12 807,77 ha), Maynas (6 618,18 ha), Requena (13 244,43 ha) et Ucayali (3 529,26 ha), soit un total de 38 966,52 ha en 2008 (Figure 4).

---

44. Libres Amériques - blog francophone. Dernier volet sur les menaces sur les eaux d'Iquitos au Pérou.

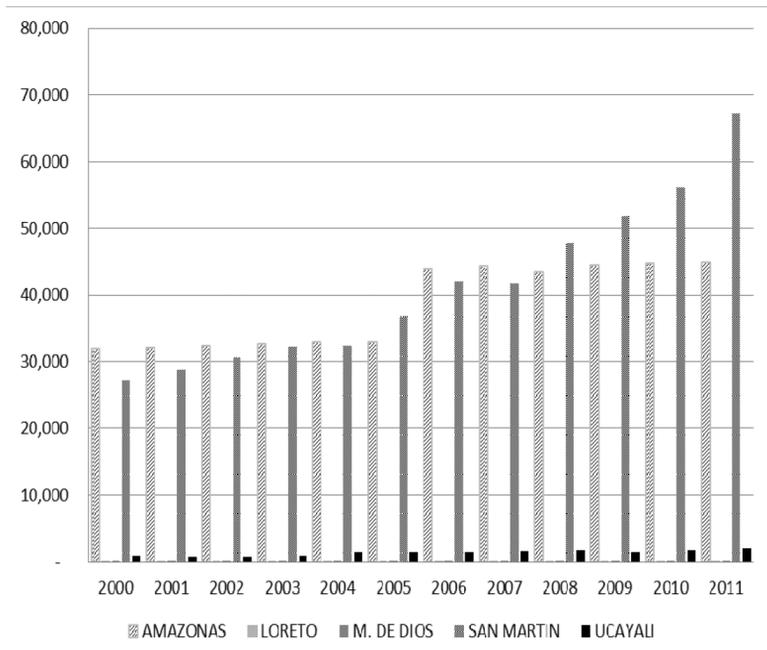
45. Marcelo Bergman, 2010. « Narco-politique et narco-économie en Amérique latine », in *Problèmes d'Amérique latine*. 2010/2 (N° 76) ; p. 25-41.

46. Sistema de Monitoreo de los cultivos Ilícitos en el Perú-UNODC.



C'est dans le cadre de la lutte contre le trafic de cocaïne et de l'éradication des cultures de coca que les cultures de café et de cacao ont été encouragées, afin d'offrir une alternative aux paysans et de leur permettre une réinsertion dans la vie sociale, économique et politique du pays.

**Figure 5 : Café, superficies récoltées en hectares, période 2000-2011**



Source : MINAG - Base de données de la OEEE. Information préliminaire pour les deux dernières années.

Depuis plus de dix ans, le développement des cultures de café et de cacao a ainsi répondu à une situation très difficile de violence politique qui favorisait l'extrême pauvreté et l'exclusion dans les régions de haute Amazonie, où elle se conjuguait à l'augmentation des surfaces semées en coca et au narcotrafic. Depuis les premiers recensements du XIX<sup>e</sup> siècle, on peut observer le développement de nombreuses cultures tropicales dans cette région située entre 1 000 et 400 m d'altitude (café, cacao, vanille, arbres fruitiers). Certaines ont été totalement oubliées comme la vanille sauvage, d'autres comme le café et le cacao sont très appréciées des communautés locales qui ont appris à les cultiver dans le respect de leur environnement, tout en augmentant production et qualité. Le café<sup>47</sup> et le cacao sont ainsi des cultures présentes traditionnellement dans toutes les exploitations et répondent aux besoins des familles.

47. Introduit au Pérou en 1749, le café se développe d'abord à Chinchao, Huánuco et de là, dans toutes les vallées interandines de la haute Amazonie.

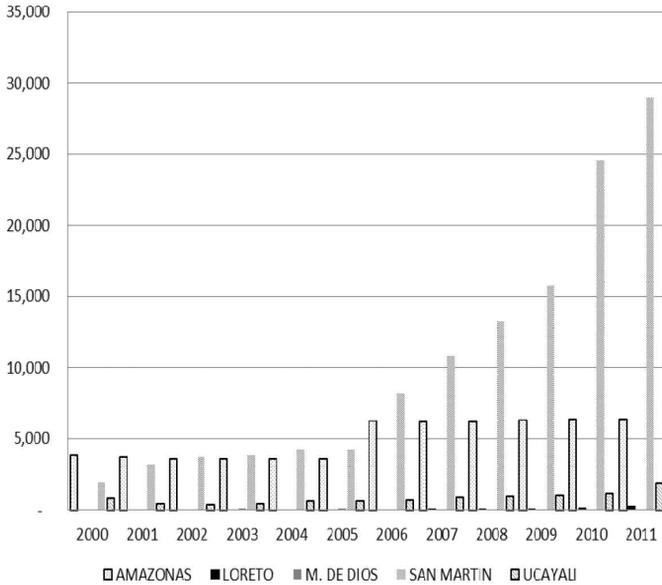
La figure 5 permet d'apprécier l'augmentation et la diversification géographique des superficies plantées en café. En 2000, le département d'Amazonas disposait des plus grandes superficies récoltées de café avec une production de 20 897 tonnes et une superficie récoltée de 31 859 hectares ; à la même époque, San Martín produisait 25 183 tonnes et sa surface récoltée était de 27 112 hectares. En 2011, on observe un véritable boom de la caféiculture ; avec 63 757 tonnes et 67 191 hectares, San Martín est le premier producteur national de café, constituant ainsi une des filières les plus importantes du Pérou, dans le domaine de l'agro-industrie. Le rendement par hectare a été nettement amélioré et il existe différents labels (café équitable, café organique, café écologique). En l'état actuel des techniques, la caféiculture ne peut cependant pas s'étendre en basse Amazonie, à Loreto et à Madre de Dios, du fait des conditions climatiques.

Quelques années après le café, le cacao a lui aussi connu une forte dynamique de développement. Le département de San Martín est en tête de la production grâce à l'augmentation des surfaces plantées avec enthousiasme par les 304 communautés paysannes encadrées par le projet Chemonics- USAID-DEVIDA (2006-2012). L'augmentation y est exceptionnelle, continue et rapide (Figure 6). Jusqu'en 2004, la plus grande expansion de superficies plantées en cacao se trouvait dans le département d'Amazonas qui a vu sa surface doublée entre 2000 et 2011, passant de 3826 à 6370 hectares, tandis que dans le département de San Martín, la superficie est multipliée par 15, passant de 1936 à 28 984 hectares. San Martín est aussi le département où le prix d'achat sur la parcelle est le plus élevé et de nombreux propriétaires transforment aujourd'hui leur exploitation forestière en plantation de cacao. Une importante agro-industrie exportatrice s'est développée, parallèlement à des foires annuelles internationales organisées à Lima.

## TERRITOIRES ET VILLES EN PLEINE MUTATION

Toutes ces "ruées" ou fièvres (ruée vers le palmier à huile, le café, le cacao, le pétrole, le gaz ; ruée vers l'or, les bois précieux, la coca) sont facilitées par le développement des grands travaux de construction des voies d'intégration Brésil – Pérou, Atlantique – Pacifique. Les routes favorisent l'arrivée de nouvelles populations, mais également l'avancée de tous les fronts pionniers, ceux du café, du cacao, du palmier à huile et ceux de l'or illégal, du trafic d'armes, du trafic de bois précieux. L'initiative pour l'intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine – IIRSA, qui promeut la construction d'axes de communication allant de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique en passant par plusieurs points des Andes, a non seulement accéléré la croissance démographique des villes de Puerto Maldonado et Iberia, mais aussi contribué intensément au déboisement de part et d'autre de la nouvelle route, et accéléré la multiplication des exploitations aurifères illégales et le pillage des bois précieux. Cela rappelle, par certains côtés, les effets de l'ouverture de la route transamazonienne par le Président Fernando Belaunde Terry dans les années 1960, avec le développe-

**Figure 6 : Cacao, superficies récoltées en hectares, 2000-2011**



Source : MINAG - Base de données de la OEEE. Information préliminaire pour les deux dernières années.

ment de tous les gros villages du département de San Martín, la transformation de la ville de Pucallpa, le boom de la coca sur le piémont et la diversification des migrations, avec de nouvelles populations s’employant à l’extraction des ressources naturelles. Les enjeux ont néanmoins changé d’échelle et de nature. Si le Secrétaire Général de l’Organisation du Traité de Coopération Amazonien (OTCA) qui regroupe les pays amazoniens dont le Brésil, considère ce « couloir de développement » composé de sept axes routiers et deux fluviaux, comme un moyen d’intégrer le marché intra-amazonien, en promouvant également la libre-circulation sur les fleuves de la région », les organisations écologistes y voient l’une des plus grandes menaces pour la conservation de la biodiversité (Delgado Ramos, 2004 : 10 ; et autres auteurs)<sup>48</sup>.

Aujourd’hui, la population amazonienne est devenue majoritairement urbaine, à hauteur de 61,7 % selon l’Institut National de Statistiques et Informatique. Iquitos, Pucallpa et Tarapoto sont les villes les plus importantes<sup>49</sup>. Cependant il faut signaler que seules 23 municipalités urbaines ont plus de 20 000 habitants (Tableau 10) et 9 villes plus de 50 000 habitants (Figure 7).

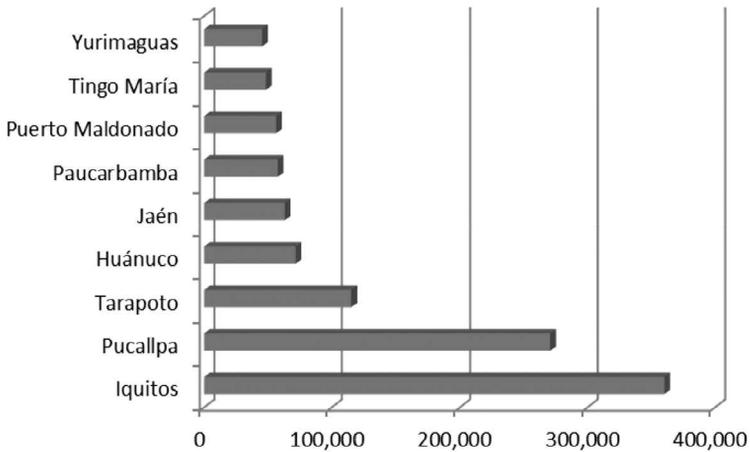
48. Fontaine Guillaume. *La globalisation de l’Amazonie : une perspective andine*. [http://www.flacso.org.ec/docs/art\\_gf\\_amazonie.pdf](http://www.flacso.org.ec/docs/art_gf_amazonie.pdf)

49. INEI. Recensement de 2007.

**Tableau 10 : Pérou : Villes amazoniennes  
de plus de 20 000 habitants, 2007**

| Département                    | Province                   | District               | Ville de plus de 20000 habitants | Nombre d'habitants |
|--------------------------------|----------------------------|------------------------|----------------------------------|--------------------|
| <b>Cajamarca</b>               | Jaén                       | Jaén                   | Jaén                             | 63 208             |
| <b>Amazonas</b>                | Bagua                      | La Peca                | Bagua                            | 21 000             |
| <b>San Martín</b>              | Moyobamba                  | Moyobamba              | Moyobamba                        | 39 250             |
|                                | San Martín                 | La Banda de Shilcayo   | La Banda                         | 24 932             |
|                                |                            | Morales                | Morales                          | 22 874             |
|                                |                            | Tarapoto               | Tarapoto                         | 67 362             |
|                                | Mariscal Cáceres           | Juanjui                | Juanjui                          | 23 441             |
| <b>Loreto</b>                  | Maynas                     | Belén                  | Belén                            | 57 824             |
|                                |                            | Iquitos                | Iquitos                          | 155 029            |
|                                |                            | Punchana               | Punchana                         | 69 308             |
|                                |                            | San Juan Bautista      | San Juan                         | 78 153             |
|                                | Alto Amazonas              | Yurimaguas             | Yurimaguas                       | 45 348             |
| <b>Ucayali</b>                 | Coronel Portillo           | Calleria               | Pucallpa                         | 126 983            |
|                                |                            | Manantay               | San Fernando                     | 67 844             |
|                                |                            | Yarinacocha            | Puerto Callao                    | 75 953             |
| <b>Huánuco</b>                 | Huánuco                    | Huánuco                | Huánuco                          | 71 707             |
|                                |                            | Amarilis               | Paucarbamba                      | 57 596             |
|                                | Leoncio Prado              | Rupa-Rupa              | Tingo María                      | 48 361             |
| <b>Junín</b>                   | Chanchamayo                | Chanchamayo            | La Merced                        | 21 885             |
|                                |                            | Pichanaqui             | Bajo Pichanaquí                  | 23 593             |
|                                | Satipo                     | Satipo                 | Satipo                           | 21 894             |
| <b>Cuzco<br/>Madre de Dios</b> | La Convención<br>Tambopata | Santa Ana<br>Tambopata | Quillabamba<br>Puerto Maldonado  | 26 573<br>56 382   |

Source : Recensement de 2007. INEI. (Censos Nacionales 2007: XI de Población y VI de Vivienda).

**Figure 7 : Villes de plus de 50 000 habitants, 2007**

Source : données de l'INEI, Recensement 2007.

Sans aucun doute, cette urbanisation récente est due à la conjugaison de trois facteurs : extractivisme, accumulation de capitaux qui ont permis le développement urbain et appel de main-d'œuvre attirée par les différents booms.

L'extractivisme et les exportations agroindustrielles de toutes natures ont entraîné la recomposition des territoires et un nouveau développement urbain. Des études signalent une reconfiguration des territorialités indiennes liée aux activités d'exploration et d'exploitation du pétrole, avec pour conséquence un phénomène d'urbanisation dans la zone d'influence immédiate de la base pétrolière lié aux migrations spontanées vers la région de populations d'origines diverses, mais aussi à la concentration accélérée de l'habitat des populations locales de langues quechua et achuar<sup>50</sup>. Andréa-Luz Gutierrez et Elsy Huboux concluent que ce "phénomène est dû en grande partie à l'attractivité économique stimulée par la création de nouveaux emplois, par les nouveaux flux de biens manufacturés et de matériaux de constructions (tôle ondulée, planches) et par l'ouverture de l'hôpital de la base aux populations dont les territoires sont inclus dans le lot exploité".

Le même phénomène est observable à grande échelle dans le cas des trois capitales régionales de l'Amazonie, Iquitos, Pucallpa et Puerto Maldonado ainsi que dans les petites villes et les villes moyennes. L'augmenta-

50. Gutierrez Choquevilca Andréa-Luz et Elsy Huboux. *Exploitation pétrolière et dynamique des territorialités indiennes dans la région du haut Pastaza péruvien*. <http://mappemonde.mgm.fr/num10/articles/art06205.html>

tion des revenus fiscaux a entraîné une forme de développement dans lequel il est très difficile de démêler les fruits du blanchiment d'argent et plus généralement des activités illégales de ceux produits par les activités légales (Tableau 11).

**Tableau 11 : Revenus fiscaux collectés par la SUNAT – impôt interne selon domicile fiscal, 2004-2012 (Millions de Nouveaux Soles)**

| Département                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         | 2008         | 2009         | 2010         | 2011         | 2012         |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Amazonas                         | 7,8          | 12,1         | 12,2         | 15,9         | 15,1         | 16,5         | 24,0         | 16,4         | 23,6         |
| Loreto                           | 83,4         | 112,8        | 133,8        | 160,5        | 181,2        | 188,3        | 227,0        | 266,9        | 335,5        |
| Madre de Dios                    | 12,4         | 16,9         | 21,5         | 26,7         | 30,7         | 34,7         | 39,9         | 43,6         | 54,2         |
| San Martín                       | 44,1         | 51,1         | 50,2         | 48,0         | 81,9         | 88,4         | 93,6         | 113,9        | 151,0        |
| Ucayali                          | 153,7        | 193,4        | 202,9        | 203,2        | 208,2        | 212,8        | 256,9        | 269,8        | 315,1        |
| <b>Total régions de la Selva</b> | <b>301,4</b> | <b>386,3</b> | <b>420,6</b> | <b>454,3</b> | <b>517,2</b> | <b>540,8</b> | <b>641,4</b> | <b>710,6</b> | <b>879,4</b> |
|                                  | 1,3%         | 1,4%         | 1,1%         | 1,0%         | 1,1%         | 1,2%         | 1,2%         | 1,1%         | 1,2%         |
| <b>Total Pérou</b>               | <b>24017</b> | <b>28001</b> | <b>36940</b> | <b>43616</b> | <b>46956</b> | <b>45420</b> | <b>53520</b> | <b>64205</b> | <b>72463</b> |

*Note : Considère le lieu de résidence du contribuable. Exclut les contributions sociales.*

*Source : Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración Tributaria (SUNAT).*

C'est ainsi que Soberón, dans le cas d'Iquitos, précise que "le narcotrafic fonctionne de manière pyramidale impliquant toute la population de Loreto et, en particulier, les 400 000 habitants d'Iquitos... ainsi, par exemple,... les 4 000 mototaxistes de la ville, qui d'après des sources policières, constituent le réseau potentiel de distribution... tous ces acteurs sont employés dans les différentes étapes du cycle coca-cocaïne et dans sa commercialisation et consommation dans les zones « chaudes » de la ville d'Iquitos comme le quartier de Belén, la Place 28 de Julio, le chemin qui mène au cimetière<sup>51</sup>".

Ces dynamiques créent des processus de différenciation territoriale dans les villes amazoniennes, particulièrement visibles dans les trois plus grandes villes et montrent combien elles sont "incomplètes", pour repren-

51. Ricardo Soberón. *La Amazonia Espacio en debate. Loreto, la frontera, Iquitos y el narcotráfico*. <http://www.upc.edu.pe/bolsongei/15/322/soberon.pdf>

dre l'expression de Milton Santos<sup>52</sup>, en l'absence de véritables fonctions de création de richesse, qui seraient essentielles pour l'amélioration des conditions de vie de leur population, comme pour leur participation au développement national. La caractéristique principale des villes amazoniennes est d'être incomplètes, de se développer sans capacité à assurer le bien-être des habitants (Tableau 12), et de dépendre de périphéries dominées par l'extractivisme et l'agro-exportation.

**Tableau 12 : Accès aux infrastructures de base dans les différents districts urbains d'Iquitos**

| District                                     | Iquitos  | Punchana   | San Juan Bautista | Belén     |
|--|----------|------------|-------------------|-----------|
| Date de création                             | 7/2/1866 | 16/12/1987 | 5/11/1999         | 5/11/1999 |
| Population recensée (2007)                   | 159 023  | 76 435     | 102 076           | 68 806    |
| Superficie (km <sup>2</sup> )                | 358,15   | 1 573,39   | 3 117,05          | 632,8     |
| Densité de population (hab/km <sup>2</sup> ) | 444      | 48,6       | 32,7              | 108,7     |
| Logements approvisionnés en eau (%)          | 88,64    | 60,00      | 26,17             | 68,29     |
| Logements avec services hygiéniques (%)      | 88,30    | 56,99      | 49,93             | 49,21     |
| Logements avec accès à l'électricité (%)     | 94,18    | 85,48      | 79,43             | 81,22     |

Source : INEI, Censos Nacionales 2007: XI de Población y VI de Vivienda, 2007.

52. Santos, Milton, *Les villes du Tiers Monde*, Paris, Ed. M-Th. Génin. Librairies techniques ; 1970, 430 pages.

Le tableau suivant (Tableau 13) montre les inégalités qui peuvent exister entre ces différentes villes et en leur sein, dans un contexte d'accélération de l'extraction des ressources naturelles sans aucune considération de la durabilité des sociétés et des milieux. Huánuco, Jaén, Paucarbamba, Puerto Maldonado, Tingo María et Yurimaguas ont passé aujourd'hui le seuil des 50 000 habitants, vivent en grande partie du blanchiment de l'argent et survivent comme collectivité urbaines, souvent sans accès à l'eau potable, sans continuité du service, sans assainissement, sans électricité et avec un habitat très précaire.

**Tableau 13 : Accès aux infrastructures de base des villes moyennes de l'Amazonie Péruvienne**

| Villes                  | Nombre d'habitants | Logements : % d'accès à l'eau | Logements : % d'accès aux services hygiéniques | Logements : % d'accès à l'électricité |
|-------------------------|--------------------|-------------------------------|--|---------------------------------------|
| <b>Huánuco</b>          | 71 707             | 90                            | 84   | 87                                    |
| <b>Jaén</b>             | 63 208             | 77                            | 75   | 80                                    |
| <b>Paucarbamba</b>      | 57 596             | 81                            | 76   | 84                                    |
| <b>Puerto Maldonado</b> | 56 382             | 87                            | 49   | 83                                    |
| <b>Tingo María</b>      | 48 361             | 60                            | 49   | 77                                    |
| <b>Yurimaguas</b>       | 45 348             | 53                            | 40   | 63                                    |

## CONCLUSION

Malgré – et à cause de – son extraordinaire méga-diversité et son opulence, l'Amazonie connaît de multiples problèmes territoriaux, sociaux, environnementaux et politiques, problèmes accumulés depuis des décennies. D'un côté, les processus d'exclusion se renforcent ; des territoires nouveaux surgissent, entremêlant légalités et illégalités, des villes dont le dynamisme dépend avant des activités extractives, des villes de front pionnier qui ne sont pas pleinement urbaines mais offrent l'anonymat et la possibilité de poursuivre le rêve pluriséculaire de l'El Dorado. De l'autre, comme l'affirme Fontaine dans le cas du gaz de Camisea, mais qui peut être généralisé à d'autres activités (pétrole, bois), "le système actuel de gouvernance [économique] repose sur trois éléments structurants : l'afflux des investissements étrangers directs (IED)..., l'existence d'infrastructures de transport

[adaptées]... et la planification des relations avec les communautés locales<sup>53</sup>.

Cependant, aujourd'hui, les conflits sociaux font fuir les entreprises minières et pétrolières disposant de contrats avec l'État. Les villes amazoniennes survivent en grande partie grâce aux revenus procurés par les activités échappant à la fiscalisation. L'éloignement du centre du pouvoir de l'État à Lima ne favorise pas le dialogue avec les territoires amazoniens, l'articulation des activités publiques et privées et la participation des différents acteurs<sup>54</sup>.

L'idée du développement des biotechnologies comme nouvel horizon pour l'activité de production et le commerce est avancée par le CEPLAN. Mais ne serait-il pas trop optimiste d'affirmer avec Antoni Giorgio, "qu'outre l'importance donnée à l'exploitation et à l'accumulation traditionnelles de ses richesses naturelles, l'Amazonie se présente comme une nouvelle frontière du marché et de la science en tant que domaine de services environnementaux et de réservoir d'information sur les organismes vivants, en vue du futur"<sup>55</sup> ? Certainement, alors que ces territoires, où la frontière entre légalité et de illégalité est poreuse, sont livrés à un extractivisme brutal, la vision présentée par le CEPLAN reste une utopie, celle "d'une Amazonie totalement intégrée au Pérou et à l'Amazonie Sud-Américaine, dont le développement durable est assuré par l'équilibre entre la conservation et l'utilisation de ses ressources naturelles et ses populations..."<sup>56</sup>. L'Amazonie demeure un territoire d'îles, d'enclaves, de profusion et de carences, de diversification de l'extractivisme et de mondialisation, un territoire au futur incertain.

---

53. Fontaine Guillaume. « Après Camisea. Le rôle du secteur privé dans la gouvernance énergétique péruvienne ». Institut de recherche et débat sur la gouvernance ; 2008. 11 p. <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-445.html>

54. État national, régional et local; Populations amazoniennes et peuples originaires ; Entreprises nationales et étrangères et Institutions non gouvernementales sans fin d'enrichissement.

55. Giorgio, Antoni, *L'Amazonie globalisée : Le Programme pilote pour la conservation des forêts tropicales Brésiliennes*. Thèse de Doctorat en études du développement. Université de Genève. [http://graduateinstitute.ch/webdav/site/developpement/groups/hufty\\_greg/public/L'Amazonie%20globalis%C3%A9e.pdf](http://graduateinstitute.ch/webdav/site/developpement/groups/hufty_greg/public/L'Amazonie%20globalis%C3%A9e.pdf)

56. CEPLAN. « Visión de Futuro de la Amazonía Peruana como Factor Motriz del Desarrollo Nacional ». Documento de trabajo #11: <http://www.ceplan.gob.pe/documents/10157/c2650cd5-4523-4474-a7dc-921e98a8db71>